



Le Monde

LE MONDE INITIATIVES

- Mutisme autour des 35 heures
- Emploi : 12 pages d'annonces classées

Le passage aux 35 heures



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16761 - 7,50 F - 1,13 EURO

MERCREDI 16 DÉCEMBRE 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



Le nouveau désordre africain

L'actuelle génération de dirigeants africains, incapables d'unité, ne semble pas plus porteuse d'exemple que l'ancienne. L'Afrique centrale ne se remet pas de la tragédie rwandaise, alors que les députés français devaient publier un rapport soulignant les « carences » et les « erreurs » de l'action menée par François Mitterrand au Rwanda de 1990 à 1994. Notre enquête p. 12 et 13, et nos informations p. 3

Toulouse et la mort d'Habib

Des affrontements se sont étendus à plusieurs quartiers de la ville dans la nuit de lundi à mardi après la mort du jeune Habib, tué par la police. Reportage. p. 10

La droite et la scission du FN

Alors que les margrétistes officialisent la création d'un Front national bis, l'UDF et le RPR tentent, en Rhône-Alpes, d'empêcher la réélection de M. Millon à la tête du conseil régional. p. 32

Les chercheurs face à M. Allègre

Le représentant de M. Allègre a prévenu les 700 membres du CNRS, réunis à Paris : « Si cette journée ne débouche pas sur des propositions innovantes », le CNRS en sera très affaibli. p. 22

Duel LVMH-L'Oréal

Les deux champions de la beauté se disputent la suprématie mondiale avec deux stratégies différentes : logique de distributeur de luxe pour LVMH, et logique d'industriel des cosmétiques pour L'Oréal. p. 17

Ce réveillon n'existe pas

Plutôt qu'un réveillon à date fixe, un conte cruel, repas imaginaire né des vadrouilles gourmandes de notre chroniqueur gastronomique. p. 23 et la chronique de Pierre Georges p. 32

Rodtchenko, entre art et propagande

Il voulait rapprocher l'art et la mécanisation pour créer un « homme nouveau » et fut lamé par le stalinisme. La Kunsthalle de Düsseldorf consacre une rétrospective au père du constructivisme russe. p. 27

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 8 S ; Belgique, 25 B ; Canada, 25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 500 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Italie, 1.000 L ; Japon, 200 ¥ ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 Dh ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3 Fl ; Portugal, 200 Esc ; Espagne, 16 Ptas ; République tchèque, 200 Kč ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 10 Sk ; Suisse, 2,30 Frs ; Tunisie, 12 Din ; USA, 0,975 \$; USA (interne), 2,90 \$

M 0147 - 1216 - 7,50 F

Chômeurs, nucléaire : Jospin se ressaisit

- RMI et Allocation de solidarité : 3 % de plus au 1^{er} janvier 1999 et un « rattrapage » pour 1998
- Nucléaire : le premier ministre place le « lobby » sous surveillance
- Retraites des fonctionnaires : un rapport du Plan prévoit l'explosion du système

BOUSCULÉ par Jacques Chirac, qui effectue un retour en force sur la scène intérieure, aux prises avec une majorité « plurielle » contestataire - les communistes sur le social, les Verts sur le nucléaire -, ainsi qu'avec des difficultés parlementaires et sociales, Lionel Jospin s'efforce de reprendre la main. Mardi 15 décembre sur RTL, le premier ministre a annoncé un relèvement de 3 % des minima sociaux (RMI et allocation de solidarité spécifique) au 1^{er} janvier 1999 avec effet rétroactif depuis le 1^{er} janvier 1998. Cette augmentation et ce « rattrapage » coûteront au total 2,5 milliards de francs.

Lionel Jospin estime que l'objectif de croissance fixé pour 1999 (2,7 %) sera « plus difficile à atteindre » que celui de 1998 (3 %). Il se prononce en faveur d'un nucléaire « raisonnable, contrôlé, maîtrisé et expérimenté » et se propose de mettre fin à un système « opaque, secret, fondé sur un lobby ». Il considère la « crise grave » que traverse le Front national comme « une bonne nouvelle pour la démocratie ». Répondant à l'offen-



sive du président de la République, il affirme que Jacques Chirac « emprunte beaucoup au discours et à la pratique » du gouvernement. Par ailleurs, un rapport du



Commissariat général du Plan prévoit une explosion, à terme, des régimes de retraites. Selon ces scénarios, il manquerait 60 milliards de francs en 2010 pour payer les re-

QUI, MAIS MOI JE TRAVAILLE !

traites des fonctionnaires de l'Etat et 281 milliards en 2040.

Lire pages 6 à 8 et notre éditorial page 15

En Suède, la social-démocratie rembourse le Viagra

STOCKHOLM de notre correspondant. Heureux Suédois ! L'Etat ne lésine pas sur leur bien-être sexuel. Que les quelque 200 000 hommes atteints d'impotence se rassurent, le Viagra leur sera remboursé selon le système en vigueur pour la grande majorité des médicaments. La Suède est le seul pays, parmi la quarantaine ayant déjà autorisé la vente de la pilule bleue, à lui réserver ce traitement de faveur.

Considéré ailleurs comme un « produit de confort », le sildénafil (nom pharmacologique du Viagra) ne pouvait pas échapper aux principes suédois d'égalité et de justice sociale, maintenus tant bien que mal par les autorités en dépit de considérables coupes budgétaires ces dernières années. Cette austerité fait certes dire aux esprits chagrins que l'argent du contribuable pourrait guérir en priorité d'autres maux que les dysfonctions érectiles. Mais ces voix-là n'ont pas été entendues au royaume de la social-démocratie.

« Il faut que les moins favorisés et les plus riches puissent avoir accès aux mêmes médi-

caments », explique Robin Lapidus, porte-parole de l'Office national des assurances sociales. A raison d'une absorption de quatre pilules par mois - moyenne établie par le fabricant, l'américain Pfizer, à partir d'une étude sur la sexualité des Suédois -, le Viagra reviendra tout de même à 3 120 couronnes (2 230 francs) par an pour un consommateur régulier. Le gouvernement a donc estimé justifié de traiter l'impotence au même titre que l'ulcère ou la dépression. En Suède, tous les médicaments remboursables sont payés à 100 % par le patient jusqu'à un montant de 400 couronnes (286 francs). Puis l'Etat prend en charge de 50 % à 75 % du prix, jusqu'à ce que la même personne dépense l'équivalent de 930 francs de médicaments en moins de douze mois. Au-delà de cette somme, le patient peut obtenir gratuitement à la pharmacie tout ce qui lui est prescrit jusqu'à expiration des douze mois.

Ce système coûte 14 milliards de couronnes (10 milliards de francs) par an à l'Etat, précise Bjame Almström, directeur de l'Office des assurances sociales. D'après ses calculs, le Viagra ne devrait toutefois pas alléger les

caisses publiques au-delà de 107 millions de francs par an. En réalité, il en coûtera huit fois plus cher, avertit l'association nationale des conseils généraux, qui sont responsables des dépenses pharmaceutiques de leurs administrés. Une estimation exagérée, à en croire le peu d'entrain manifesté par les Suédois à expérimenter le nouveau médicament lors de son premier mois de mise en vente : un dixième seulement des premiers clients potentiels y ont eu recours.

Il n'y a donc pas de ruée sur le Viagra en Suède, contrairement aux Etats-Unis. Mais déjà quelques excès, comme ailleurs... Comment interpréter autrement la dizaine d'ordonnances délivrées par des médecins portant sur 100, voire 120 pilules par patient ? On évoque l'hypothèse d'un marché noir à destination de l'étranger. L'Office national de la santé va faire la morale à ces médecins peu regardants, tout comme elle a tancé récemment ceux qui proposaient la pilule bleue sur Internet. La générosité suédoise a des limites...

Antoine Jacob

Bill Clinton évoque à Gaza le droit à l'autodétermination des Palestiniens

BILL CLINTON n'est pas parvenu, mardi 15 décembre, à convaincre le premier ministre israélien d'engager un nouveau retrait de Cisjordanie et à libérer des prisonniers palestiniens, conformément à l'accord de Wye River, conclu le 23 octobre. La rencontre entre Yasser Arafat et Benjamin Néanyahu, à Erez, au point de passage entre Gaza et Israël, a tourné court. La veille, lundi, le congrès palestinien avait pourtant confirmé l'abrogation des articles de la Charte palestinienne prônant la destruction d'Israël, en présence de M. Clinton. A l'issue de ce vote, le président américain a, pour la première fois, évoqué le droit à l'autodétermination des Palestiniens. « Derrière vous, une histoire de dépossession et de dispersion, a-t-il déclaré. Devant vous, la possibilité de construire votre avenir sur votre propre terre. »

Lire page 2

Les secrets de la scientologie

TROIS ANS après le procès de Lyon, les dirigeants de l'Eglise de scientologie devront-ils à nouveau comparaître devant un tribunal ? La cour d'appel de Paris a ordonné, lundi 14 décembre, la reconstruction d'un dossier d'infraction sur la secte, dont de nombreuses pièces avaient mystérieusement disparu en octobre. Cette affaire relance le débat sur une « Eglise » suspectée d'infiltrer les lieux de pouvoir, en France et en Allemagne. Revendiquant huit millions d'adeptes dans le monde, la scientologie, reconnue comme religion aux Etats-Unis et classée comme secte en France, disposerait d'un service de renseignement destiné à « contrer » les menaces extérieures.

Lire page 9

« Parisien » du dimanche



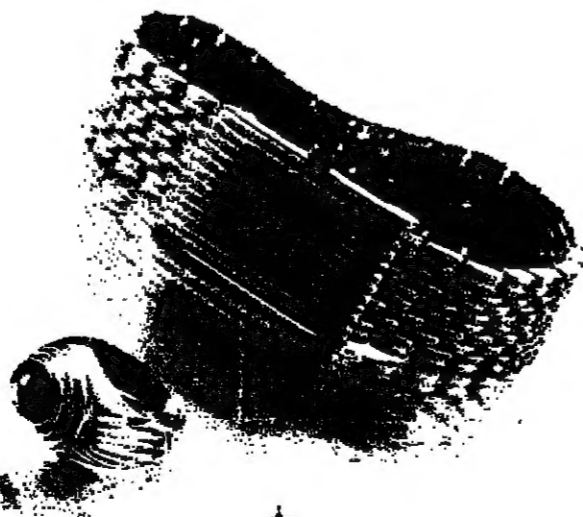
JEAN-PIERRE COURCOL

LE GROUPE Amatey veut accélérer son développement sous l'impulsion de son nouveau directeur général, Jean-Pierre Courcol. Objectifs : le lancement d'une édition dominicale du Parisien et l'implantation dans la presse quotidienne régionale. Noël Couédel, l'un des principaux artisans du redressement du Parisien, rejoint Canal Plus.

Lire page 12

International	2	Météorologie	25
France	6	Jour	25
Société	9	Carnet	26
Régions	11	Culture	27
Horizons	12	Caducé culture	29
Entreprises	17	Annonces classées	29
Communication	19	Kiosque	30
Tableau de bord	20	Abonnements	30
Aujourd'hui	22	Radio-Télévision	31

OUVERTURES EXCEPTIONNELLES



B
BOUCHERON
PARIS

26, place Vendôme : 19, 21, 22, 23 Décembre de 10h30 à 20h30
78, rue des Saints Pères : 20, 21 Décembre
Galeries Lafayette Haussmann :
13 et 20 Décembre de 10h à 19h
nocturnes 18, 19, 21, 22, 23, 30 Décembre
Cannes - 17, La Croisette : 21, 28 Décembre

POINT DE VUE

Comment la France criminalise les Corses

par Gabriel-Xavier Culioli

Le mardi 8 décembre à 6 heures, trois policiers de la direction nationale de répression du terrorisme (DNAT) ont perquisitionné mon domicile parisien, à la recherche d'armes et d'un ordinateur, sur commission rogatoire du juge Bruguières. Puis ils m'ont amené rue des Saussaies et m'ont placé en garde à vue dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac. J'ai été interrogé durant plus de quatre heures sur mon passé militant, mes proches, mes idées.

Je précise que j'ai été l'un des premiers à m'élever en Corse contre la dérive mafieuse et à dénoncer le racket qui se pratiquait sous la forme d'un impôt révolutionnaire. Sans rien renier de mon combat pour la reconnaissance du peuple corse et de sa langue, je ne suis jamais reconnu dans les méthodes et les meurtres perpétrés par une frange du mouvement nationaliste, d'ailleurs soutenu par divers gouvernements successifs. Est-il besoin d'ajouter que l'assas-

sinat du préfet Erignac m'a choqué autant que m'ont choqué les dizaines de meurtres impunis perpétrés en Corse, parfois avec la complicité passive des autorités.

Ma mise en garde à vue serait totalement grotesque si elle ne s'inscrivait pas dans un processus de criminalisation d'une communauté entière, effectuée dans l'indifférence journalistique la plus totale. Sous le prétexte de rétablir un Etat de droit - il était temps, après des décennies d'incurie -, le gouvernement est en train d'instaurer un état d'exception qui rend tout citoyen français d'origine corse potentiellement complice de l'assassinat du préfet Erignac.

La DNAT a procédé à plus de cinq mille auditions, plus de deux mille trois cents gardes à vue visant des franges de plus en plus larges de la population corse.

Lire la suite page 16

Gabriel-Xavier Culioli est écrivain.

Opinion 12/20

2000

INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 16 DÉCEMBRE 1998

PROCHE-ORIENT La rencontre qui a réuni, mardi 15 décembre, Yasser Arafat, Bill Clinton et Benyamin Nétanyahou à Erez, point de passage entre Gaza et Israël, n'a pas permis de

relancer l'accord de Wye conclu le 23 octobre. Deux des mesures prévues sont actuellement gelées par Israël : la libération de prisonniers politiques palestiniens et un nouveau

retrait de Cisjordanie. ● M. NÉTANYAHOU, qui se trouve menacé par une motion de censure dont la discussion est prévue à la Knesset pour le 21 décembre, met en avant les manifesta-

tions organisées par les Palestiniens depuis deux semaines en Cisjordanie pour justifier la non-application de l'accord de Wye River. ● M. CLINTON s'était, la veille, adressé à un congrès

palestinien qui avait entériné l'abrogation des passages de la charte prévoyant la non-application de l'accord de Wye River. M. Clinton avait évoqué le droit à l'autodétermination du peuple palestinien.

Bill Clinton n'est pas parvenu à faire fléchir Benyamin Nétanyahou

La visite du président américain en « Palestine » a été vécue par l'Etat hébreu comme une remise en cause de sa relation privilégiée avec les Etats-Unis. Le premier ministre israélien a refusé d'engager le nouveau retrait de Cisjordanie prévu par l'accord de Wye River

UN DISCOURS controversé du président des Etats-Unis à Gaza, lundi, une nuit suivante de vaines négociations israélo-américaines et un sommet ouvert mardi 15 décembre, au matin, tournant court après moins d'une heure de discussions : au troisième et dernier jour de son voyage au Proche-Orient, Bill Clinton paraît ne pas avoir réussi à réduire la fracture apparue, depuis plusieurs semaines, entre Washington et Jérusalem. Rien de ce qu'il a tenté pour amener Benyamin Nétanyahou à se montrer plus conciliant à l'égard des Palestiniens et de Yasser Arafat n'a trouvé grâce aux yeux du premier ministre d'Israël, de plus en plus crispé dans ses exigences.

Les prisonniers, dont la rue palestinienne, avec insistance et parfois violence, demande l'élargissement ? Malgré l'avis des services de sécurité israéliens qui, unanimement et discrètement, pressentent que ce dossier est susceptible de dangereux développements, Israël n'en libérera pas plus que les sept cent cinquante qu'il a promis de libérer à Wye River, en octobre, et qu'en tout état de cause les prisonniers dits « de sécurité » - des prisonniers politiques impliqués dans des violences sanglantes - ne feront pas partie du lot. La reprise par l'armée israélienne du retrait d'une partie de la Cisjordanie occupée ? Pas question tant que Yasser Arafat ne remplira pas les conditions que Benyamin Nétanyahou veut lui imposer.

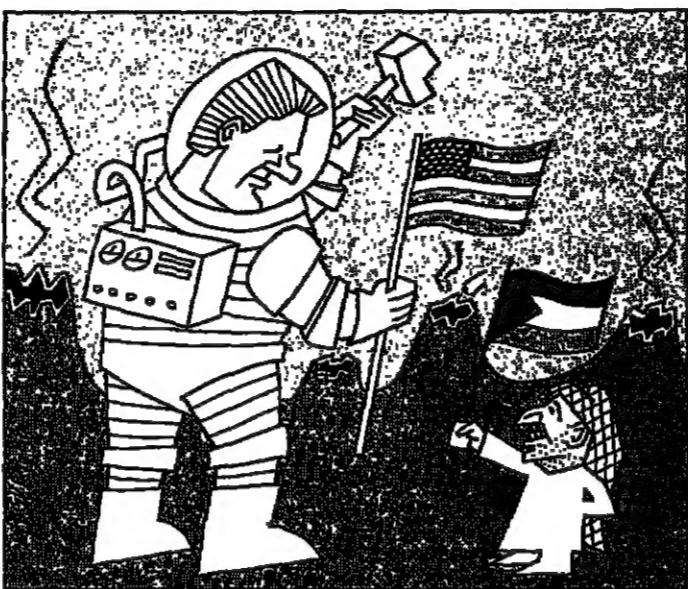
Aucunes conditions autres que celles figurant dans l'accord de Wye River ne sont normalement opposables au président de l'Au-

torité palestinienne. Mais à son retour en Israël, après la signature de l'accord, Benyamin Nétanyahou, pris à la gorge par une partie de sa coalition, avait annoncé qu'il ne remplirait pas ses engagements si Yasser Arafat n'acceptait pas, notamment, de ne plus parler d'Etat palestinien avant une négociation globale et définitive entre les deux parties. Depuis, au fil des difficultés et des étonnements du premier ministre, la liste s'est allongée, donnant l'impression que M. Nétanyahou, quoi que fasse son partenaire, y ajouterait toujours de nouveaux codicilles.

MOTION DE CENSURE

Il n'a fallu que quelques cinquante minutes, mardi matin, pour prendre acte de l'échec de la rencontre entre Bill Clinton, Yasser Arafat, et Benyamin Nétanyahou. Cette rencontre devait, initialement, se tenir dans la nuit de lundi à mardi, mais elle avait été reportée au mardi matin pour tenter de surmonter les divergences opposant encore Américains et Israéliens. Les premiers demandaient à leurs interlocuteurs que l'armée israélienne respecte le calendrier des retraits de Cisjordanie dressé à Wye River ; ils demandaient aussi que l'Etat hébreu assouplisse sa position à l'égard des prisonniers. Les négociateurs des deux pays ont travaillé toute la nuit pour tenter de trouver une formule adroite sauvegardant les intérêts et les susceptibilités des uns et des autres.

Mardi matin, lorsque le sommet a débuté, on pouvait croire qu'ils y étaient arrivés. Mais en



quittant la séance, près d'une heure plus tard, Yasser Arafat, silencieux, disait qu'il n'en était rien. Dix minutes plus tard, le président Clinton quittait lui aussi la séance, déclarant, contre

toute évidence : « J'ai obtenu ce que j'étais venu chercher ; je pense que nous sommes revenus sur les rails. » M. Nétanyahou, y aurait-il même été disposé, ne pouvait en

vérité rien céder. Lundi 21 décembre, les députés israéliens doivent discuter d'une motion de censure déposée contre le gouvernement la semaine dernière. Tout indique que M. Nétanyahou n'a plus de majorité arithmétique : députés de droite et d'extrême droite, qui forment le socle de la coalition gouvernementale, sont profondément divisés par les concessions, selon eux, déjà exorbitantes, accordées aux Palestiniens par le premier ministre. Paralysé, attaqué sur sa gauche comme sur sa droite, M. Nétanyahou en est à rechercher une majorité au cas par cas, tentant de convaincre les uns et les autres qu'il convient de le soutenir.

IMPATIANCES

De nouvelles concessions aux Palestiniens étaient dans ces conditions impossibles, du moins aussi longtemps que la motion de censure n'était pas franchie. Il paraît désormais probable que les Israéliens seront rapidement appelés à aller aux urnes. S'il veut conserver toutes

ses chances sinon de gagner, du moins de combattre honorablement, M. Nétanyahou ne pouvait pas, une nouvelle fois, s'aliéner les cadres des partis qui le soutiennent, majoritairement opposés au processus en cours.

Fris entre les exigences israéliennes et les impatiences palestiniennes, Bill Clinton a vainement tenté une nouvelle médiation. Les Israéliens conviennent que le président américain - qu'un officiel a qualifié sans vouloir l'en féliciter de « président peace now » - est affaibli par la procédure d'impeachment - destitution - lancée contre lui, ne lui ont rien facilité. Cette mauvaise façon, cependant, pourrait se révéler moins décisive qu'il n'y paraît. La profonde et déjà longue exaspération des officiels de Washington devant l'attitude israélienne indique que l'affaire dépasse de loin les seuls mauvais rapports entre un président américain en presque fin de mandat et un premier ministre à l'avenir très incertain.

Georges Marion

Un congrès illustrant le rapprochement palestinien-américain

GAZA de notre envoyé spécial En présence de Bill Clinton, un congrès, réunissant à Gaza quelque 1500 membres du Conseil national palestinien (CNP) et de diverses organisations affiliées à l'OLP, a confirmé, lundi 14 décembre, l'annulation des clauses de la Charte de l'OLP qui impliquent la destruction d'Israël. Le gouvernement israélien de Benyamin Nétanyahou en avait fait une condition à la poursuite du processus de paix. Les détails de la procédure avaient été négociés par les diplomates américains pour s'assurer qu'elle trouverait grâce aux yeux d'Israël.

La réunion a en fait surtout illustré le spectaculaire rapprochement américano-palestinien. Dans un discours inspiré, qui lui a valu les louanges de la plupart des délégués, mais qui a irrité les dirigeants de l'Etat hébreu, Bill Clinton a presque ouvertement manifesté son exaspération face à son interlocuteur israélien. Il a invité les Palestiniens à s'adresser directement au peuple israélien (lire ci-contre).

« Il faut reconnaître qu'aucun côté n'a le monopole de la souffrance », a dit M. Clinton. En établissant un parallèle entre les souffrances des enfants palestiniens, privés de leur père emprisonné en Israël, et celles des parents de victimes d'actes commis par des terroristes palestiniens, il a apporté un spectaculaire soutien à ce qui est devenu, au fil des derniers mois, l'exigence centrale des Palestiniens : la libération des prisonniers détenus en Israël. Mais il a aussi provoqué la colère des dirigeants israéliens. M. Nétanyahou a indiqué qu'il ferait part à M. Clinton de son mécontentement. La télévision israélienne a parlé de « gaffe », en faisant valoir que la douleur des enfants

palestiniens est, contrairement à celle des parents de victimes d'attentats, « réversible ». La formule inédite du congrès résultait d'un compromis dégage lors des négociations israélo-palestiniennes de Wye River, en octobre. M. Nétanyahou, jugeant insuffisantes les mesures prises à ce jour par les instances palestiniennes à propos de l'annulation des clauses litigieuses de la Charte palestinienne - dont une lettre envoyée par M. Arafat à M. Clinton sur cette question en janvier - exigeait une réunion en bonne et due forme du CNP et un vote formel de ses membres. Le premier ministre israélien n'aurait finalement obtenu ni l'un ni l'autre : le congrès n'était pas une réunion du CNP convoquée dans les règles. Et il n'a pas, à proprement parlé, procédé à un vote.

LA LIBÉRATION DES PRISONNIERS

Se référant à sa lettre, M. Arafat a dit aux délégués : « Je vous appelle à soutenir ce message (...) en levant la main. » La majorité des présents a obtenu. M. Nétanyahou a fait savoir peu après qu'il était satisfait... sur ce point précis. Mais, pour qu'Israël accepte d'aller de l'avant dans l'application du memorandum de Wye River, c'est-à-dire qu'il se retire de 5 % supplémentaires des territoires occupés de la Cisjordanie, vendredi 18 décembre, les Palestiniens doivent d'abord remplir « le reste de leurs obligations », a-t-il déclaré.

Le premier ministre israélien s'est, par ailleurs, montré intraitable sur la question des prisonniers. « La décision nous appartient. Les critères sont les nôtres, et nous ne libérerons pas d'hommes qui ont du sang sur les mains », a-t-il indiqué. (Intérim.)

« Déterminer votre propre destinée sur votre propre terre »

VOICI des extraits des déclarations du président américain Bill Clinton lors du discours offert en son honneur par le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, et devant le congrès palestinien, regroupant les membres du Conseil national palestinien (CNP) et de diverses instances de l'OLP réunis, lundi 14 décembre à Gaza, pour amender la Charte de l'OLP.

Pour la première fois dans l'histoire du mouvement palestinien, le peuple palestinien et ses représentants élus ont la possibilité de déterminer leur propre destinée sur leur propre terre. (...) Le chemin qui reste à parcourir peut être dur et incertain, mais le chemin auquel vous avez renoncé est jalonné de violence autodestructrice et de haine desséchante. (...)

Pour un nombre trop grand de Palestiniens, la vie est dure, les emplois sont rares. (...) Je sais que c'est souvent difficile et frustrant, mais vous en êtes arrivés là en prenant la voie de la paix et des négociations. (...) Vous avez réaffirmé cet engagement aujourd'hui. Je pense que c'est le seul moyen de satisfaire les aspirations de votre peuple. (...) Parfois, il faut plus de courage et de force pour faire la paix qu'il n'en faut pour continuer la guerre. (...) Je vous remercie d'avoir levé vos mains. Je vous remercie pour votre rejet des clauses [de la Charte] appelaient à la destruction d'Israël. Vous avez fait une bonne chose en levant vos mains. Cela n'a rien à voir avec le gouvernement d'Israël. Vous allez émuouvoir le peuple d'Israël. Vous allez toucher les gens dans la rue. Vous allez toucher leur cœur.

Je sais que le peuple palestinien est à un carrefour : derrière vous, une histoire de dépossession et de dispersion. Devant vous, la possibilité de construire votre avenir sur votre propre terre. Je comprends votre inquiétude devant les activités de colonisation, les confiscations de terres et les destructions de maisons. Il faut de la détermination et du courage pour faire la paix et parfois encore plus pour persévérer sur la voie de la paix. (AFP/AP)

RECHERCHE

dossier

THÉRAPIE GÉNIQUE

Une nouvelle frontière pour la recherche médicale

À LIRE AUSSI :

Entretien avec Horst Störmer, Nobel de physique 1998

Les cent ans du radium : retour sur une vogue

N° 315 • DÉCEMBRE 1998 • EN KIOSQUE • 38 F

Gaza visitée, Gaza pavoisée, mais Gaza sans enthousiasme

GAZA de notre envoyé spécial Pour la première visite d'un président américain en Territoire palestinien autonome, la bande de

REPORTAGE Ecoliers et lycéens encadrés par un important service d'ordre

Gaza s'est parée, lundi 14 décembre, de milliers de bannières étoilées, accolées aux couleurs nationales palestiniennes, noir, rouge, blanc et vert : banderoles tendues en travers des rues, fanions agités par des écoliers, pavillons montés sur les réverbères et toiles immenses pendues le long des plus hauts immeubles du centre-ville. Pendant des années, les drapeaux américains étaient surtout brûlés puis piétinés lors de manifestations, en même temps que les couleurs israéliennes. « Il faut attendre de voir ce qui arrivera à ces symboles après le départ de Bill Clinton de la région », a prévenu un connaisseur de la société palestinienne. Bien que hautement symbolique

et fortement médiatisée, cette visite n'a pas suscité l'enthousiasme des foules. Ainsi, sur le parcours entre le bureau du président de l'Autorité et le centre culturel Rachad-Shawa, où se réunissait le Conseil national palestinien élargi, ce sont surtout les écoliers et les lycéens, libérés au bout des deux premières leçons de la matinée, qui se sont postés sur les trottoirs, encadrés par un important service d'ordre composé de policiers et de volontaires. Les mesures de sécurité étaient d'ailleurs telles que le spectacle s'est limité à un ballet étourdissant de jeeps, de camionnettes et de limousines.

UN TRACT INCENDIAIRE

Après avoir inauguré, pour la deuxième fois, l'aéroport international situé à Dehanyia, au sud de la bande de Gaza, où s'était posé l'hélicoptère présidentiel Marine One, Bill Clinton s'est rendu à bord du même appareil jusqu'aux abords du bureau de Yasser Arafat, en bordure de mer, dans la ville de Gaza. Il s'est ensuite rendu au centre culturel dans lequel il s'est aussitôt engouffré sans répondre aux sollicitations de nombreuses caméras de télévision qui le guettaient. A l'entrée du bâtiment, les

membres des services américains se transformaient en instructeurs en montrant à leurs collègues palestiniens comment procéder, selon eux, aux vérifications des personnes autorisées à pénétrer dans le centre.

Un rien plus gai que de coutume, Gaza n'a donc pas succombé aux charmes de Bill Clinton. Le Djihad islamique, hostile aux accords d'Oslo, s'était fendu le matin même d'un tract incendiaire contre le président américain. Mohammed, seize ans, qui attendait pourtant de voir passer le convoi présidentiel dans la rue As-Shouhada, n'a pas voulu dire qu'il appréciait : « Nous aimons la paix, rien de plus. » Mahmoud Haboucha, un lycéen de dix-sept ans, s'est plaint : « Jacques Chirac et Bill Clinton nous ont rendu visite, mais les présidents arabes ne sont pas venus. » Il s'est montré d'ailleurs sceptique quant aux possibles retombées de la venue de M. Clinton. « C'est juste une visite, elle est peut-être importante, mais elle ne nous donnera rien en ce qui concerne nos droits et nos buts, a-t-il ajouté. Elle ne nous aidera pas, car les Juifs n'écouteront personne, ni les Américains, ni les Arabes, ni les Russes ». (Intérim.)

Les parlement sur le rôle

Le gouverneme à une nouvelle sé

حکومت الراحل

Les parlementaires rendent leur rapport sur le rôle de la France au Rwanda

Le « domaine réservé » est pour la première fois contrôlé par les députés

La Mission d'information parlementaire devait publier, mardi 15 décembre, ses conclusions sur le rôle de la France au Rwanda de 1990 à 1994.

Selon Paul Quilès (PS, Tam), le rapport doit souligner les « carences » et les « erreurs » de l'action menée sous François Mitterrand. C'est la

première fois que le Parlement enquête sur le « domaine réservé » présidentiel : la défense nationale et la politique étrangère.

AU TERME de neuf mois d'enquête, la Mission d'information parlementaire sur le Rwanda devait publier, mardi 15 décembre, un volumineux rapport de mille huit-cents pages. La tâche des députés était de répondre aux multiples questions sur le rôle de la France dans la « première » guerre rwandaise (1990-94), qui a conduit au génocide des Tutsis et à l'élimination de Hutus modérés. Plus de cinq cent mille Rwandais sont morts en cent jours, au printemps 1994, et la France fut parfois accusée d'avoir été, par ses actions ou ses silences, « complice » du premier génocide reconnu par la communauté internationale depuis l'Holocauste.

Le rapport ne devrait pas répondre entièrement aux interrogations les plus cruciales soulevées ces dernières années par les ONG et la presse. « Nous sommes une instance parlementaire. Nous ne sommes ni des juges d'instruction ni des policiers », prévenait Paul Quilès, le président de la Mission d'information, à la veille de la publication du rapport. Les députés se sont attachés à analyser en profondeur « les objectifs de la politique française au Rwanda », les mécanismes d'une intervention militaire atypique hors du « carré » traditionnel d'Afrique centrale et occidentale, à souligner les « carences » et les « erreurs » de cette action, ainsi qu'à « formuler des propositions pour ne pas répéter ces erreurs dans l'avenir », selon M. Quilès.

« L'ÉTINCELLE »

Depuis la création de la Mission d'information au mois de mars, les députés ont officiellement auditionné quatre-vingt-huit témoins, des responsables politiques et militaires, des diplomates, des universitaires, des Rwandais. Les rapporteurs, Pierre Brana (PS, Girondin) et Bernard Cazeneuve (PS, Manche), ont poursuivi ce travail en entendant des dizaines de témoins supplémentaires, en effectuant des voyages à Bruxelles, à Washington et au siège des Nations unies à New York, ainsi qu'au Rwanda, en Ouganda, au Burundi et à Arusha (Tanzanie), où se trouve le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) qui juge les auteurs du génocide. Ils ont également lu et analysé des milliers de télégrammes diplomatiques et de documents militaires, qui ont été « déclassifiés » avec l'autorisation de l'Elysée et de Matignon, et qui seront publiés en annexe du rapport. Les compte-rendus des auditions à huis-clos de diplomates et de militaires vont

également être publiés, sauf pour les officiers dépendant du Commandement des opérations spéciales (COS), qui s'y sont opposés.

Des recherches précises ont été menées sur certains sujets, notamment sur l'attentat qui coûta la vie, le 6 avril 1994, au président rwandais Juvénal Habyarimana, et qui marqua le début des tueries. « Nul ne sait si les massacres auraient eu lieu sans cet événement. Mais il est regrettable que personne n'ait en-

tre l'état-major particulier et la « cellule africaine » de François Mitterrand à l'Elysée, les ministères de la défense et des affaires étrangères, la mission militaire de coopération, les services secrets et les ambassades, rien ne fonctionnait selon les schémas classiques.

Une question reste de savoir si les parlementaires sont parvenus à enquêter dans les eaux les plus troubles de la politique française au Rwanda. Y a-t-il eu, après l'arrêt officiel des livraisons d'armes,

d'intervenir en Afrique, sans avoir de comptes à rendre aux Français. La volonté de Lionel Jospin de réformer la politique africaine de la France et les travaux de la Mission d'information sur le Rwanda, s'ils ne résolvent certes pas tous les problèmes, devraient contribuer à clore un chapitre de la période post-coloniale.

Les députés devaient notamment proposer, en conclusion de leur rapport, que le Parlement soit informé des accords de défense et de coopération avec les pays alliés, ainsi que de l'envoi des soldats français à l'étranger. Actuellement, les parlementaires ne sont compétents qu'en cas de déclaration de guerre. Les « propositions » de la fin du rapport devaient concerner également des sujets aussi divers que le rattachement des officiers de la coopération au ministère de la défense ou la ratification nécessaire de la convention de Rome sur la création d'une Cour pénale internationale.

Le rapport Quilès est attendu avec intérêt par les ONG, qui furent à l'origine de la campagne pour une commission d'enquête sur le rôle de la France au Rwanda, par les Belges, qui ont été les premiers à s'interroger sur leur politique dans la région des Grands-Lacs, par l'ONU, dont la volonté farouche à garder précieusement ses secrets ne contribue guère à faire la lumière sur le génocide. Et il est attendu avec impatience, bien évidemment, par les Rwandais, notamment par les survivants du génocide qui gardent un profond ressentiment envers la France.

Rémy Ouidari

M^{me} Habyarimana prête à comparaître devant la justice

La venue du président rwandais assassiné en 1994, Agathe Habyarimana, se dit « prête » à comparaître devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). « Il faut en finir avec tous ces procès d'intention, ce lynchage médiatique. (...) Je n'ai rien à cacher. La vérité ne me fait pas peur », déclare-t-elle dans un entretien publié, mardi 15 décembre, par Libération. M^{me} Habyarimana est régulièrement accusée d'avoir dirigé les extrémistes hutus avant le génocide au Rwanda, voire d'avoir fomenté, avec ses frères et des officiers de l'armée, l'attentat qui coûta la vie à son mari et déclencha le génocide. « C'est monstrueux ! », se défend M^{me} Habyarimana, qui affirme, par ailleurs, que son fils Jean-Pierre, décédé en 1997, et Jean-Christophe Mitterrand, chef de la « cellule africaine » de l'Elysée, ne se sont vus qu'« une fois dans leur vie ». Les récits de leur complicité sont « de la propagande qui vise à nous discréditer, nous et les Mitterrand », conclut-elle.

quitté depuis quatre ans sur l'étranger. Actuellement, les parlementaires ne sont compétents qu'en cas de déclaration de guerre. Les « propositions » de la fin du rapport devaient concerner également des sujets aussi divers que le rattachement des officiers de la coopération au ministère de la défense ou la ratification nécessaire de la convention de Rome sur la création d'une Cour pénale internationale.

des équipements militaires envoyés aux extrémistes hutus ? Pourquoi Paris n'a jamais revêtu les résultats des enquêtes des services secrets sur l'attentat du 6 avril 1994 ? Quelle politique appliquaient à Kigali, après le départ des troupes françaises fin 1995, des officiers de l'armée, des agents de renseignement et des personnalités plus obscures, comme l'ex-capitaine Paul Barzi, impliqué aux côtés de la famille Habyarimana ?

Les autres, c'est principalement le juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière. Une information judiciaire a été ouverte le 27 mars 1998. M. Bruguière a été saisi du dossier après que l'une des familles des trois militaires français tués dans le Falcon 50 offert par François Mitterrand à son homologue rwandais a déposé une plainte en 1997. Le juge pourrait s'appuyer sur le rapport des députés afin de relancer son enquête.

Les députés ont par ailleurs surtout tenté, selon M. Quilès, de décrire les « enchaînements politiques » et les « responsabilités des uns et des autres » dans la guerre qui a mené au génocide. Le rapport devrait mettre en lumière les dysfonctionnements des canaux d'information et de décision politiques, diplomatiques et militaires.

Le gouvernement chinois se prépare à une nouvelle série de procès politiques

LES AUTORITÉS chinoises s'approprient à faire juger pour « subversion », jeudi 17 décembre, plusieurs dissidents récemment arrêtés lors d'une vaste rafle dans les milieux qui cherchent à briser le monopole du pouvoir du Parti communiste. Les procès de Qin Yongmin et Wang Youcai, respectivement dans les villes de Wuhan (centre) et Hangzhou (est), ont été annoncés à leurs proches. A Pékin, l'épouse d'un troisième opposant, Xu Wenli, a exprimé la crainte que ce dernier soit incesamment traduit en justice pour avoir tenté d'enregistrer formellement un « parti démocratique de Chine » interdit dont une trentaine de membres ont été détenus et interrogés à travers le pays au cours des deux dernières semaines.

Ces procès pour motifs politiques - les plus visibles depuis deux ans - semblent devoir être organisés selon les pratiques habituelles en Chine : devant un parterre sélectionné d'où sont exclus les journalistes. Selon les proches des opposants, les autorités ont exercé des pressions sur les avocats qui auraient été disposés à défendre les accusés. L'un des

avocats de Wang Youcai s'est vu interdire de quitter son lieu de résidence, Shanghai, pour se rendre à Hangzhou en vue du procès. De plus, un dissident chinois vivant en Espagne, Wang Ce, proche de Wang Youcai, a été formellement placé en état d'arrestation, le 11 décembre, après avoir été interpellé le 2 novembre lors de son retour clandestin, à Hangzhou.

COMMÉMORATION

Dans une lettre ouverte, cent quatre-vingt dissidents de quatorze provinces ont demandé au président Jiang Zemin et au premier ministre Zhu Rongji qu'au moins les procès intentés contre les opposants soient conduits dans les règles de la justice chinoise. Cette lettre, signée par d'autres « vétérans » de la contestation, telle M^{me} Ding Zilin, une personnalité très respectée mère d'un étudiant tué dans la répression de Tiananmen en 1989, a été rendue publique par le Centre d'information sur les droits de l'homme et le mouvement démocratique en Chine, une organisation non officielle établie à Hongkong. La loi autorise les accusés à plaider non coupable et interdit

toute intimidation à l'encontre de leurs défenseurs.

Une autre lettre de dissidents, circulant auprès des organismes de défense des droits de l'homme, appelle le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, et les gouvernements occidentaux à faire pression sur celui de Pékin pour qu'il mette fin au harcèlement des opposants.

Les procès qui s'annoncent suivent de six mois l'embellie diplomatique dont a joui la Chine à la faveur de la visite en juin du président Clinton à Pékin. C'est le jour même de l'arrivée du chef d'Etat américain que le coup de filet antidissident avait commencé avec l'arrestation de Wang Youcai. Cette vague de répression coïncide avec la célébration, ces jours-ci, du 20^e anniversaire de l'acte fondateur de la réforme communiste chinoise, quand Deng Xiaoping, en décembre 1978, était parvenu à imposer ses vues sur la nécessaire privatisation progressive de l'économie. Pékin semble craindre que les opposants mettent à profit cette commémoration pour faire à nouveau entendre leurs revendications démocratiques. (AFP, AR)

L'Angola s'enfoncé dans la guerre civile

Le gouvernement veut en finir avec la rébellion qui a repris l'offensive au centre du pays

LES ACCORDS de paix signés, le 20 novembre 1994, à Lusaka en Zambie, entre le gouvernement du président José Eduardo Dos Santos et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) du chef rebelle Jonas Savimbi semblent définitivement enterrés. La reprise de la guerre qui paraissait inéluctable il y a quelques semaines est devenue effective. Après de multiples escarmouches à travers le pays, notamment dans les zones diamantifères de l'Est et dans les provinces du Nord, les hostilités ont gagné le centre du pays où longtemps l'Unita (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) a eu son quartier général.

Des unités de l'Unita ont lancé, lundi 14 décembre, des opérations d'envergure contre les villes de Kuito et de Huambo, situées au cœur du pays, sur les hauts-plateaux. Ces deux localités avaient été complètement détruites au cours des épisodes précédents d'une guerre lancée dès l'indépendance du pays en 1975 par les maquisards de M. Savimbi, présenté comme un « combattant de la liberté » par les pays occidentaux. Les gouvernements successifs du pays, alignés sur l'Union soviétique jusqu'à la chute du mur de Berlin, ont été obligés de faire appel à des combattants cubains pour contenir les offensives de l'Unita et de ses alliés sud-africains, soutenus par les Etats-Unis. La guerre froide battait son plein, et l'Afrique était l'un de ses champs de bataille.

La presse angolaise faisait état, lundi, de l'attaque lancée deux jours plus tôt par les hommes de M. Savimbi sur la localité de Chingwar, à une cinquantaine de

kilomètres de Kuito. Plus de 100 000 déplacés, fuyant les zones de combat, se sont alors dirigés vers cette ville, devenue depuis un objectif militaire de l'Unita qui bombarde les quartiers périphériques depuis dimanche. Un avion, transportant vers Luanda des soldats gouvernementaux blessés et des civils, a été abattu peu après son décollage de Kuito par l'artillerie anti-aérienne de l'Unita.

L'Anakuito, une organisation humanitaire angolaise, a lancé un appel pour une aide d'urgence aux déplacés qui continuent d'affluer et qui ont trouvé refuge dans les rues de cette ville en ruine depuis 1994. Le chef d'état-major des forces gouvernementales, le général Joao Baptista de Matos, a admis lundi que l'Unita disposait « d'armement lourd et d'unités bien équipées » et qu'elle projetait de donner l'assaut à la ville ainsi qu'à Huambo.

Les opérations de l'Unita au centre du pays semblent avoir été déclenchées en représailles à l'offensive de l'armée gouvernementale lancée fin novembre pour reprendre à M. Savimbi plus de deux cents localités toujours tenues par ses hommes. Le 4^e congrès du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA, au pouvoir) du président Dos Santos, qui vient de se tenir à Luanda, du 5 au 10 décembre, s'est conclu sur un triomphe de la ligne dure du parti qui veut en finir une fois pour toute avec l'Unita. Le MPLA a ainsi réitéré sa volonté de poursuivre son offensive dont le but officiel est « l'isolement interne et la neutralisation de l'Unita et de Jonas Savimbi ».

Frédéric Fritscher

Le choix de Cindy Crawford



Constellation
Or 18 carats. Cadran nacré.
OMEGA - depuis 1818.

Omega -- my choice Cindy Crawford



Le signe de l'excellence

Liste des points de vente : Tél. 03 81 48 14 11

http://www.omega.ch

هذه ايامنا

LE PLUS BEAU CADEAU EST CELUI D'UN LIVRE QU'ON AIME.



"J'ai dévoré, pillé, fouillé les 'Carnets' comme un de ces rares livres où palpité la vie d'un homme... L'essentiel de la vie de l'auteur : la politique, la littérature, l'intimité... Jean Daniel fait voir ce que peut être une existence passionnée et passionnante... Grasset

Andres Zaldivar, président du Sénat chilien « La démocratie chilienne fonctionne, c'est à elle de régler le problème Pinochet »

Le ministre chilien des affaires étrangères, José Miguel Insulza, a contesté, lundi 14 décembre, la version donnée par l'ancien dictateur Augusto Pinochet sur le nombre de victimes de sa dictature...



ANDRES ZALDIVAR

SANTIAGO DU CHILI de notre envoyé spécial Président du Sénat chilien, candidat du parti de la Démocratie chrétienne (auquel appartient l'actuel chef de l'Etat Eduardo Frei) à la prochaine élection présidentielle de décembre 1999, Andres Zaldivar a été exilé pendant trois ans en Espagne après le coup d'Etat du 11 septembre 1973 contre le gouvernement de Salvador Allende...

pourquoi, je le répète, le monde doit faire confiance aux démocrates chiliens et à leur gouvernement élu par la souveraineté populaire. Comment jugez-vous le comportement des forces armées face aux péripéties judiciaires de leur ancien commandant en chef? Sur ce plan, notre situation est très voisine de celle qu'a connue l'Espagne après la mort de Franco...

étaient des militaires. « J'aimerais voir une liste des mille membres des forces armées qui sont morts, disparus ou ont été assassinés » sous la dictature, a déclaré M. Insulza. bées de l'affaire Pinochet... Je reconnais que nos amis socialistes ont brutalement souffert de la dictature sur la question des droits de l'homme...

Le pape veut promouvoir une « culture » des droits de l'homme

LES RÉVÉLATIONS de Newsweek sur les risques d'incapacité du pape, dans un proche avenir, à prononcer lui-même ses discours et à participer à des cérémonies en public, surviennent à la veille des fêtes de Noël et d'une année 1999 qui s'annonce chargée...

Conformément à la tradition, le pape a rendu public, mardi 15 décembre, son message pour la Journée de la paix, que l'Eglise célèbre chaque 1er janvier. Il revêt cette année une ampleur particulière par sa référence au cinquantenaire universaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme...

mination » pour des motifs religieux, Jean Paul II fait de la liberté de conscience religieuse le « cœur » même des droits de l'homme. Dans une allusion à la situation de certains pays musulmans et de la Russie (où une loi récente contrôle sévèrement le pluralisme religieux), il écrit que « lorsqu'un Etat accorde un statut spécial à une religion, cela ne peut pas se faire au détriment des autres »...

La maladie de Jean Paul II n'affecte pas encore ses facultés intellectuelles

STIL a pris garde de ne pas commettre, lundi 14 décembre, les informations de l'hebdomadaire américain Newsweek selon lesquelles Jean Paul II risque, dans un avenir proche, de ne plus pouvoir prononcer ses discours à cause de la maladie de Parkinson (Le Monde du 15 décembre), le Vatican ne les a pas non plus démenties. Sans jamais reconnaître officiellement qu'il souffrait de cette maladie, Joaquin Navarro-Valls, son porte-parole, avait révélé, au cours d'un voyage en Hongrie il y a deux ans, que le pape souffrait d'un « syndrome extrapyramidal » (Le Monde du 10 septembre 1996)...

de cette maladie sur l'autonomie et les fonctions intellectuelles de ce malade, qui aura soixante-dix-neuf ans le 18 mai prochain. Il y a quelques jours, l'Osservatore Romano consacrait un commentaire assez polémique visant un journaliste italien qui avait fait état d'une certaine fatigue du pape. Pour sa part, le quotidien Il Messaggero a publié, lundi 14 décembre, un entretien avec un spécialiste, le docteur Manlio Giacanelli, qui a confirmé que Jean Paul II pourrait être bientôt confronté à des difficultés importantes à prononcer ses discours, à rester debout pour célébrer une messe et à exprimer des émotions à travers la mimique de son visage...

lenteur idéique, expliquent-ils. Ces troubles peuvent s'aggraver, conduisant à une véritable démence dans 15% à 20% des cas très évolués de la maladie. L'apparition des troubles psychiques chez le sujet âgé impose aux médecins une grande prudence dans la prescription médicamenteuse et, du même coup, une réduction de la marge de manœuvre thérapeutique. En pratique, il convient de réduire la psychologie de chaque prise médicamenteuse, ce qui a pour inévitable corollaire de conduire à une réapparition des symptômes. Il n'est pas rare aussi d'observer, aux stades avancés de la maladie, l'installation d'un syndrome dépressif nécessitant un traitement spécifique. Les espoirs thérapeutiques, résident aujourd'hui dans les tentatives, encore expérimentales, de greffes intra-cérébrales de cellules nerveuses fœtales humaines.

Advertisement for 'Le Monde' magazine, featuring various articles and sections like 'Nouvelles', 'L'Algérie', 'L'Indonésie', 'L'Inde', 'L'Asie', 'L'Afrique', 'L'Amérique', 'L'Europe', 'L'Asie', 'L'Afrique', 'L'Amérique', 'L'Europe'.

صكوات الاصل

fonctionne...
me Pinochet

Reprise des combats au Kosovo : 31 morts à la frontière albanaise

PRISTINA. Au cours d'un accrochage survenu, lundi 14 décembre au Kosovo, à quelques kilomètres de la frontière albanaise, trente et un Albanais ont été tués par des gardes-frontières yougoslaves, a confirmé l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Ces combats, les plus violents depuis l'accalmie intervenue dans la province en octobre, ont été condamnés par le chef de la mission de vérification de l'OSCE au Kosovo, William Walker. « Cela ne peut qu'entraîner une spirale de représailles qui fera obstacle à une solution politique raisonnable dans la région à grandement besoin », a-t-il souligné dans un communiqué.

Smaïl Hamdani, nouveau premier ministre algérien

ALGER. De source officielle, à Alger, Smaïl Hamdani, diplomate de carrière âgé de soixante-huit ans, ancien secrétaire général du ministère de l'Intérieur avant d'être nommé numéro deux de la diplomatie algérienne au début des années 90, vient d'être nommé chef du gouvernement algérien. Il remplace Ahmed Ouyahia démissionnaire. M. Hamdani sera donc chargé de l'organisation de l'élection présidentielle prévue pour avril 1999. M. Ouyahia avait présenté, lundi 14 décembre, sa démission au président Liamine Zeroual qui l'avait acceptée. En place depuis près de trois ans, M. Ouyahia avait récemment indiqué qu'il était « aux portes de la démission ». Il avait justifié sa politique d'austérité et de rigueur en soulignant qu'il n'existait pas d'alternative pour sortir l'Algérie de la crise sociale qu'elle traverse depuis la mise en place du plan d'ajustement structurel établi en accord avec le Fonds monétaire international (FMI), en 1994. - (AFP)

La Guinée-Bissau progresses vers la paix

LOMÉ. Le président bissau-guinéen, Joao Bernardo Vieira, s'est entretenu, lundi 14 décembre, à Lomé, avec le général rebelle Ansumane Mane. Ces pourparlers organisés dans la capitale togolaise sont les premiers entre les deux hommes depuis l'accord qu'ils ont signé le 1^{er} novembre à Abuja, la capitale fédérale du Nigeria. Les discussions sont organisées sous l'égide du chef de l'Etat togolais, Gnassingbé Eyadéma, président en exercice de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Les pays d'Afrique de l'Ouest sont convenus d'envoyer des troupes en Guinée-Bissau pour y préserver le cessez-le-feu et assurer la sécurité à la frontière avec le Sénégal, qui avait dépêché des troupes afin de soutenir le régime du président Vieira. Les belligérents sont tombés d'accord, mardi 15, sur la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale dont la composition devait être annoncée dans la journée. - (AFP/Reuters)

Plusieurs arrestations en Iran après les meurtres d'écrivains

TÉHÉRAN. Les forces de l'ordre ont arrêté plusieurs personnes soupçonnées d'implication dans les récents meurtres d'écrivains et d'opposants en Iran, a annoncé, lundi 14 décembre, Nassiri Savadkubi, porte-parole de la justice. Selon lui, les personnes arrêtées « faisaient partie d'un réseau impliqué dans les récents meurtres ainsi que dans celui d'Assadollah Lajevardi », un ancien directeur de la grande prison d'Evine, à Téhéran. Trois écrivains iraniens, qui militaient pour la liberté d'expression en Iran - Majid Charif, Mohamad Mokhtari et Mohamad Rouyandeh -, ont été retrouvés morts depuis le début du mois de décembre, après avoir disparu dans des conditions suspectes. Majid Charif serait mort d'une crise cardiaque, les deux autres écrivains auraient été apparemment étranglés par des inconnus. Les deux principaux dirigeants du pays, le guide de la République, Ali Khameneï, et le président, Mohamad Khatami, ont affirmé leur détermination à faire cesser et élucider cette vague de meurtres. - (AFP)

EUROPE
■ **RUSSIE** : « 1 milliard de dollars d'investissements directs » seront réalisés en 1999 en Russie, par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), a annoncé, lundi 14 décembre, à Moscou, le président de la Banque, Horst Kohler. Invité à une réunion d'investisseurs étrangers en Russie, M. Kohler a ajouté que 150 millions de dollars, pour la réalisation de projets existants, seraient octroyés par la BERD avant la fin 1998. - (Corresp.)
■ **ITALIE** : le premier ministre turc sortant, Mesut Yilmaz, a affirmé, dans un entretien, mardi 15 décembre, au journal Hürriyet, que l'Italie pourrait prochainement envoyer le chef rebelle kurde Abdullah Öcalan vers un pays tiers. « probablement l'Albanie ».

PROCHE-ORIENT
■ **IRAN** : Téhéran a signé, lundi 14 décembre, avec la compagnie anglo-néerlandaise Shell et la compagnie indépendante britannique Lasso un contrat de 19,8 millions de dollars, pour l'exploration pétrolière dans le secteur de la Mer Caspienne. Le montant se situe juste en dessous du seuil de 20 millions de dollars à partir duquel la loi d'Amato permet à Washington de prendre des mesures de rétorsion contre les entreprises étrangères investissant dans le secteur des hydrocarbures en Iran. - (AFP)

ASIE
■ **VIETNAM** : les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Association des Nations de l'Asie du sud-est (Asean), réunis en sommet à Hanoi, ont décidé, mardi 15 décembre, de ne pas admettre le Cambodge au sein de l'Association. - (AFP)

Antibiotiques interdits dans l'alimentation animale

BRUXELLES. Quatre des huit antibiotiques utilisés comme additifs dans les aliments pour animaux seront interdits à compter du 1^{er} janvier 1999. Les ministres de l'Agriculture des Quinze ont approuvé lundi 14 décembre les conclusions d'un rapport rédigé par le Comité scientifique pour l'alimentation animale, estimant que s'il n'y avait pas danger immédiat, le risque de développer des bactéries résistantes aux antibiotiques était réel, avec possibilité de propagation à l'homme. Les quatre antibiotiques sont la bacitracine zinc, la virginiamycine, la spiramycine et le phosphate tylosin. La Commission rendra d'ici juin 1999 un rapport sur la dimension extérieure du dossier. « On ne peut pas interdire à nos producteurs l'usage d'antibiotiques et permettre les importations dans l'UE de viandes traitées de la sorte », a fait valoir Jean Glavary, le ministre français. - (Corresp.)

L'islam placé sur un plan d'égalité totale avec les autres cultes en Belgique

L'élection du conseil représentatif des musulmans pourrait avoir valeur exemplaire en France

Un conseil représentatif de la communauté musulmane de Belgique - 350 000 personnes - a été élu, dimanche 13 décembre, par les musul-

mans, au terme d'un scrutin organisé par le ministère de l'Intérieur. L'islam figure désormais comme culte reconnu en Belgique. Cette élec-

tion pourrait avoir une valeur exemplaire en France où la communauté musulmane se montre impuissante à désigner un organe représentatif.

BRUXELLES de notre correspondant

C'est une première en Europe : les musulmans de Belgique disposent désormais d'un organe représentatif élu, interlocuteur des pouvoirs publics, au même titre que les autres cultes reconnus dans le royaume, catholique, protestant, israélite et - spécificité belge - que la « laïcité organisée ». Les élections à ce conseil des musulmans de Belgique, dénommé provisoirement « organe chef de culte », ont eu lieu dimanche 13 décembre et ont mobilisé 45 000 votants, soit 64 % d'un corps électoral composé de musulmans vivant depuis au moins un an en Belgique et s'étant inscrits, avant le 1^{er} novembre, sur les registres ouverts dans les lieux de culte et centres culturels de la communauté.

La population musulmane de Belgique est estimée à 350 000 personnes, dont 150 000 Marocains, 90 000 Turcs, 10 000 Algériens, le reste se répartissant en de nombreuses nationalités. La moitié de cette population est installée à Bruxelles. Les autres musulmans se

répartissent à peu près également entre la Flandre et la Wallonie.

De subtiles répartitions et une « ingénierie institutionnelle » complexe dont les Belges sont coutumiers pour leur propre organisation communautaire se sont révélées nécessaires au bon déroulement de l'opération. Il s'agissait en effet d'aboutir à une représentation équilibrée des divers courants d'une religion qui ne connaît pas de clergé unitaire organisé, où les allégeances nationales sont déterminantes. La France (près de 4 millions de musulmans) se heurte depuis longtemps à cette difficulté. Mis en place par Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur en 1990, le Conseil de réflexion sur l'avenir de l'islam en France (Corif), composé de quinze personnalités, avait échoué au bout de trois ans.

En Belgique, cette assemblée constituante de la communauté musulmane sera composée de cinquante et un membres élus directement dimanche, auxquels s'ajouteront dix-sept membres cooptés. Ces derniers seront choisis parmi les représentants des tendances ou

des nationalités minoritaires qui n'auront pas pu être élus directement. Parmi les cooptés, on devrait également voir arriver un certain nombre de femmes, car quatre d'entre elles, sur dix-sept candidates, sont parvenues à se faire élire.

DÈS FÉVRIER 1999

La composition de l'organe exécutif de cette assemblée est également soumise à une clé de répartition fixée par avance : sept Marocains, quatre Turcs, trois « autres » et trois représentants des Belges de souche convertis à l'islam. Selon le ministère de la Justice, qui a organisé ces élections et surveillé leur bonne tenue, cet organisme devrait pouvoir fonctionner dès le mois de février 1999. Les pouvoirs publics se réservent de plus le droit de récuser, après enquête, les élus dont les activités ou les prises de position seraient jugées « incompatibles avec le respect de l'Etat de droit ». Cette disposition vise à empêcher l'infiltration de ces nouvelles institutions par des mouvements intégristes, fort actifs sur le

territoire belge. Les musulmans, qui constituent la deuxième religion en nombre de fidèles en Belgique (après les catholiques), sont désormais placés sur un plan d'égalité totale avec les autres cultes. Les imams, les professeurs de religion dans les écoles auront leur traitement pris en charge par l'Etat. Les collectivités locales devront contribuer à l'entretien des lieux de culte.

Cette nouvelle organisation devrait également permettre d'apporter une solution au problème de l'installation de cimetières musulmans dans le pays. Une loi, datant du début du siècle, à l'époque où la guerre entre les catholiques et les libres-penseurs faisait rage, interdisait la séparation, dans les cimetières, entre les ressortissants de diverses religions. L'opinion publique s'était émue de cette situation à l'occasion des obsèques, en 1997, de la petite Loubna Benalissa, assassinée en 1992 par un criminel pervers et qui avait dû être inhumée à Tanger, faute de cimetière musulman à Bruxelles.

Luc Rosenzweig



2001

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 16 DÉCEMBRE 1998

GOUVERNEMENT Lionel Jospin a répondu, mardi 15 décembre, sur RTL, aux questions posées par les revendicateurs des chômeurs, par les difficultés que le gouvernement a ren-

contrées au Parlement, par la crise du Front national et par la pression qu'exercent l'opposition et le président de la République. Le premier ministre s'est efforcé de démontrer le

calme et la stabilité de l'action qu'il mène, Jacques Chirac devant se contenter, lui, au « discours ». **LES CHÔMEURS** bénéficieront d'une revalorisation rétroactive des minima so-

ciaux - RMI et ASS - qui vaudra « prime » de fin d'année et dont le coût global s'éleva à 2,5 milliards de francs. **LES DÉFICITS PUBLICS** pour les trois années à venir font l'objet

d'un débat au sein du gouvernement, le ministre des finances étant partisan d'une interprétation stricte du pacte de stabilité européen (lire page 7 et notre éditorial page 15).

La réponse de Lionel Jospin à Jacques Chirac et à la gauche « plurielle »

Le premier ministre a voulu démontrer, mardi 15 décembre, sur RTL, la continuité et la maîtrise de l'action du gouvernement, en annonçant une revalorisation des minima sociaux et en relativisant la portée des interpellations du chef de l'Etat

LIONEL JOSPIN aurait bien tourné la page d'un automne ca-fouilleux. Les débris du pacte civil de solidarité (PACS) comme le retrait forcé de la loi Trautmann, les querelles de la gauche « plurielle » sur les sans-papiers ou le nucléaire, tout s'est additionné pour écorcher son image de bon gestionnaire de la chose publique. Et l'offensive récente du président de la République, par un discours flamboyant, à Rennes, a « surlin-gné » ce passage à vide.

C'est avec le souci de colmater la brèche que le premier ministre est intervenu sur RTL, mardi 15 décembre, aux premières heures de la matinée. Son propos, patiemment réfléchi avec ses collaborateurs, a voulu répondre à trois objectifs essentiels : faire face à l'urgence du mouvement des chômeurs ; continuer d'inscrire son action dans la durée ; réinstaurer une dimension éthique grâce à la crise du Front national.

● L'augmentation des minima

Confronté depuis deux semaines maintenant aux mouvements de protestation des sans-emploi, le premier ministre a fait un geste dans leur direction. L'augmentation rétroactive, au 1^{er} janvier 1998, des minima sociaux représente une forme de prime, s'élevant, selon le premier ministre, entre 875 francs et 2 500 francs selon les situations familiales. L'ensemble, selon le ministère de l'emploi, coûtera 2,5 milliards au budget de l'Etat.

M. Jospin avait prévu de laisser cette annonce à Martine Aubry, la ministre de l'emploi et de la solidarité. Lors d'un tête-à-tête avec cette dernière, le 13 décembre, au pavillon de la Lanterne, à Versailles, il l'a informée de son désir de la faire lui-même. En montant ainsi en première ligne, M. Jospin envoie un double signal : il affiche sa compréhension des douloureuses situations d'exclusion ; il affirme son autorité. Ce dispositif, dans son esprit, exclut tout aménagement ultérieur. Ses parte-

naires de la majorité sont donc priés d'éviter toute surenchère. Quant aux manifestants, régulièrement évacués des lieux publics qu'ils tentent d'occuper, il leur est conseillé de cesser leurs actions. L'ampleur des prochaines manifestations, prévues mercredi et jeudi prochains, permettront de voir si le message est passé ou non.

● La durée. La rumeur court les petits cercles parisiens : la faiblesse actuelle du premier ministre pourrait conduire le président de la République à précipiter le calendrier. A sa façon, M. Jospin a voulu montrer que la fébrilité du climat ne le concerne pas. Pour lui, le gouvernement travaille, et son action s'inscrit dans la durée. « Notre volonté, dit-il par exemple, est de continuer à réduire le déficit des dépenses publiques. » Ou encore, sur la croissance : « Notre objectif 1999 demeure à 2,7 %, même s'il concède qu'il sera « difficile à atteindre ». Le temps ne paraît pas compté au

premier ministre puisque, assure-t-il, la majorité « plurielle » le soutient. « Nous avons fait passer un certain nombre de grandes lois », dit-il, citant notamment l'adoption du budget ou le financement de la Sécurité sociale.

Bien sûr, les Verts regimèrent, à propos du nucléaire notamment. Mais le premier ministre s'est attaché à mettre en valeur les contreparties obtenues par les écologistes lors des arbitrages ministériels, en matière de transparence de la filière nucléaire et de diversification des sources énergétiques. On insiste en outre, à l'Hôtel Matignon, sur la moindre sensibilité du dossier des sans-papiers, les grèves de la faim étant en voie de résorption, et les préfectures étudiant discrètement les possibilités individuelles de régularisation.

Restent M. Chirac et son activisme retrouvé. M. Jospin feint l'indifférence : « Ce qui m'intéresse, ce n'est pas fondamentalement la relation entre le président

de la République et le premier ministre, parce que celle-ci est codifiée par les institutions et par la pratique. » Des propos présidentiels, il dit ceci : « J'ai trouvé qu'il y avait dans ce discours [de Rennes] beaucoup d'emprunts au discours et à la pratique gouvernementale. Et, justement, j'ai dit discours et pratique, et, le problème, c'est que le gouvernement agit parce qu'il est dans la position d'agir. »

Et le premier ministre d'insister sur ses projets : la limitation du cumul des mandats, un peu perdue dans la procédure parlementaire, et la révision constitutionnelle sur la parité hommes-femmes, débattue mardi à l'Assemblée nationale. En fin, que M. Chirac ne l'agace pas trop sur la nécessité de faire des réformes ! Celle du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), par exemple, n'attend plus que la convocation présidentielle d'un congrès. « Il est souhaitable d'innover vite », lance le premier ministre, soudain moins précau-

tionneux vis-à-vis de son partenaire de cohabitation.

● Le Front national. M. Jospin, qui s'exprimait pour la première fois sur le sujet, s'est franchement réjoui de l'éclatement du Front national. « Cette crise grave se produit sous la gauche, et j'en suis heureux », a-t-il dit. Cette phrase vise à effacer l'effet négatif d'un procès récurrent fait aux socialistes. De la proportionnelle intégrale instituée pour les élections législatives de 1986 aux situations fréquentes de « triangulaires » meurtrières pour la droite, les socialistes ont longtemps paru tirer bénéfice d'un FN fort. Et, donc, s'en accommoder. A l'heure où le parti d'extrême droite explose, le dirigeant socialiste exprime sa satisfaction, qui se veut aussi une réponse aux critiques faites par l'opposition. Accessoirement, M. Jospin évoque ce dossier plus clairement que ne l'a jamais fait François Mitterrand.

Jean-Michel Aphatie

« Je n'ai aucune arrière-pensée politique »

Voici les principaux extraits des déclarations du premier ministre, Lionel Jospin, mardi 15 décembre, sur RTL :

● Crise du Front national : S'il y a une crise du Front national, c'est une bonne nouvelle pour la démocratie. Ce qui est en train de se passer est un formidable révélateur. A travers cet incroyable débâcle dans une formation qui n'a pas de culture démocratique et où chaque chef veut aller jusqu'à l'élimination politique de l'autre, il y a comme une réalité opaque et secrète du Front national qui se dévoile. C'est un conflit de pouvoir, ce n'est pas un conflit d'idées. La crise du Front national sera entièrement résolue lorsqu'il y aura une crise des idées du Front national. Notons que cette crise grave se produit sous la gauche. A partir du moment où le gouvernement a marqué que sa priorité absolue est la lutte contre le chômage, où nous avons assumé des questions comme la sécurité et les problèmes d'identité nationale, nous avons commencé à bloquer le FN dans sa progression.

● Chômeurs : Le mouvement ne prend pas exactement les proportions de l'année dernière, parce que, depuis un an, on a travaillé. Cent cinquante mille hommes et femmes qui étaient chômeurs à

l'époque ont retrouvé du travail. C'est essentiel. Deuxième point, nous avons effectivement mis en œuvre une grande loi contre les exclusions, en contact étroit avec les associations. Et, troisièmement, nous avons mis en place des commissions d'action sociale d'urgence, qui sont capables, lorsqu'il y a une situation de détresse, de rassembler toutes les structures d'accueil et d'aider.

Nous avons connu, en 1998, 3 % de croissance et le pouvoir d'achat des ménages a lui aussi augmenté autour de 3 %. Nous allons donc faire un effort exceptionnel : les deux minima sociaux fondamentaux - le revenu minimum d'insertion (RMI) et l'allocation de solidarité spécifique (ASS) - seront augmentés au 1^{er} janvier 1999 de 3 % l'un et l'autre. Pour faire un apport immédiat, nous allons procéder à un rattrapage. Ces 3 % s'appliqueront rétroactivement à partir du 1^{er} janvier 1998, ce qui va faire une sorte d'effet de prime.

● Croissance : Notre objectif - et notre vision - pour 1999 est une croissance de 2,7 %. Ce qui dépend de nous, les ressorts de la croissance interne, qui sont fondés essentiellement sur la consommation, fonctionnent bien. Le reste ne dépend pas directement de nous, mais de la conjoncture internationale. Cet objectif de 2,7 % sera plus difficile à atteindre, sans doute, que l'objectif de 3 % pour 1998. Mais nous le poursuivons avec les

moyens qui sont les nôtres. Notre intention est, tout en favorisant la croissance la plus forte possible, de continuer à réduire nos déficits publics.

● Majorité : Je constate qu'elle vit très bien depuis dix-huit mois. Nous avons fait passer le projet de budget, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale et un certain nombre de grandes lois. A aucun moment la majorité n'a manqué.

● Nucléaire : En dehors des Verts, toutes les autres forces politiques françaises sont favorables au nucléaire. Les Verts ont plus de réticence, mais ils ne mettent pas en cause l'orientation, pour autant qu'il y ait une diversification des sources d'énergie. La France sans le nucléaire aujourd'hui, c'est impossible. Mais le nucléaire sans les Français, c'est à dire un nucléaire opaque, un nucléaire secret, un nucléaire fondé sur un lobby, ça c'est fini. La voie que nous définissons est équilibrée. Le nucléaire comme source indispensable en France, oui, mais un nucléaire contrôlé, maîtrisé et expertisé.

● Cohabitations : Ce qui m'intéresse, ce n'est pas la relation entre le président de la République et le premier ministre, parce qu'elle est codifiée. Il est normal que le président de la République ait un rôle éminent dans la vie politique française. Cela ne m'avait jamais personnellement échappé. Ce qui m'intéresse, c'est la relation entre le gouvernement et les Français. Quant au discours [de Jacques

Chirac à Rennes], j'ai trouvé qu'il y avait beaucoup d'emprunts au discours et à la pratique gouvernementale.

● Réforme de la justice : La réforme du Conseil supérieur de la magistrature, c'est nous qui l'avons souhaitée. Le président la souhaite aussi. Le texte est prêt. Il suffirait de la faire passer au Congrès.

● Modernisation de la vie publique : La parité entre les hommes et les femmes, c'est une impulsion donnée par le gouvernement. La limitation du cumul des mandats, aussi, il n'y a pas d'arrière-pensées électorales en ce qui concerne le scrutin législatif. Il n'y a pas de projet gouvernemental. Nous pourrions prendre des mesures législatives pour favoriser non seulement le nombre de candidates, mais aussi d'élus.

● Sécurité : J'ai une pensée d'abord pour ce jeune homme, Habib, qui a été fauché à dix-sept ans, et je pense à sa famille, à ses amis, je pense aux policiers. Leur métier est très difficile. Ils doivent faire respecter la loi, mais ils doivent le faire avec discernement. On n'utilise pas son arme de la même manière si on est face à un forcené, à un braqueur de banque ou à un vol de voiture. Face à cette violence, le ministre de l'Intérieur, comme il a l'impression que les choses ne sont pas passées comme elles le devaient, a suspendu le responsable de l'équipe. Naturellement, il a bien fait. Je demande aux jeunes, et à tous ceux qui ont une in-

fluence sur eux, de faire confiance à la justice. La vision de ce gouvernement, ce n'est pas une vision élitiste, c'est une vision républicaine.

● Service minimum : Je constate que le président de la République et ses amis de l'opposition ne paient de service minimum que quand ils ne sont pas aux responsabilités. Ils ont été pendant quatre ans au gouvernement, ils ont eu à faire face à une très grande grève de la SNCF, ils avaient une majorité énorme, et ils n'ont pas proposé une loi pour le service minimum. Donc, je ne me laisse pas prendre à cet argument. Je crois que le service minimum ne peut pas être instauré de façon précise dans une entreprise de transports. En fait, on veut porter atteinte au droit de grève. Donc, je ne le ferai pas. Par contre, je fais appel à l'esprit de responsabilité de tous les partenaires sociaux. Le service public, c'est aussi la continuité du service public. Le service public appartient à la collectivité, pas simplement à ceux qui le font fonctionner.

● Quinquennat : Je reste, naturellement, philosophiquement et politiquement pour. Mais je ne veux pas aborder cette question là où je suis maintenant, parce qu'on pourrait me prêter des arrière-pensées politiques. Je n'en ai aucune. Que chacun fasse son travail. Le gouvernement essaie de faire le sien, et puis le reste viendra à son heure.

2,5 milliards de francs pour les chômeurs

Le RMI et l'allocation de solidarité spécifique sont augmentés de 3 %

LIONEL JOSPIN a annoncé, mardi 15 décembre, sur RTL, une augmentation de 3 % du RMI et de l'allocation de solidarité spécifique (ASS), à compter du 1^{er} janvier 1999. Il entend ainsi, désamorcer, avant les fêtes de Noël, la pression des associations de chômeurs (ACI, Apeis, MNCP) et surtout des comités de privés d'emploi de la CGT qui se sont montrés très actifs sur Marseille. Il s'agit d'un changement de ton de la part du premier ministre qui avait été bousculé l'hiver dernier par le mouvement des chômeurs, et en avait sous-estimé l'impact, le jugeant très minoritaire.

« Voilà l'effort que nous faisons de façon libre, sans qu'il y ait une pression excessive pour prendre en compte la situation de ces hommes et de ces femmes », chômeurs de longue durée, « qui doivent eux aussi avoir leur part de la croissance », estime-t-il, considérant qu'« à partir du moment où nous avons connu en 1998, une année de croissance, [avec un taux de] 3 %, (...), nous avions des justifications à faire un effort exceptionnel ».

Le premier ministre a relevé que le mouvement des chômeurs semblait « moins fort cette année » que

celui de l'hiver 1997 - pourtant, il parlait alors de « mouvements de chômeurs » en soulignant leur caractère éclaté et non massif -, mais il a ajouté que « ce que ce n'est pas une raison pour ne pas agir ». « Pour faire un effet immédiat, nous allons procéder à un rattrapage », a-t-il ajouté, en indiquant que la hausse des 3 % s'appliquera « rétroactivement à partir du 1^{er} janvier 1998 » aux bénéficiaires du RMI ou de l'ASS, pour ce mois de décembre, ce qui représente « une sorte d'effet de prime ».

La CGT-chômeurs et les associations réclamaient de leur côté, une aide d'urgence de 3 000 francs, ainsi qu'un relèvement de l'ensemble des minima sociaux de 1 500 francs par mois. La hausse annoncée représente 875 francs pour un allocataire de l'ASS. Pour le RMI, cela dépend de la situation familiale : pour un célibataire, la hausse est de 875 francs ; pour deux personnes, 1 312 francs. « Mais cela peut monter jusqu'à plus de 2 500 francs si c'est une famille avec quatre enfants », a précisé le premier ministre. D'un montant de 2 433 francs par mois, l'ASS est versée par les Assedic à 500 000 chômeurs « en fin de droits ». Le RMI est versé par les caisses d'allocation

familiales à un million de personnes. Il est de 2 429 francs par mois pour une personne seule. Le projet de loi de finances pour 1999 prévoit déjà une hausse de 1,2 % des minima sociaux. Les mesures annoncées constituent donc « un coup de pouce » de 1,8 point, d'un coût de 2,5 milliards de francs (1,7 milliard pour 1998 et 800 millions pour 1999).

Les services de gouvernement entendent verser le rattrapage pour 1998, si possible, avant le 24 décembre. Dans un communiqué commun, les trois collectifs de chômeurs (ACI, Apeis, MNCP) estiment qu'on est « bien loin de la satisfaction des revendications des chômeurs ». Pour eux, la hausse de 3 %, « cela représente 73 francs par mois ». « Le rattrapage, ajoutent-ils, c'est entre 1 milliard et 1,2 milliard de francs : l'équivalent du fonds d'urgence sociale arraché l'an dernier par le mouvement des chômeurs et épuisé en quatre mois. » Dans ces conditions, estimant que « les fonds ne sont manifestement pas débloqués », ils appellent à faire de « la journée du 21 décembre un nouveau temps fort d'actions ».

Alain Beauvère-Méry

Deux visiteurs d'un soir aux Restos du cœur

LE PREMIER portait parka, col relevé jusqu'aux oreilles, genre visite de terrain ou soirée au stade par frimas ; le second avait gardé son manteau long, « pardonnez-moi, j'arrive du bureau, je n'ai pas eu le temps de me changer ». Le premier est arrivé à 19 heures, en compagnie de quelques-uns de ses conseillers, dont sa fille Claude. Il a écouté et serré des mains pendant une heure. Le second a fait son entrée à 20 heures, encadré, notamment, par les artistes Josiane Balasko et Jane Birkin, et a tourné les talons à 20 h 30. L'un et l'autre ont été accueillis par Véronique Colucci, la veuve de Coluche, présidente de l'association Les Restos du cœur. Tous deux ont salué rapidement le maire de Paris, Jean Tiberi, qui était venu lui aussi. Le premier est président de la République, le second est premier ministre.

L'un et l'autre ont accepté le bol de soupe fumante que des bénévoles leur tendaient. Le second a décliné, ensuite, les lentilles. « Non merci, je ne fais pas le repas complet. » « Vous comprenez, il faut que j'aille dîner avec ma femme. Cela n'arrive pas si souvent », a-t-il ajouté dans un murmure, en guise d'excuse. Le premier a félicité, le second aussi. Le premier a promis, le second aussi. « Il m'a dit qu'il n'y avait pas de problème, qu'il fallait que je lui laisse mes coordonnées », confie cette jeune femme en griffonnant rapidement sur un bout de papier son numéro de téléphone et, pour mémoire, sa situation : « Seule avec mes cinq enfants, dans un studio trop petit. » « Vous avez vu comme il a embrassé mon petit, hein », s'exclame une autre, en serrant contre elle le jeune garçon qu'elle a chargé de porter un message sur une feuille à petits carreaux bien pliée jusqu'au chef de l'Etat : « Tu vois le monsieur là-bas, va lui donner, c'est lui qui décide de tout. » Resté en retrait, un bénévole peste : « C'est bien

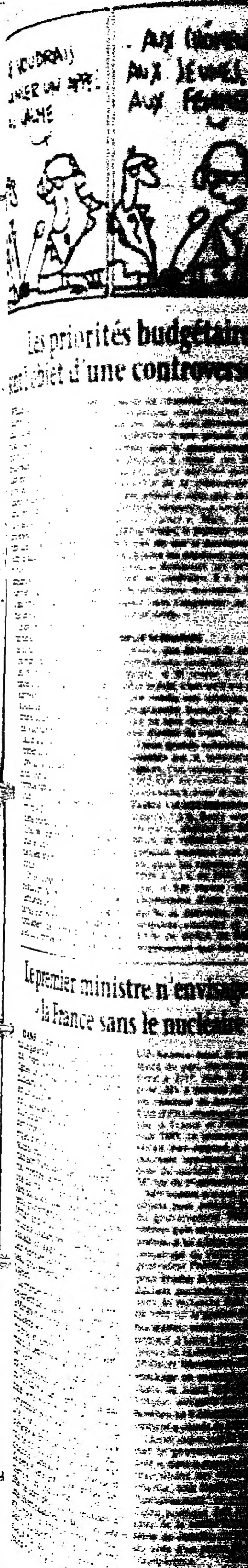
qu'ils viennent, mais il faudrait peut-être qu'ils raquent un peu ! » Son voisin observe : « Le président est venu ; alors, l'autre, il s'est bien senti obligé. » Engoncée dans une douilaine bleu sombre, une femme passe devant deux jeunes hommes, leur assiette à la main : « Mais vous aussi, vous êtes une personnalité, je vous connais ! » « Oui, moi je suis la femme du maire de Paris », leur répond, tout sourire, Xavière Tiberi.

Le premier a signé plus d'autographes que le second. « Regardez là, j'ai eu la signature de Chirac sur mon permis de conduire », s'exclame un jeune homme en exhibant la carte de couleur rose. Un soupir : « J'ai pas celle de Jospin, il m'a dit qu'il ne signait pas sur les papiers officiels. »

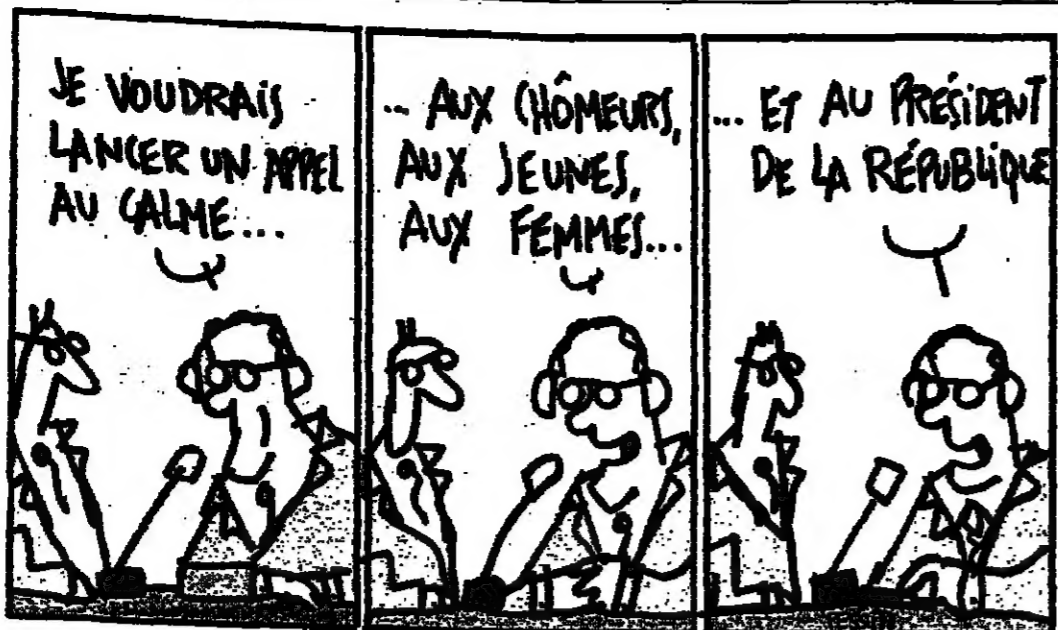
Le second a attendu que le premier s'en aille pour arriver. Cela a été un peu long parce que, dès que le premier a su que le second allait venir, il a traîné exprès pour le retarder. Du coup, Michel Charasse, sénateur (PS) du Puy-de-Dôme et ami de Véronique Colucci, qui était venu pour Lionel Jospin et pas pour Jacques Chirac, est arrivé trop en avance. Lorsque enfin le chef de l'Etat est reparti, un des officiers de sécurité du premier ministre, planté à quelques mètres de là, a chuchoté dans son talkie-walkie : « C'est bon ! » à l'intention de ses collègues qui accompagnaient M. Jospin, et le cortège du premier ministre est aussitôt venu se ranger le long de la place.

Au fait, c'était, lundi 14 décembre, place de la République à Paris, le coup d'envoi de la quatorzième campagne des Restos du cœur, qui, grâce à l'action de trente-six mille bénévoles, distribueront, trois mois durant, quelque 59 millions de repas à 575 000 bénéficiaires.

Pascal Robert-Diard



سكنا من الاصل



Les priorités budgétaires d'ici à 2002 sont l'objet d'une controverse au gouvernement

QUELLE doit être la politique budgétaire de la France? A entendre Lionel Jospin, sur RTL, mardi 15 décembre, on peine à trouver la réponse. car il n'a pas précisément fixé le cap, évoquant tout à la fois la nécessité de baisser les déficits et celle de majorer les dépenses. Son embarras, pourtant, n'est pas difficile à décrypter: alors que le gouvernement doit prochainement adresser à Bruxelles ses objectifs en matière de finances publiques d'ici à 2002, en application du pacte de stabilité européen, la question est l'objet d'une controverse dans les somnolents du pouvoir.

En apparence, certes, on pourrait penser que M. Jospin a changé de doctrine. Avant qu'il ne soit premier ministre, il a, en effet, pris fréquemment ses distances avec le pacte de stabilité européen, estimant qu'il allait au-delà de ce qu'exigeaient les critères de convergence du traité de Maastricht et qu'il risquait de casser la croissance. Dans un entretien au Monde, le 21 mai 1997, lors de la campagne des élections législatives, il a eu cette formule fameuse: « Le pacte de stabilité, c'est du super-Maastricht. » C'est en application de cette orientation que les socialistes ont longtemps plaidé pour que les critères de convergence ne soient interprétés qu'« en tendance ».

Or M. Jospin est, maintenant, beaucoup moins circonspect à l'encontre des disciplines budgétaires européennes. Changeant totalement de formule, mardi, il a eu ce commentaire à l'égard du

pacte de stabilité: « Mais, non, ce n'est pas une contrainte! » Il a ajouté, dans une démonstration empreinte d'une grande orthodoxie, que le gouvernement va « chercher à réduire nos déficits publics, parce que c'est aussi une garantie de la croissance (...). C'est grâce à cela que les taux d'intérêt baissent (...). Cela aide à la croissance ». Mais, dans le même temps, le premier ministre n'a pas dit que le gouvernement va réduire les dépenses pour parvenir à diminuer les déficits. Tout au contraire, il a précisé: « Nous allons maintenir la dépense sans l'augmenter de façon inconsidérée. »

DEUX SCÉNARIOS
Alors, que déduire de ces deux orientations contradictoires? En réalité, si M. Jospin n'a pas été plus précis, c'est qu'il n'a pas encore rendu son arbitrage sur le programme français de stabilité - ce ne sera chose faite que d'ici une dizaine de jours.

Deux grands scénarios ont été dessinés par le ministère des finances, l'un reposant sur une hypothèse moyenne de 3% de croissance l'an d'ici à 2002, l'autre sur une hypothèse de seulement 2,5%. Bercy souhaiterait, en outre, abaisser les déficits publics, au rythme de 0,4 point de produit intérieur brut (PIB) par an, pour les ramener de 2,3% en 1999 à 1,1% en 2002. Or c'est là que le bât blesse: même dans l'hypothèse d'une croissance de 2,5%, le ministère des finances souhaite atteindre ce niveau de 1,1% de déficit en 2002, ce qui supposerait que les dépenses de

l'Etat stagnent et que celles de la Sécurité sociale soient fortement resserrées. Il s'agirait donc d'un changement de cap. D'autres ministres plaident pour que les dépenses de l'Etat continuent de progresser au minimum de 1% en volume, comme c'est prévu pour 1999. Compte tenu de cette controverse, qu'il n'a pas encore tranchée, on comprend mieux que M. Jospin se soit réfugié derrière des formules alambiquées.

Laurent Mauduit

M^{me} Aubry, avocate tardive du féminisme

ELLE AURAIT DÛ être leur modèle. Deuxième dans l'ordre protocolaire du gouvernement, seule à être citée autant de fois qu'un homme pour un futur poste de premier ministre, Martine Aubry est un exemple exceptionnel de réussite d'une femme en politique. Une sorte d'archétype, en somme, de ce dont une certaine version du féminisme pourrait rêver. La ministre de l'emploi et de la solidarité n'est pourtant jamais devenue la porte-drapeau de la parité.

Sans doute ne l'a-t-elle jamais souhaité elle-même. Volontiers mordante dans le combat politique, il y a longtemps qu'elle a choisi d'y user des mêmes armes que les hommes, sans chercher à en changer les règles. Le pouvoir se conquiert, il ne se transforme pas. Militante en tout, sur le terrain social ou économique, face aux patrons comme face aux parlementaires, M^{me} Aubry n'a délaissé qu'une bataille: celle de la promotion des femmes. « Martine fait partie de ces femmes qui n'ont jamais souffert de la discrimination dans leur vie personnelle et professionnelle, explique Adeline Hazan, aujourd'hui conseillère auprès de la ministre. Elle a donc longtemps été réticente aux quotas. La victoire des législatives l'a finalement convaincue qu'il était plus intelligent de s'y rallier. »

Quelques interventions au cours des débats qui ont agité le Parti socialiste sur le sujet ont pu accréditer l'idée que M^{me} Aubry se ralliait plutôt aux positions d'Elisabeth

Badinter, pour laquelle la politique doit d'abord être « un choix idéologique, où la spécificité sexuelle n'a guère à dire ». L'intéressée elle-même n'accorde qu'une importance très réduite à ces questions. De sa conversion tardive, elle dit brièvement, dans son livre *Il est grand temps*, publié en 1997: « J'ai longtemps été défavorable à la politique des quotas ou à la parité inscrite dans la Constitution. Il faudra pourtant s'y résoudre si on n'avance pas suffisamment vite. » Pragmatique bien plus que féministe.

« Pour elle, la question des femmes n'est pas un dossier politique »

Le malentendu vient pourtant d'autre chose que d'une apparente tiédeur. Alors que le droit des femmes est placé sous la tutelle de son ministère, la ministre de l'emploi a longtemps négligé ce dossier. « Comment voulez-vous qu'il en soit autrement lorsqu'on doit s'occuper du chômage, des 35 heures et de la réforme de la Sécurité sociale? », regrette l'ancienne ministre chargée des droits de la femme Yvette Roudy.

Portant à elle seule deux des plus lourdes réformes du gouvernement Jospin - 35 heures et emplois-jeunes -, constamment inter-

pellée à l'Assemblée nationale par l'opposition, qui a bien compris qu'elle avait trouvé en M^{me} Aubry une de ses adversaires politiques les plus coriaces, la ministre a bien souvent ajourné les rendez-vous avec les associations militantes pour la parité. Laisant ce champ à Elisabeth Guigou ou à Ségolène Royal et Marie-George Buffet, qui ont montré, chacune au sein de son ministère, qu'elles entendaient faire une meilleure place aux femmes.

« Pour Martine Aubry, la question des femmes n'est pas un dossier politique », explique, plus sévèrement, Geneviève Fraisse, qui fut pendant un an déléguée interministérielle aux droits des femmes et qui a plaidé pour que « l'on n'assouplisse pas les problèmes sociaux ». « Elle n'a jamais voulu inscrire une différenciation hommes-femmes sur le dossier des emplois-jeunes, alors même que toutes les études montrent que les jeunes filles s'insèrent plus difficilement dans le monde du travail que les jeunes garçons », dit-elle.

Les attaques sont dures, mais l'entourage de la ministre les balaise d'un revers de main. Lors du débat sur la parité, M^{me} Aubry prendra d'ailleurs la parole une dizaine de minutes afin de retracer les grands combats féministes qui ont précédé la réforme soumise à l'Assemblée nationale. C'est une façon de montrer que, même sur le tard, elle a compris, en fine politicienne, qu'il vaut mieux les embrasser.

Raphaëlle Bacqué

Le premier ministre n'envisage pas « la France sans le nucléaire »

DANS sa déclaration de politique générale, le 19 juin 1997, Lionel Jospin avait fixé les grandes lignes de son action en matière nucléaire. « Si l'industrie nucléaire est un atout important pour notre pays, assurait-il, elle ne doit pas pour autant s'exempter des règles démocratiques ni poursuivre des projets dont le coût est excessif et la réussite très aléatoire. » Il confirmait alors l'abandon de Superphénix, montre technologique critiquée de très longue date par le Parti socialiste, mais que les différents gouvernements de François Mitterrand n'avaient pu se résoudre à condamner. Il donnait au passage un gage aux Verts et à leur représentante dans le nouveau gouvernement, Dominique Voynet.

Le premier ministre n'a pas sensiblement dévié depuis son arrivée à Matignon et reste favorable à un nucléaire « raisonnable, contrôlé, maîtrisé et expertisé », affirmant, mardi 15 décembre, qu'« en dehors des Verts, toutes les autres forces politiques françaises sont favorables au nucléaire ». Les Verts, a-t-il estimé, « ne mettent pas en cause l'orientation pour autant qu'il y ait une diversification des sources d'énergie ». Environ 80% de l'électricité produite en France est d'origine nucléaire. Un abandon de cette filière est jugé irréaliste, même si les industriels, EDF en tête, ne sont plus aussi hostiles à une diversification. « Ma formule est simple: la France sans le nucléaire, aujourd'hui et à un terme que je n'ai pas à considérer aujourd'hui, c'est impossible. »

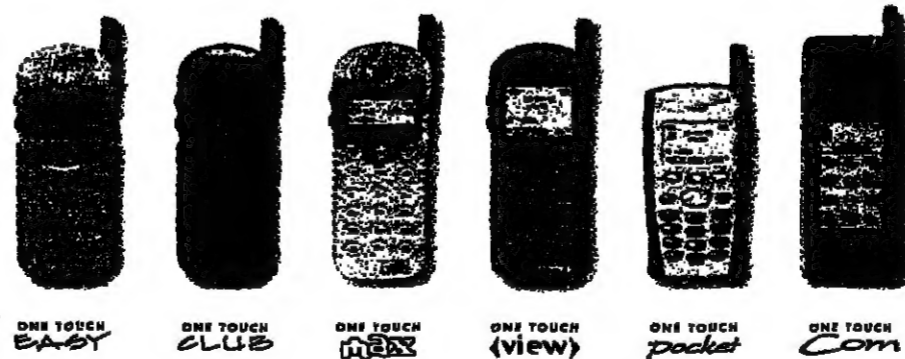
L'échéance pour le renouvellement du parc électronucléaire est fixée à 2010, mais la question se pose dès à présent de construire un réacteur de nouvelle génération (EPR), développé en commun par la France et l'Allemagne depuis 1989. Le premier ministre ne serait pas opposé à ce projet, pourtant hypothéqué par l'abandon du nucléaire outre-Rhin (Le Monde du 1^{er} décembre).

M^{me} Voynet n'a pas ménagé ses efforts pour infléchir la politique du gouvernement. Mais si elle a obtenu gain de cause avec Superphénix, il lui a fallu accepter le redémarrage du vieux réacteur sur-générateur Phénix, qui sera utilisé pour étudier la transmutation des déchets nucléaires, l'un des trois axes de recherche fixés par la loi de 1991 sur la gestion des déchets nucléaires, votée sous le gouvernement d'Edith Cresson. Cette loi prévoyait également la création de plusieurs laboratoires d'études du stockage en profondeur des déchets de haute activité et à vie longue, auxquels les Verts sont hostiles. Le 9 décembre, le gouvernement a décidé de leur création.

Lionel Jospin juge la voie définie par le gouvernement « équilibrée », dans la mesure où l'idée de réversibilité des stockages a été retenue, tout comme celle d'« un « confinement » en subsurface ». Cette politique doit s'accompagner de la remise à plat du système de contrôle du nucléaire et du vote d'un projet de loi sur la transparence.

Hervé Morin

Alcatel remercie tous ceux qui lui ont permis de devenir n°1 des téléphones mobiles en France.



ALCATEL A REÇU AU SIRCOM LE PRIX SPÉCIAL DU JURY POUR LA MEILLEURE PERFORMANCE INDUSTRIELLE DE L'ANNÉE. PLUS DE 2 MILLIONS DE ONE TOUCH™ VENDUS ET UNE PLACE DE N°1 EN FRANCE.

www.alcatel.com

ALCATEL

Source ORF

Le coût de la retraite des fonctionnaires pourrait augmenter de 280 milliards de francs en 2040

Le Commissariat général du Plan publie des prévisions financières alarmistes

Les partenaires sociaux doivent étudier, jeudi 17 décembre, dans le cadre de la concertation menée par le Commissariat général du Plan à la

demande de Lionel Jospin, les scénarios financiers de différents régimes de retraite. Celui des fonctionnaires de l'Etat pourrait connaître des

difficultés particulièrement graves puisque son besoin de financement pourrait augmenter de 281 milliards de francs d'ici quarante ans.

LE PIRE n'est jamais sûr mais il est toujours possible, notamment en matière de retraite. Or, l'avenir du système par répartition est plus sombre que les dernières prévisions - réalisées par Raoul Briet en 1995 - ne le laissent supposer. C'est la conclusion qui s'impose à la lecture des projections sur l'équilibre financier des régimes des fonctionnaires, des agents des collectivités locales et des entreprises publiques (SNCF, EDF-GDF, Mines...), ainsi que des deux caisses complémentaires des salariés Arcco et Agirc, que le Commissariat du Plan a transmis, lundi 14 décembre, au patronat, aux syndicats et aux directeurs de ces organismes.

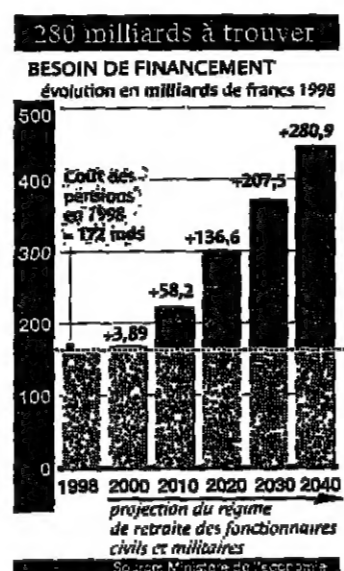
Les partenaires sociaux, consultés dans le cadre de la mission de concertation confiée au Plan par Lionel Jospin, sont invités à faire une analyse critique de ces scénarios, jeudi 17 décembre, lors de la réunion bimensuelle animée par le commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin. La suivante, prévue le 7 janvier 1999, devrait analyser les projections financières du régime de base des salariés et de ceux des artisans (Cancava) et des commerçants (Organic). D'autres séances de travail pourraient suivre avant que M. Charpin ne remette son rapport au premier ministre, qui lui a donné jusqu'au 31 mars pour rendre ses conclusions.

Ces scénarios ont été établis sur la base des projections démographiques et des prévisions économiques retenues par le Plan : progression ralentie du PIB à partir de 2010, chômage ramené à 9% en 2005 ; baisse de la population active et évolution modérée de la

masse salariale à compter de 2010, augmentation de 50 000 par an du nombre d'immigrés (Le Monde du 2 décembre). C'est la première fois que des experts font des projections à 2040, avec toutes les incertitudes que recèle un exercice de simulation sur si longue période. En 1995, M. Briet s'était arrêté en 2015. Or, la crise du financement des retraites se prolonge au-delà de cette date, et le Plan la juge « inéluctable ».

● **Fonctionnaires.** Avec des effectifs stables jusqu'en 2010, puis légèrement décroissants ensuite, mais surtout avec le « choc démographique » que représente l'arrivée massive de retraités entre 2000 et 2010, le coût des pensions civiles et militaires pour les finances publiques va devenir explosif. Dans le scénario central du Plan, le nombre de retraités passe, en effet, de 1,79 million en 2000 à 3,19 millions en 2040, soit un accroissement net moyen de 35 000 personnes par an. « Le choc financier résultant du choc démographique est encore plus sévère, puisque la masse des pensions servies (172 milliards de francs en 1998), croît de plus de 3% par an de 2000 à 2020, avec un maximum à 4,5% pour l'année 2010 », note l'étude réalisée par la direction du budget du ministère de l'économie et des finances.

C'est ainsi que la masse des pensions atteint 269 milliards en 2010, soit 100 milliards de plus que dix ans seulement auparavant (en francs 1998), et 325 milliards en 2020. Dans quarante ans, il faudrait 281 milliards de plus (voir graphique), soit presque le produit de l'impôt sur le revenu actuel, pour payer les pensions des fonction-



Alors que le gouvernement veut réduire le déficit budgétaire, le coût des pensions passerait de 172 milliards en 1998 à 453 milliards en 2040.

naires de l'Etat, dont la charge globale dépasserait alors 450 milliards de francs. Ces prévisions sont plus pessimistes que celles du rapport Briet, qui avait sous-estimé l'allongement de la durée de vie d'ici à 2015, qui équivaut à 10% de retraités supplémentaires.

Au total, si l'Etat-patron payait des cotisations employeur - en fait, il paye directement les pensions de ses agents -, il devrait augmenter ces cotisations de 40 points d'ici à 2040.

● **Agents des collectivités locales et des hôpitaux.** Les perspectives de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) sont plus sombres encore. Alors qu'elle dégage des excédents, mais qu'ils servent à renflouer des caisses déficitaires, la CNRACL va connaître une forte dégradation de son ratio cotisants-retraités : en 2040, elle n'aurait plus qu'un actif pour un retraité (trois pour un aujourd'hui) ; de 37,2 milliards cette année, la masse des prestations de droit direct qu'elle verse passerait à 223 milliards en 2040 (hors conjoint survivant). Pour honorer ses engagements, il lui manquera

25 milliards en 2015 et 110 milliards en 2040.

● **Régimes complémentaires des salariés (Arcco) et des cadres (Agirc).** La situation du régime de retraite complémentaire des quatorze millions de salariés du privé (Arcco) resterait bonne, et même très largement excédentaire jusqu'en 2015, en prévoyant notamment une revalorisation des pensions sur les prix à partir de 2001. Ces excédents seraient en partie affectés à la solidarité financière avec le régime des cadres. A partir de 2015, toutefois, les comptes de l'Arcco plongent progressivement dans le rouge. En l'absence de toute mesure de redressement des partenaires sociaux gestionnaires du régime, il manquerait entre 20 et 50 milliards de francs par an au cours de la période 2020-2040, pour un montant de retraite de 362 milliards de francs en fin de période. Si les pensions étaient revalorisées de 0,5% de plus que les prix, ce déficit atteindrait même 125 milliards à cette date !

Les finances de l'Agirc se dégraderaient beaucoup plus tôt, notent ses gestionnaires, même si un salarié sur quatre est un cadre en 2040 (contre un sur cinq actuellement). Le régime serait constamment déficitaire : son besoin de financement cumulé sur quarante ans atteindrait 1 000 milliards de francs en 2040 si les pensions sont revalorisées comme les prix, et... 1 763 milliards si les cadres en retraite bénéficient de 0,5% de plus que les prix. Dans le premier cas, il faudrait trouver 31 milliards pour la seule année 2040 ; dans le second 75 milliards.

C'est dire si l'accord patronat-syndicats du 25 avril 1996, qui prévoit notamment une hausse progressive des taux de cotisation, sera insuffisant pour sauver l'Agirc du naufrage. Même si les fonctionnaires n'ont pas de caisse autonome, et que leur régime se résume à une ligne de dépense dans le budget de l'Etat, ils ne pourront pas échapper très longtemps à une réforme. Pour l'heure, seule la CFTD se dit prête à « se saisir du problème », sans craindre la controverse.

Jean-Michel Bezat

Les régimes spéciaux vont connaître des difficultés croissantes

UN SECOND rapport du Commissariat général du Plan est consacré aux « régimes particuliers de salariés hors fonction publique ». Il analyse quatre régimes : ceux d'EDF-GDF, de la SNCF, des mines et des marins.

● **A EDF-GDF.** trois scénarios ont été retenus en fonction des évolutions salariales. Le premier prévoit un taux d'évolution du salaire moyen en francs constants de 1,23% en l'an 2000 ; ce taux baisserait durant les années 2009-2022 pour cause d'effets de « noria » (différences de salaires entre les agents qui partent à la retraite et ceux qui sont embauchés), puis remonterait. Dans ce cas, la « contribution d'équilibre des entreprises », actuellement de 13,4 milliards de francs (environ 50% de la masse salariale hors prime), progresserait pour atteindre 23,19 milliards en 2023 (soit 99,6% de la masse salariale) puis diminuerait à 21,5 milliards en 2040. Ce scénario laisse sceptiques les experts du Plan car il repose sur un postulat : la stabilité en francs constants des salaires. Deux autres scénarios ont été élaborés qui prévoient des augmentations de salaires supérieures à l'inflation. Le premier (0,88% d'augmentations générales en moyenne) nécessite une contribution d'équilibre de 30,8 milliards en 2040 ; le second (0,75% de hausse de salaire) de 28,6 milliards.

● **A la SNCF.** La situation semble un peu moins préoccupante pour une raison simple : alors qu'en 1994 un précédent rapport parlait sur une décroissance

des effectifs de 1,8% par an jusqu'en 2015, « le ministère des transports a demandé de construire la projection du régime de retraite à l'horizon 2040 sur une hypothèse d'effectifs constants sur toute la période », prend soin de préciser l'entreprise ferroviaire. Puisque les cheminots seront, selon cette hypothèse, 175 200 en 2040 - comme en 1998 -, les « moyens d'équilibre », qui représentent déjà 18,2 milliards de francs, se monteraient à 24,3 milliards en 2040 en cas de revalorisation des pensions de 1% par an et à 20,9 milliards en cas de revalorisation annuelle de 0,5%.

● **Le régime des mineurs** (24 837 cotisants en 1998) est progressivement en voie d'extinction. Si le rapport entre mineurs actifs et retraités va diminuer jusqu'en 2008 - il y aura à cette date un cotisant pour 20 pensionnés -, le nombre des retraités va également diminuer à partir de cette date. Conclusion : alors que les autres régimes versent aujourd'hui 11,8 milliards de francs au régime des mineurs (sur 13,9 milliards de ressources), ces transferts vont diminuer pour ne plus représenter que 4 milliards en 2040.

● **Le régime des marins** (42 700 actifs en 1997) connaît une évolution préoccupante : en 1998, les cotisations ne représentent que 0,14% des prestations. Un ratio qui sera porté à 0,19% en 2040, soit une différence de 7,2 milliards de francs entre les cotisations et les prestations.

Frédéric Lemaître

Le revenu des agriculteurs progresserait en moyenne de 3% en 1998

Les cours du porc ont chuté d'environ 27%

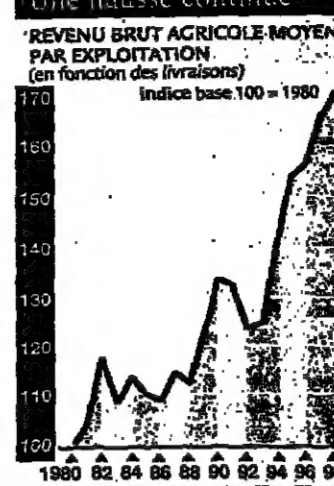
SECON la Commission des comptes de l'agriculture de la nation, qui se réunissait mardi 15 décembre, le revenu moyen des exploitants progresserait de nouveau en 1998. Si l'on prend en compte les livraisons de produits, le revenu brut par exploitation s'améliore de 3%. En 1997, à la même époque, l'amélioration était de 6%. Depuis 1993, la courbe est en hausse continue et sensible. Cependant, ces bonnes performances s'expliquent en partie par la diminution du nombre d'agriculteurs, leur nombre ayant encore baissé d'environ 3,7% en 1998, en dépit des efforts d'incitation à l'installation consentis depuis cinq ans.

Les livraisons de vins de qualité (AOC) ont bénéficié d'une demande très soutenue, comme en 1997. Les prix de vente ont progressé de 13%, et les revenus de ces viticulteurs feraient un bond de 38%. A l'opposé, le marché du porc a constitué le point le plus noir, avec une chute des cours d'environ 27% (et une baisse plus accentuée encore des revenus des éleveurs), en dépit d'un sensible redressement depuis un mois au marché de Plérin, dans les Côtes-d'Armor, qui sert de référence nationale.

171 MILLIARDS D'AIDES

Du côté des céréales, les rendements records de blé et d'orge donnent des résultats très satisfaisants en termes quantitatifs (livraisons en hausse de 7%), mais moins en termes de revenus, notamment pour le maïs et le tournesol. Selon la Commission, « avec une augmentation de 1,5%, le prix

Une hausse continue



des livraisons de lait conduirait le taux d'évolution le plus élevé depuis six ans notamment grâce à l'application de l'accord interprofessionnel conclu fin 1997 ». Les experts relèvent aussi que ces bons résultats sont dus, en partie, à la baisse des prix des produits qui servent à l'alimentation des animaux, ce qui se traduit par une baisse des charges des agriculteurs.

L'effet « vache folle » semble avoir quasiment disparu puisque les éleveurs de bovins termineraient l'année avec des ressources en progression de 8%. L'ensemble des aides est resté stable, autour de 171 milliards de francs, la part revenant aux céréalières ayant sensiblement progressé, alors que celle affectée à la viande bovine a régressé.

François Grosrichard

Le Conseil d'Etat pourrait annuler les élections territoriales de Corse

LE CONSEIL D'ETAT devrait annuler les élections territoriales de Corse des 13 et 22 mars, s'il suit les conclusions prononcées par son commissaire du gouvernement (magistrat indépendant), Alain Seban, lundi 14 décembre, devant les 6^e et 2^e sous-sections réunies. Le Conseil d'Etat était saisi par l'autonome Edmond Simeoni, dont la liste avait obtenu 6 056 voix, soit 49,7% des suffrages exprimés au premier tour. M. Seban a estimé qu'il suffisait que 283 suffrages exprimés soient annulés pour que l'ensemble des élections le soient. Or, il a constaté que 1 296 suffrages comportaient des irrégularités : mauvaises tenue des listes d'émargement, émargements surchargés, signatures par une simple croix, doubles votes, non-passage d'électeurs dans l'isoloir, signatures différentes entre les deux tours, irrégularités liées au vote par procuration... Le président de l'Assemblée de Corse, José Rossi (DL), a estimé, lundi, que de nouvelles élections « risquent fort de porter préjudice au bel élan de l'Assemblée de Corse, qui travaille bien ».

DÉPÊCHES

- **SANS-PAPIERS** : le Mouvement des jeunes socialistes a estimé, lundi 14 décembre, que la mise en œuvre de critères pour la régularisation des sans-papiers « a été un échec ». « Nous voulons sortir de l'impasse. Tourner la page aujourd'hui, c'est régulariser tous les sans-papiers qui en ont fait la demande », affirme le MJS, qui souhaite que cette mesure s'accompagne « d'une politique plus généreuse en matière de visas et d'asile territorial ».
- **PARTI SOCIALISTE** : le PS a cherché à minimiser, lundi 14 décembre, l'élection à la présidence du RPR de Philippe Séguin (Le Monde du 15 décembre). « Se faire élire avec 80% des voix [M. Séguin a obtenu 95% des voix des militants RPR, le taux de participation dépassant 80%], quand on est le seul candidat, ce n'est pas tout à fait inatteignable », a déclaré Jean-Christophe Cambadéris, secrétaire national aux relations extérieures et aux fédérations, selon lequel « le RPR a touché un président un peu pâlillon ».
- **OUTRE-MER** : le premier ministre, Lionel Jospin, a confié une mission, lundi 14 décembre, à Claude Lise, sénateur (app. PS) et président du conseil général de Martinique, et à Michel Tamaya, député (PS) de la Réunion, pour définir « les moyens d'améliorer l'efficacité de l'action publique » dans les départements d'outre-mer.
- **MARTINIQUE** : la grève générale déclenchée, lundi 14 décembre, à l'appel de la plupart des organisations syndicales, en signe de solidarité avec les ouvriers des exploitations de bananes, n'a pas connu le succès escompté (Le Monde du 15 décembre). Seules de légères perturbations ont été enregistrées dans le transport et la distribution d'énergie électrique. - (Corresp.)
- **AGRICULTURE** : plusieurs dizaines de milliers de pétitions ont été remises à l'Elysée et à Matignon par Luc Guyau et Pascal Coste, respectivement présidents de la FNSEA et du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA). Les responsables agricoles voulaient attirer l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité de « réformer la PAC de façon pragmatique en préservant les spécificités des différents secteurs de production ».

SPECTACLES
Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel
3615 LEMONDE

Lire la Bible avec ceux qui l'ont écrite

BIBLE et HISTOIRE
judaïsme, hellénisme, christianisme

Marie-Françoise Baslez

484 pages
150 F

Un ouvrage riche, largement documenté à des sources que les exégètes connaissent mal...
L'auteur éclaire bien les racines complexes du christianisme.

Alain Marchadour, La Croix

L'Histoire chez FAYARD

SECTES

L'Eglise de science

Le service de renseignements

Les sectes

PAUL AN...

صدا من الاصل

revenu des agriculteurs
resserait en moyenne
de 3% en 1998

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 16 DÉCEMBRE 1998

SECTES La cour d'appel de Paris a ordonné, lundi 14 décembre, la reconstitution d'un dossier d'instruction qui vise l'Eglise de scientologie. Trois tomes avaient mystérieusement disparu en octobre du dossier.

Celui-ci avait été ouvert en 1989 pour escroquerie et exercice illégal de la médecine à la suite de la plainte d'un adepte. ● LES ADVERSAIRES de la scientologie affirment que l'Eglise dispose d'un service de sécurité organisé de manière quasiment militaire. Sous couvert de relations publiques, ce « bureau des affaires spéciales » serait chargé de contrer les menaces extérieures.

● DANS UN ENTRETIEN AU MONDE, Paul Ariès, un politologue qui a écrit un livre sur la scientologie, explique les difficultés « considérables » auxquelles il a été confronté lors de son enquête : appels anonymes, vol de courrier, filatures, agressions, poulet cloué sur sa porte.

L'Eglise de scientologie reste sous la menace d'un nouveau procès

La cour d'appel de Paris a ordonné la reconstitution d'un dossier d'instruction dont plusieurs pièces avaient mystérieusement disparu en octobre. Elle décidera en début d'année de renvoyer, ou non, des dirigeants de la secte devant un tribunal correctionnel pour escroquerie

LA MYSTÉRIEUSE disparition d'une partie du dossier d'instruction visant l'Eglise de scientologie, constatée en octobre au Palais de justice de Paris, va encore retarder cette procédure ouverte depuis 1989 pour « escroquerie » et « exercice illégal de la médecine ». Lundi 14 décembre, la cour d'appel de Paris a invité le juge d'instruction, Marie-Paule Moracchini, à « procéder à la reconstitution des pièces manquantes » et à lui retourner l'ensemble du dossier avant le 20 février. La cour se prononcera alors sur l'éventuel renvoi, devant un tribunal correctionnel, des dix-huit membres de la scientologie mis en examen à la suite de plaintes d'anciens adeptes.

Aucune des difficultés juridiques créées par cette extraordinaire volatilité de pièces judiciaires n'est pour autant tranchée. Nul ne connaît précisément le contenu de la moitié du tome VIII et de l'intégralité du tome IX qui ont disparu. Malgré les obligations du code de procédure pénale, le juge Moracchini n'en avait conservé aucun double et n'avait pas été à même, ces derniers mois, de reconstituer son dossier. Nul ne peut davantage affirmer que la disparition provient d'un vol. Cette hypothèse est néanmoins forte, dans la mesure où un tri a été opéré au sein du tome VIII : seuls les documents cotés D 1938 à D 1982 (vraisemblablement versés entre 1993 et 1997) ont été escamotés. L'enquête d'inspection diligentée par le garde des sceaux, Elisabeth Guigou, permettra, peut-être, d'élucider ce dysfonctionnement des services judiciaires.

Neuf ans après la plainte déposée par un étudiant équatorien résidant à Paris, Juan Esteban Cordero, qui affirme avoir versé environ 1 million de francs à l'Eglise de scientologie de Paris en 1988, le dossier reste ainsi au stade de l'instruction. Ces péripéties ne sont certes pas les premières à engager des poursuites contre des scientologues français. Vingt-trois d'entre eux avaient comparu, en 1996, devant le tribunal correctionnel de Lyon pour escroquerie, complicité d'escroquerie ou abus de confiance. Pendant son enquête, le juge d'instruction, Georges Feuch, s'était inquiété d'être pris en filature, sans être en mesure d'impliquer la scientologie. L'ancien président de la branche lyonnaise de l'Eglise, Jean-Jacques Mazier, avait été condamné à trois ans de prison, dont dix-huit mois ferme, pour homicide involontaire à la suite du suicide d'un adepte. Puis la cour d'appel de Lyon avait atténué les peines infligées en première instance.

Dans un arrêt contesté, actuellement en cassation après le pourvoi du parquet général, la cour avait jugé que la secte pouvait « revendiquer le titre de religion ». Cette décision avait été perçue comme une « victoire » par les scientologues. Du fait de son histoire politique et religieuse, la France, leur plus ancienne terre d'implantation en Europe, apparaît en effet comme un enjeu majeur dans la stratégie de développement du mouvement.

JUGÉ DANGEREUSE EN ALLEMAGNE A sa création, en 1950, par l'auteur de science-fiction américain Lafayette Ron Hubbard (décédé en 1986), l'ancêtre de la scientologie - la dianétique - était un simple groupe de développement personnel ou psychothérapeutique. A partir de 1954, il s'est transformé en Eglise de scientologie et a tout fait pour être considéré comme un « nouveau mouvement religieux ». Revendiquant aujourd'hui huit millions de fidèles dans le monde, dont un « noyau dur » d'environ cinq mille adeptes et trois cents permanents en France, il est dénoncé comme le prototype de la secte dangereuse, aussi bien dans l'Hexagone qu'en Allemagne. Un récent rapport des services allemands de renseignement intérieur a dénoncé l'existence d'un « service secret » dont le but est d'« infiltrer » les gouvernements régionaux et les milieux économiques. Des affirmations aussitôt démenties par le président de l'Eglise de scientologie allemande, Aux Etats-Unis, en revanche, elle a été reconnue comme une religion en 1993, après un affrontement d'un quart de siècle avec les autorités américaines.

En novembre 1995, l'Eglise de scientologie de Paris avait été placée en liquidation judiciaire par un jugement du tribunal de commerce, en raison de 42 millions de francs d'impayés au fisc. A l'audience, ses dirigeants avaient produit un chèque d'un montant équivalent. « La communauté internationale des scientologues était venue à notre secours », explique Danielle Goumord, porte-parole et ancienne présidente de la scientologie. Mais le Trésor a refusé ce chèque de 42 millions, en prétendant que la provenance des fonds était inconnue, alors qu'ils avaient transité par notre banque habi-

Un service de renseignement organisé de façon quasi militaire

LES SCIENTOLOGUES ont le goût du secret. Ils ne s'en cachent d'ailleurs pas. Certains de leurs responsables ont atteint de tels degrés de connaissance, dans la pyramide des initiés, qu'il est préférable, selon eux, de ne point en parler. Leur ascension vers un bonheur de longue durée - ils pensent que leur esprit vivra un milliard d'années - oblige à la confidentialité. Mais ce souci de discrétion ne vaut pas seulement pour le spirituel. Il s'étend à des questions plus terre-à-terre : le renseignement, par exemple. Les adversaires de la secte dénoncent ainsi l'existence d'un service de sécurité organisé de façon quasi militaire. Sous couvert de relations publiques, ce bureau des affaires spéciales (OSA en anglais) serait chargé d'assurer l'ordre interne et de contrer les menaces extérieures.

Les scientologues réfutent ces accusations. A les entendre, elles relèveraient de l'époque où la sécurité était l'affaire du « bureau des gardiens », une garde prétorienne créée en 1961 par le fondateur, Lafayette Ron Hubbard. En 1977, ces « gardiens » avaient monté, aux Etats-Unis, l'opération « Blanche-Neige », destinée à infiltrer le ministère de la justice et l'administration fiscale. Le FBI avait fini par arrêter une dizaine de dirigeants scientologues, dont l'épouse du maître. Lors du procès, le ministère public avait souligné leur entrisme : « Pas un bâtiment, pas un bureau, pas un dossier n'était à l'abri de leurs agissements (...) En guise d'outils de travail, ils usaient d'émetteurs secrets, de codes, de fausses clés, de faux papiers. » Cette affaire a tant nui à l'image de la secte qu'elle a été suivie, selon les scientologues, d'une purge. Leur porte-parole française, Danielle Goumord, assure que « les brèves gaules ont été écartées ». Les associations antisectes estiment au contraire que le nom aurait changé, pas les méthodes. Dirigé depuis les Etats-Unis, l'OSA compte plusieurs milliers de membres dans le monde. Sa branche française serait forte d'une vingtaine de personnes, regroupées au sein du bureau des relations extérieures. M^{me} Goumord, membre de ce service, affirme qu'il est uniquement chargé des relations publiques, des affaires juridiques et de la revue *Ethique et liberté*. Elle dément l'existence d'« une section investigation », appelée à lutter contre les adversaires supposés : psychiatres, associations antisectes, policiers... « Nos seuls enquêteurs », affirme-t-elle, sont les journalistes d'Ethique et liberté, qui pratiquent l'investigation. »

« PROPAGANDE NOIRE » Ce tableau bon enfant ne correspond pas aux témoignages d'ex-membres de la scientologie. Tous évoquent la « propagande noire » destinée à salir l'adversaire. Un ancien responsable lyonnais, Roger Goumard, le rappelle dans son ouvrage *La Secte* (éditions Alban) :

« Les adversaires du mouvement seront catalogués, selon les cas, violeurs d'enfants, exploités de leurs parents, voleurs, escrocs, homosexuels pervers, apostats, criminels, assassins. » Interrogé par *Le Monde*, M. Goumard dénonce « une discipline plus contraignante que celle de l'armée » : « Les personnes suspectées de trahison sont condamnées à des tâches humiliantes. » Julia Darcondo, qui détaille son expérience dans *La Pieuvre scientologique* (Fayard), estime que les adeptes de base n'ont pas conscience de ces méthodes : « Le travail de sape organisé dans leur mental les empêche de porter foi à ce qu'ils appellent des « rugges de journalistes ». La réalité les gêne, ils la refusent. » La plupart des personnes amenées à s'intéresser à la scientologie se plaignent de représailles, allant des appels anonymes au vol de courrier. Face à ces soupçons, les scientologues dénoncent « un complot » et accusent - sans preuves - les services de police. C'est oublier un peu vite que l'art de la propagande leur a été enseigné par Hubbard lui-même. Le chercheur Paul Ariès cite ainsi les instructions du maître : « Obtenez des données, obtenez tous les noms, dates, adresses, numéros de téléphone et autres renseignements qui pourraient être utiles à une investigation plus approfondie du cas, si on en avait besoin. »

« JAMAIS AU TAPIS » Dans une circulaire du 1^{er} décembre consacrée au « phénomène sectaire » et adressée aux magistrats, Elisabeth Guigou a indiqué qu'« il apparaît nécessaire de donner une nouvelle impulsion à l'action de l'autorité judiciaire, en tenant compte des difficultés rencontrées et en généralisant les initiatives locales les plus pertinentes. » M^{me} Goumord y décèle « une logique d'éradication ». « Mais il faut comprendre que les scientologues, où qu'ils soient dans le monde, ne se laissent jamais mettre au tapis. Jamais, jamais, jamais. Nous voulons persévérer au-delà des années et des siècles. »

Ph. Br. et E. In.

IL N'EST PAS courant de frissonner en refermant le livre d'un politologue. Celui de Paul Ariès démonte la formidable efficacité du « système déshumanisant, donc dangereux » de la scientologie. Six années de recherches, nées d'une convention avec le ministère des affaires sociales, n'ont pas été de trop pour enquêter sur cette entreprise « éminemment moderne », qui fonctionne comme une multinationale, revendique huit millions de fidèles dans le monde et où règne le culte du secret. La scientologie affirme rendre « les gens capables plus capables ». Ses adeptes, prometteuse, deviendront « tout-puissants » : ils gagneront plus d'argent, ils sauront « manier » leurs relations personnelles, amoureuses ou professionnelles. Si elle prétend changer l'identité de l'homme, c'est pour le transformer en « *Operational Thetan* » (le « *Thetan* » serait un esprit vivant des millions d'années, arrivé sur Terre en provenance de la « *Confédération galactique* », et qui habiterait les corps humains). A cette fin, elle utilise des méthodes poussées de recrutement, de communication et de marketing. Qualifiée de « *groupe technologique* » par l'auteur, elle recourt à une série de « technologies » dont l'adepte doit se servir dans sa vie personnelle et professionnelle : « *Techs* » du bon couple, d'éducation des enfants, de communication avec les non-scientologues et de gestion d'entreprise. Ses processus de manipulation mentale, axés sur « une logique d'épuration destinée à chasser toute faiblesse de l'homme », sont analysés en profondeur par le chercheur. Progresser en scientologie nécessite d'acheter une gamme de produits et services d'un coût croissant : le Salut scientologique en dépend. « Première technologie religieuse commercialisable mon-

dialement », elle vend en effet « le bonheur sur terre et dans l'au-delà, à travers un parcours initiatique secret ». Pour quelque 500 000 francs, elle apprend à ses clients à « sortir » de leur propre corps. Comme la dianétique, la scientologie est une marque déposée. Ses gammes de produits et de services sont protégées par des copyrights et des contrats de franchise. Elle est sans doute la seule structure à prétention religieuse qui s'engage à rembourser ses adeptes insatisfaits. « Cette démarche est complètement inédite dans le champ religieux puisqu'elle aboutit à priver l'humanité de ce qu'elle-même considère

comme la seule voie de salut, sauf à payer le droit d'être sauvé », écrit Paul Ariès. Sans masquer sa « peur » face à un phénomène sectaire « lié aux évolutions lourdes de notre monde » et qui « rompt avec toute la philosophie des Lumières », l'auteur considère que la scientologie anticipe sur « un monde déshumanisé où l'homme lui-même devient le propre problème ».

Erich Inciyan
* La Scientologie, laboratoire du futur ? Les secrets d'une machine infernale, de Paul Ariès, Editions Gallias, 478 p., 148 F.

LES CONTACTS

LES CONTACTS

LES CONTACTS

صكنا من الأصل

Méne Royal lance...
ellement un grand...
at sur le collect...

RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 16 DÉCEMBRE 1998

Les mesures adoptées par le Ciadt, région par région

M. Jospin et M^{me} Voynet devraient annoncer, au terme de la réunion mardi du Comité interministériel d'aménagement du territoire, des dispositions visant la plupart des régions. Priorités : transports et réindustrialisation.

PLUSIEURS milliers de personnes ont manifesté, lundi 14 décembre, à Roanne (Loire) à l'appel de l'ensemble des acteurs économiques, politiques et syndicaux locaux. Le cortège, conduit notamment par Jean Auroux, maire (PS) de Roanne, et Pascal Clément, président (DL) du conseil général, entendait demander au gouvernement, à la veille du Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (Ciadt), « un effort de solidarité nationale » pour une région touchée par de multiples restructurations industrielles.

Cette manifestation montre l'ampleur de l'attention portée aux mesures géographiquement « ciblées » qui accompagnent les orientations générales définies par le Ciadt, notamment l'annonce d'un dispositif de redéploiement des services publics (Le Monde du 15 décembre). Nous donnons région par région l'essentiel de ces mesures, qui devraient être annoncées mardi en fin d'après-midi. Certaines sont des confirmations de décisions de principe.

● **AUVERGNE-LIMOUSIN** : suite des études sur la modernisation des liaisons ferroviaires Paris-Limoges, Clermont-Ferrand-Lyon, Brive-Toulouse.

● **BRETAGNE** : mesures pour plusieurs ports, notamment programme de valorisation des infrastructures portuaires à Brest, acquisition d'équipements pour le secteur naval à Lorient et Coucarneau. Mesures d'aide à Morlaix,

dans la perspective de la fermeture de l'usine Sella.

● **FRANCHE-COMTÉ** : création d'un dispositif d'aide à la reconversion industrielle avec une action particulière pour Belfort : inscription de l'aire urbaine de Belfort-Montbéliard parmi les zones prioritaires de l'aménagement du territoire, ouverture d'une école de police de 300 places à Montbéliard. Par ailleurs, Dominique Voynet est chargée par le premier ministre de préparer un projet de développement durable pour les territoires situés entre Saône et Rhin, afin de pallier l'abandon du canal à grand gabarit Rhin-Rhône. 200 millions de francs de crédits du Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) sont alloués à la restauration du canal Freycinet qui obtient également 15 millions par an sur 7 ans d'un autre fonds. Enfin l'élargissement de l'A 36 à deux fois trois voies sur le tronçon Belfort-Montbéliard est mis à l'étude. Lancement des études sur le TGV Rhin-Rhône. Objectif : obtenir une déclaration d'utilité publique en 2001 pour le tronçon Mulhouse-Dijon.

● **LANGUEDOC-ROUSSILLON** : programme spécial de dynamisation du tissu artisanal dans l'Aude.

● **LORRAINE** : dans les premiers mois de 1999, lancement des études pour des propositions de phasage de l'électrification des vallées vosgiennes - dans la pers-

pective de la réalisation du TGV-Est. Achevement de la transformation de la RNS? Nancy-Saint-Olé en voie express.

● **MIDI-PYRÉNÉES** : continuation des études en vue de la réalisation d'une gare multimodale à Tarbes (Hautes-Pyrénées), aide au logement social.

● **NORD-PAS-DE-CALAIS** : création d'une mission d'aménagement du bassin minier, dans les zones de Lens et de Liévin et d'un Havre, connu sous le nom « Port 2000 », que Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement et des transports, avait annoncé le 6 décembre. Les travaux d'extension, dont le coût est évalué à plus de 3 milliards, prévoient la construction de six nouveaux postes de déchargement des grands navires porte-conteneurs. En outre, Total et EDF investiront dans leurs usines de la Basse-Seine 4 milliards de francs. Ce programme Miramas. Des primes d'aménagement du territoire seraient autorisées pour le développement des entreprises de services liées aux activités des nouvelles techniques de communication et celles de transport dans le cadre du grand projet Euroméditerranée. L'espace Saint Jean, près du Vieux-Port, deviendrait un centre culturel et scientifique de haut niveau. Des mesures seront prises aussi pour lancer un REV dans l'aire métropolitaine marseillaise et permettre les travaux de renforcement des digues de Camargue : la directive territoriale d'aménagement (DTA) de l'aire marseillaise serait étendue à la Camargue.

● **RHÔNE-ALPES** : desserte Lyon-Saint-Etienne : parallèlement à la priorité au rail, confirmation de décision de remise à niveau de l'A 47 et de son doublement par l'A 43, dont les études de tracé sont déjà engagées.

● **MESURES TRANSVERSALES** : la recapitalisation de la Société financière régionale pour l'emploi et le développement (Sofred) à hauteur de 100 millions permettra de financer la reconversion des sites industriels militaires du Giat à Tarbes et à Bourges (Cher), qui abritera le pôle national d'études des risques industriels. La Bourgogne et la Franche-Comté se voient dotées d'un commissariat à l'industrialisation et au développement économique, comme neuf autres régions. Création d'un Institut des hautes études de l'aménagement du territoire. Lancement d'un schéma national de véloroute et de voies vertes (Le Monde du 21 novembre).

19 propositions pour redynamiser Orly

L'AÉROPORT D'ORLY devrait être réservé aux vols de moins de 5 000 kilomètres autour de Paris, à partir de l'été 2001. Tel est le projet réaffirmé, lundi 14 décembre, par le ministre de l'équipement et des transports, Jean-Claude Gayssot, à l'occasion d'une table ronde. Cette rencontre réunissait quelque 130 personnes représentant l'ensemble des partenaires concernés : élus, entreprises, syndicats, associations de riverains... Le ministre a présenté à ses interlocuteurs une série de dix-neuf mesures (sur les équipements, la fiscalité, l'environnement...) pour contrecarrer le déclin de cet aéroport. Un plan de développement précis sera annoncé fin janvier.

C'est pour répondre aux 55 723 demandes de créneaux (droits de décollage et d'atterrissage) insatisfaites à Orly pour l'année 1998-99 que le gouvernement veut supprimer les vols de plus de 5 000 kilomètres, sauf ceux vers les DOM-TOM, et réattribuer les 6 600 créneaux qui seraient ainsi dégagés à des vols court et moyen-courriers.

La Franche-Comté, la mieux « servie » ?

LES TERRES de Dominique Voynet (Verts), Pierre Moscovici (PS) et Jean-Pierre Chevènement (MDC) bénéficient grandement des largesses qui devraient être annoncées mardi 15 décembre. La prouesse interministérielle réside autant dans le montant des crédits que dans le subtil équilibre de leur répartition, qui ménage équitablement les trois ministres franc-comtois de la gauche plurielle.

Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur et ancien maire de Belfort, devait, dans la soirée, manifester par un communiqué envoyé depuis son lieu de convalescence sa satisfaction devant les décisions relatives au projet de TGV-Rhin-Rhône, déclaré « urgent » pour le tronçon Mulhouse-Dijon. L'attribution de 100 millions de francs pour la reconversion industrielle de Belfort, touchée par la fermeture de l'usine Alstom, devrait également le réjouir. La création d'une école de police à Montbéliard lui ira droit au cœur. Comme elle réjouit Pierre Moscovici, ministre des affaires européennes, conseiller régional et élu député du Doubs en 1997. Dominique Voynet salue les 200 millions consacrés à la remise en état du canal Freycinet, dans la vallée du Doubs, juste épilogue à ses yeux - et à ceux des Verts - de la décision prise en 1997 de renoncer au canal Rhin-Rhône, alors cadeau de bienvenue de Lionel Jospin.

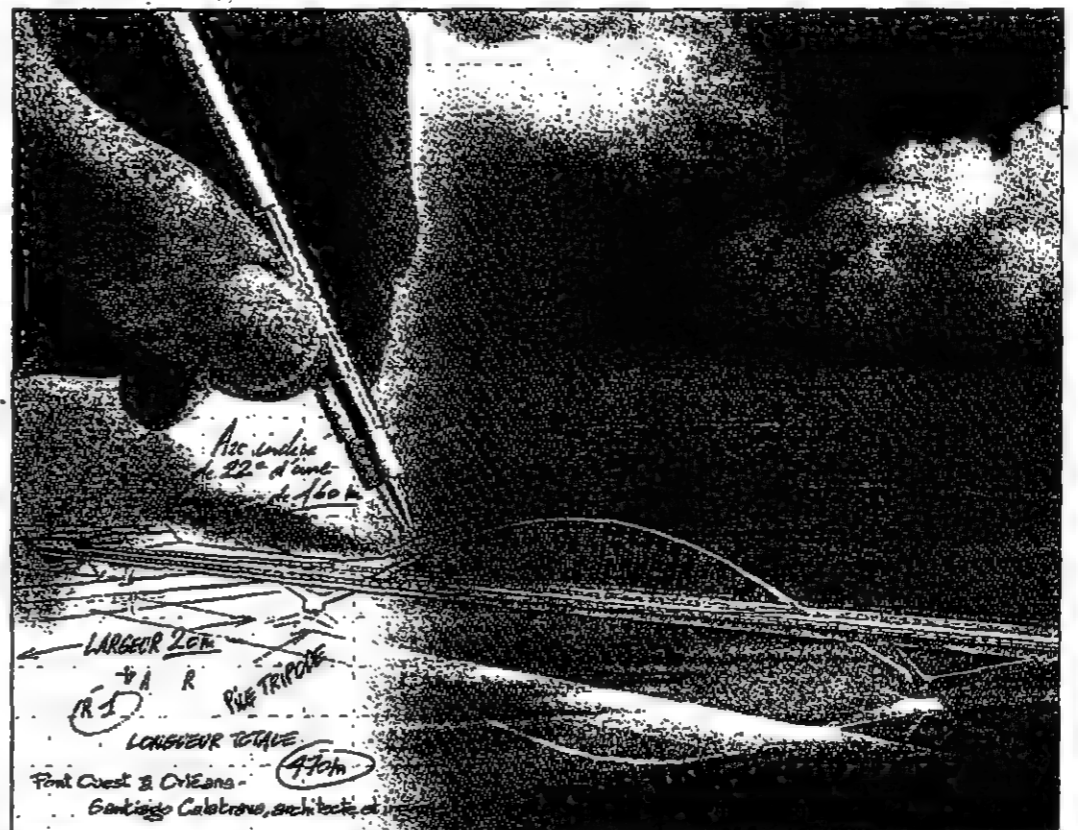
Le Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (Ciadt) ne serait-il qu'un exercice de clientélisme ministériel? « Il ne faut pas réduire le Ciadt à un concours du ministre le plus arrosé », corrige un conseiller. Mais « il se-

rait hypocrite de nier que chacun essaye de faire avancer son dossier ». Ainsi le pays de Morlaix (Finistère) devrait bénéficier d'un plan de dynamisation économique de 6 millions et d'un pôle de développement aéronautique. Ce dont se félicite Marilyse Lebranchu, secrétaire d'Etat aux PME et élue de la ville. Mais les ministres ne sont pas les seuls à trouver leur compte. Jean-Yves Le Drian, maire PS de Lorient, verra d'un bon œil la décision de mettre à la disposition du port de commerce et de pêche des infrastructures militaires, pour près de 30 millions. Concarneau, cité finistérienne chère à Louis Le Penec, ancien ministre de l'agriculture et de la pêche et nouveau sénateur, sera galvanisée par la création d'une cale sèche. « Ce n'est pas parce qu'un tel est maire ou député qu'on devrait se priver d'un coup de pouce de l'Etat! », avance un fonctionnaire de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar).

En fait, même les esprits les plus polémiques ne peuvent pas toujours tracer la carte du tendre des projets consacrés par le Ciadt. Ainsi, Tulle la Corrèzienne devrait se voir nantie d'un « pôle national de l'accordéon » - c'est chez elle que subsiste la seule fabrique d'accordéon de France - sans qu'on sache si cette délicate attention est d'abord destinée à Raymond-Max Aubert, maire RPR, patron de la Datar et proche de Jacques Chirac, ou à François Hollande, premier secrétaire du PS et député de la circonscription...

François Grosrichard et Béatrice Jérôme

F. Gr. et B. J.



RÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE

L'ORÉAL PROGRESS HOMME

Traitement anti-chute au **2,4 DPO®**

DIMINUE LA CHUTE DES CHEVEUX : en 6 semaines, 2 hommes sur 3 ont constaté son efficacité.*

*Etude européenne réalisée sur 394 hommes.



A Orléans

L'Avenir ne se fait pas attendre



ORLEANS

Le nouveau désordre africain

TOUTES les conditions sont réunies pour que l'Afrique impose en son centre. L'Angola n'a pas su venir à bout de ses vieux démons. Il est en guerre avec lui-même et impliqué chez ses deux voisins congolais, à Brazzaville et à Kinshasa. La République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) s'engue dans une crise inextricable qui met directement aux prises au moins une demi-douzaine de pays de la région. Le conflit interne au Soudan, qui oppose le Nord musulman au Sud chrétien et animiste, prospère d'autant mieux que l'Ouganda, l'Erythrée et l'Éthiopie, engagés sur d'autres fronts, sont moins enclins à soutenir les rébellions hostiles à Khartoum. L'Erythrée et l'Éthiopie, devenues sœurs ennemies, se disputent depuis huit mois sur leur frontière commune. Il ne manque qu'un catalyseur pour qu'une réaction en chaîne enflamme l'Afrique de l'océan Atlantique à la mer Rouge.

Une implacable logique semble frapper l'un après l'autre les pays de la région des Grands Lacs, de l'Afrique centrale et de la Corne. Un peu comme si les répliques du séisme qui a ravagé le Rwanda en 1994 n'en finissent pas de faire trembler le cœur du continent.

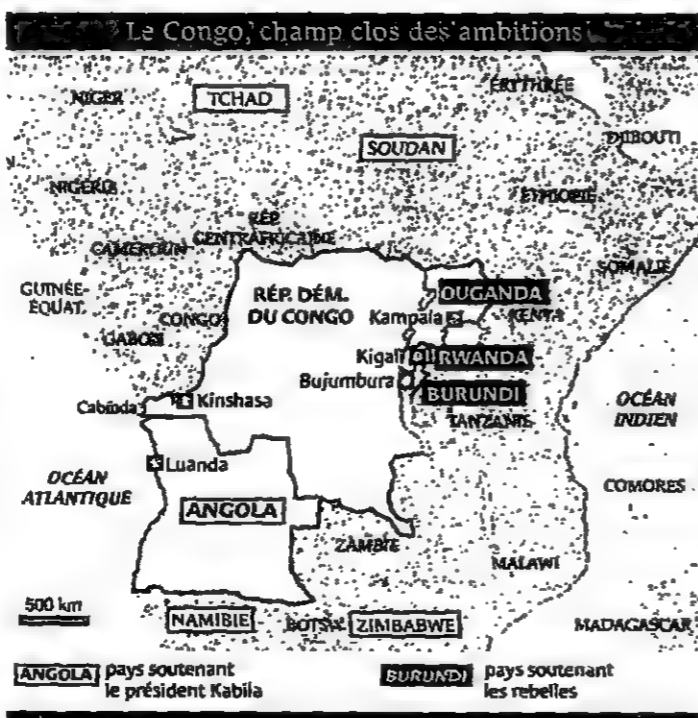
L'assassinat du président rwandais Juvénal Habyarimana et de son homologue burundais, Cyprien Ntaryamira, qui se trouvait à bord du même avion abattu par des apprentis sorciers, le 6 avril 1994, constitue le point de départ d'un des grands génocides du siècle. Plus de cinq cent mille Rwandais ont payé de leur vie le fait d'appartenir à la minorité tutsie ou, bien que membres de la majorité hutu, de s'être opposés au régime de Juvénal Habyarimana. Les extrémistes hutus, guidés par l'entourage du président défunt et encadrés par des milliers de militaires, ont été intraitables, massacrant en moins de cent jours plus d'un demi-million de personnes, utilisant des plans et des listes établies de longue date.

Les Tutsis du Front patriotique rwandais (FPR), qui avaient déjà tenté de s'emparer du pouvoir par la force en octobre 1990 et en février 1993, en envahissant le pays à partir de l'Ouganda voisin, ne parviennent à leurs fins qu'en juillet 1994, mettant du même coup un terme au génocide. Ils écrasent militairement les Forces armées rwandaises (FAZ) contraintes, après leur défaite, de prendre le chemin de l'exil. Les soldats rwandais, accompagnés dans leur départ par les Interahamwes, ces milliers hutus extrémistes et « génocidaires » de funeste réputation, entraînent dans leur sillage – ou poussent devant eux – quelques deux millions de civils qui se réfugient dans les pays voisins, au Burundi, en Tanzanie et au Zaïre. C'est dans le Nord et le Sud-Kivu, les provinces orientales de ce pays, qu'ils s'établissent en plus grand nombre, dans des camps qui portent en germe la fin politique du président zaïrois, le maréchal Mobutu Sese Seko.

En quelques semaines, après que les premières épidémies ont disparu, ces camps s'organisent avec l'aide de l'ancienne administration rwandaise, devenant de gros villages puis de véritables villes africaines, certains d'entre eux regroupant plus de deux cent cinquante mille réfugiés. Les anciens fonctionnaires, les ex-militaires et les Interahamwes imposent leur discipline, font régner leur loi, et organisent des raids en territoire rwandais pour entretenir l'insécurité dans l'est du pays désormais dirigé par la minorité tutsie.

Soutenus par l'Ouganda de Yoweri Museveni, les États-Unis et les pays de la région (à l'exception du Congo, du Centrafrique et du Soudan), les Rwandais se lancent en octobre et en novembre 1996 à l'assaut des camps de réfugiés dans l'est zaïrois, s'abritant derrière l'écran des rebelles de l'Alliance des forces démocratiques

Des alliances qui se font et se renversent. Des chefs d'Etat pusillanimes engagés dans des conflits qui grèvent leurs finances et découragent les investisseurs étrangers. Une révision à la baisse des prévisions de croissance pour 1999. L'Afrique centrale ne se remet pas de la tragédie rwandaise et de tous les séismes qui ont accompagné la fin du dictateur Mobutu. Malgré tous les espoirs placés par la communauté internationale dans les nouveaux dirigeants de cette Afrique, le cœur du continent noir est un camaïeu de puissances féodales en mal d'unité



pour la libération du Congo (AFDL) de Laurent-Désiré Kabila. A la mi-novembre, des camps dispersés par la force, quelques centaines de milliers de réfugiés rentrent au Rwanda. Les autres fuient la mitraille, les exécutions sommaires, les massacres et, pour certains, la prison et la justice qui les attendent au pays pour les crimes commis en 1994, choisissant de reprendre leur route vers l'ouest.

Les survivants arrivent à la frontière angolaise; certains gagnent le Centrafrique; quelques milliers entrent au Congo-Brazzaville; d'autres atteignent le Gabon et le Cameroun dans un état d'épuisement total. Les derniers – ceux qui ne sont pas massacrés sur place ou rapatriés de force – s'éteignent progressivement dans l'ex-Zaïre, victimes de la faim, des maladies ou des bêtes sauvages peuplant une forêt équatoriale particulièrement inhospitalière.

Les récits des témoins oculaires abondent, qui décrivent les massacres perpétrés à l'encontre de ces Hutus rwandais, pourtant placés sous la responsabilité du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) jusqu'à l'assaut donné à leurs camps. Ils parcourent des milliers de kilomètres à pied, traversant des terri-

toires hostiles, bouleversant l'ordre établi sur leur passage, semant leur malheur comme un feu de brousse se propage.

Le Rwanda et l'Ouganda sont prêts depuis le début de 1995 à intervenir dans l'est du Zaïre pour en « chasser » les réfugiés hutus, fauteurs d'instabilité. Les États-Unis ont donné leur feu vert. Ils viennent de faire le choix de soutenir, contre vents et marées, l'homme fort du Rwanda, le général Paul Kagame, vice-président et ministre de la défense. Washington juge en effet que le patron du FPR, au contraire de ses compagnons d'armes et des élites tutsies extrémistes, a un projet politique pour le Rwanda, ce qui, aux yeux du département d'État et du Pentagone, est en soi un élément modérateur et rassurant. Les Américains donnent, du reste, peu de temps après, à l'Armée patriotique rwandaise (APR, l'armée du FPR) les moyens matériels de mener des opérations sur le lac Kivu – notamment dans l'île rwandaise d'Iwawa où des extrémistes hutus sont concentrés et s'entraînent, et sur les presqu'îles zaïroises de Birava et d'Ijivi – avant de passer la vitesse supérieure et d'envoyer au Rwanda des instructeurs militaires.

Plusieurs milliers de jeunes Tutsis rwandais d'origine rwandaise, des Banyamulengés du Sud-Kivu ont été formés dans des camps d'entraînement au Rwanda, avant d'être réintégré dans l'est du Zaïre, à travers les frontières rwandaise et burundaise. C'est l'annonce officielle de l'opération d'un cancer de la prostate du maréchal Mobutu, le 22 août 1996, puis celle de l'incubation de sa maladie qui déclenche le processus. Les Banyamulengés, vivant dans les collines aux alentours d'Uvira, menacés par les tribus autochtones – qui contestent le bien-fondé de leur nationalité – et les militaires jaloux et avides des Forces armées zaïroises (FAZ), prennent les armes pour se protéger et défendre leurs terres fin septembre 1996, peu après qu'un duel d'artillerie eut opposé Rwandais et Zaïrois au-dessus du pont de la rivière Rusizi, entre Bukavu et Cyangugu.

Insurgés contre les autorités zaïroises, les Banyamulengés ont tôt fait de conquérir Uvira, puis Bukavu, et de se précipiter en direction de Goma, au nord du lac Kivu, ouvertement soutenus – voire dirigés – par des militaires rwandais et ougandais, les Burundais ayant fait le choix ostensible de se désengager assez vite. Au rythme de leur progression, Banyamulengés et soldats étrangers détruisent les camps et dispersent les réfugiés hutus quand ils ne réussissent pas à les forcer au retour.

L'armée zaïroise rapidement humiliée, les Banyamulengés s'en prennent, au passage, aux extrémistes hutus de Léonard Nyangoma, l'ancien ministre de l'Intérieur de Melchior Ndadaye, le premier président démocratiquement élu du Burundi, assassiné en octobre 1993 par des extrémistes tutsis. Ils sont, d'ores et déjà, en dehors du strict cadre de la revendication territoriale. Il leur faut trouver une nouvelle justification pour poursuivre plus avant leur entreprise. Le 25 octobre 1996, ils affirment subitement vouloir renverser le régime du président Mobutu... et annoncent avoir été rejoints par d'autres opposants zaïrois. Quatre nébuleuses politiques, implantées dans le Nord et le Sud-Kivu, et proches du pouvoir ougandais, s'unissent au sein d'une Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) dont le coordinateur, et futur président, n'est autre que Laurent-Désiré Kabila, vieux cheval de retour de la politique zaïroise et ancien compagnon de route de Patrice Lumumba.

LA TOUSSAINT, la ville de Goma tombe à son tour. Les Banyamulengés et les soldats de Kigali évacuent les organisations humanitaires et les journalistes vers le Rwanda, laissant la ville sans témoins. Deux semaines plus tard, les « rebelles » zaïrois et les soldats rwandais donnent l'assaut au camp de Mugunga, où sont regroupés les réfugiés hutus de la région, et jettent sur les routes et les pistes quelques sept cent mille personnes. La première partie du plan mis au point par l'Ouganda et le Rwanda, avec l'aval des États-Unis, s'achève: les camps de réfugiés menaçant la stabilité du Rwanda n'existent plus. Les autorités de Kigali, les Américains et finalement le HCR peuvent alors annoncer que tous les réfugiés sont rentrés au Rwanda... Plusieurs centaines de milliers d'entre eux continuent, en fait, de progresser à l'intérieur du Zaïre, inexorablement pourchassés par les troupes de M. Kabila et les soldats rwandais.

Les nouveaux objectifs de l'AFDL et de ses alliés rwandais et ougandais sont désormais la prise de Kinshasa et la chute du dictateur honni, le maréchal Mobutu Sese Seko, au pouvoir depuis trente-deux ans. L'homme à la toque de kéopard cristallise tous les ressentiments de la région. Ce dinosaure de la guerre froide, longtemps considéré par le monde occidental comme la dernière digue pouvant contenir le flot marxiste-léniniste qui a déferlé sur le continent africain au lendemain des indépendances, le champion

du monde libre et la créature de la CIA, a fini de rendre service. Après l'effondrement du mur de Berlin, l'avènement du multipartisme en maints pays et les efforts plus ou moins affirmés en faveur de la démocratisation, le maréchal Mobutu semble curieusement anachronique. Après avoir fait traîner la transition politique pendant sept longues années au Zaïre, il est toujours en mesure de déstabiliser ses voisins: à l'est, en entretenant des mouvements de guérilla hostiles à Kampala et Kigali; à l'ouest, en continuant – par intérêt mutuel – à soutenir son vieil ami Jonas Savimbi, chef autoritaire de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), toujours en rébellion contre le régime de Luanda.

A marche forcée, les troupes de l'AFDL, fermement soutenues par le Rwanda et l'Ouganda, mais bénéficiant aussi de l'appui décisif de l'armée gouvernementale angolaise, de l'appoint ponctuel de la Zambie et du soutien sud-africain, traversent le Zaïre, s'emparant des villes, qui basculent, les unes après les autres, la plupart du temps sans combats. Kisangani, la capitale du Haut-Zaïre, tombe le 15 mars

Une implacable logique semble frapper l'un après l'autre les pays de l'Afrique centrale, comme si les répliques du séisme qui a ravagé le Rwanda en 1994 n'en finissent pas de faire trembler la région

1997: Mbuji-Mayi, la capitale du Kasai-Oriental et du diamant, le 4 avril, cinq jours avant Lubumbashi, la deuxième ville du pays et capitale de la province minière du Katanga (ex-Shaba).

Avec le succès, et assuré de ses arrières, Laurent-Désiré Kabila prend l'assurance. Il refuse toute négociation n'impliquant pas le départ immédiat de Mobutu Sese Seko. Celui-ci a perdu dès janvier tout espoir d'inverser le cours de l'histoire. La fameuse « contre-offensive totale et foudroyante » annoncée avec éclat par le premier ministre, Léon Kengo wa Dondo, a fait long feu. Les mercenaires recrutés ne sont pas à la hauteur, l'argent collecté pour réarmer les militaires et payer leurs soldes est détourné, comme à l'accoutumée, par la nuée d'intermédiaires douteux et cupides qui prospèrent dans les allées du pouvoir zaïrois. La messe est dite. Le 17 mai les troupes de l'AFDL entrent dans Kinshasa.

Mobutu Sese Seko, le flamboyant maréchal, autrefois reçu dans toutes les capitales occidentales avec les honneurs, a quitté discrètement la veille, sa résidence du camp Tshatshi pour Gbadolite, son « village » au bord de l'Oubangui, dans sa province natale de l'Équateur, au nord du pays. Il compte y séjourner; peut-être même pense-t-il y prendre ses quartiers, comme il l'a fait pendant des années, passant de l'un à l'autre de ses palais. C'est finalement chassé par les siens qu'il quitte son fief. Les membres du clan du général Mahele Bokungu Likoko, le dernier chef d'état-major zaïrois, ne pardonnent pas aux Nbandis de la division spéciale présidentielle (DSP) de l'avoir assassiné avant de quitter la ville, pour lui faire payer ses négociations avec les troupes de Laurent-Désiré Kabila sur la reddition de Kinshasa, afin d'éviter un inutile bain de sang.

L'avion du maréchal décolle in extremis de Gbadolite, essayant des rafales d'armes automatiques, pour Lomé, la capitale du Togo, où

Gnassingbé Eyadema, le doyen des chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest, accueille son ami pour quelques jours seulement. Le « Grand Léopard » n'est plus fréquentable. Il doit poursuivre sa route vers le Maroc où le roi Hassan II lui accorde l'asile. C'est à Rabat que Mobutu Sese Seko meurt en septembre des suites de sa maladie.

Entre-temps, Laurent-Désiré Kabila, le torse nu du dictateur, devenu la coqueluche de « politique correcte occidentale » et d'une partie de l'Afrique, se proclame président de la République démocratique du Congo (RDC) le 29 mai 1997, en présence des chefs d'Etat de la région qui l'ont fait roi et dont un seul, le Zambien Frederick Chiluba, a effectivement affronté chez lui le suffrage universel, au cours d'élections vraiment pluralistes. Devenu chef d'Etat, M. Kabila donne le ton. Il confirme immédiatement la suspension des activités politiques, menaçant les partis désobéissants de représailles. Ses militaires s'installent en ville et font régner l'ordre – du moins le leur –, martyrisant à l'occasion les dames et s'emparant des villas cossues et des voitures appartenant aux dignitaires du régime déchu. La majorité d'entre eux ne parlent ni le lingala ni le français, mais le swahili – une langue de l'est – et le kinyarwanda, car un grand nombre de soldats et d'officiers rwandais s'installent aussi à Kinshasa.

LAURENT-DÉSIRÉ KABILA rétablit partiellement la sécurité dans les rues de la capitale. Il remet un semblant d'ordre dans les comptes de la maison Congo, grâce à la compétence des fonctionnaires et du directeur de la Banque centrale, il émet une nouvelle monnaie, le franc congolais, qui remplace le zaïre et qui naît sur des bases saines, le 30 juin 1998, après plusieurs mois de temporisation. Mais il empêche avec une insolente constance plusieurs missions d'enquête des Nations unies de faire la lumière sur les massacres de réfugiés rwandais hutus dans l'est et le nord du pays lors de sa marche victorieuse vers Kinshasa, s'attirant ainsi les foudres de la communauté internationale qui refuse, en punition, de lui ouvrir les cordons de sa bourse.

Il met aussi ses menaces à exécution en arrêtant plusieurs dirigeants politiques, dont Joseph Olengankhoy, le président des Forces novatrices de l'union sacrée (Fonus), un homme très populaire, proche d'Etienne Tshisekedi, le chef incontesté de l'Union démocratique pour le progrès social (UDPS), figure de proue de l'opposition radicale au régime de Mobutu. Il arrête également Arthur Z'Abidi Ngoma, le président des Forces du futur, un ancien haut fonctionnaire de l'Unesco, candidat malheureux au poste de premier ministre pendant la transition. Joseph Olengankhoy et Arthur Z'Abidi Ngoma sont incarcérés à Kinshasa, puis transférés à Lubumbashi où ils sont jugés en mai. Le premier est condamné à vingt ans d'emprisonnement, le second est libéré sous la pression de la communauté internationale. Etienne Tshisekedi est lui aussi interpellé avant d'être déporté vers le Kasai, sa région natale, où il reste plusieurs mois en résidence surveillée.

Le mécontentement grandit. Les Kinois ne voient pas leur quotidien changer. Ils ont accueilli Laurent-Désiré Kabila en libérateur; ils vivent avec un Mobutu-bis qu'ils soupçonnent même d'être encore plus corrompu que son prédécesseur. Les cercles du nouveau pouvoir le sont, eux, en tout cas. M. Kabila fait valser les têtes. Les ministres défilent au gouvernement. Ils sont arrêtés, interrogés et parfois torturés. Un ministre des finances se fait pincer en expédiant une boîte à chaussures remplie de 300 000 dollars à son épouse restée aux États-Unis: il est interpellé, mis en disgrâce... et nommé à l'agriculture, avant de retrouver son portefeuille le jour même du limogeage de son successeur soupçonné d'indécence.

صحة الأصل

icain

L'entourage le plus proche n'est pas épargné. Les responsables de la sécurité changent souvent, ceux des services secrets aussi. Aucun cercle n'est à l'abri de la paranoïa présidentielle.

Au début de cette année, les autorités décident de « congoliser » l'armée et l'administration. Le président Kabila - qui est aussi ministre de la défense - nomme d'anciens militaires des FAZ qui ont servi sous Mobutu, et notamment des officiers, dans l'est du pays. Il entend également de « diluer » les régiments de Banyamulenges dans les autres corps des Forces armées congolaises (FAC) stationnées sur l'ensemble du territoire national. Ceux-ci refusent, exigeant de rester dans leur région d'origine, en unités constituées.

UN vent de mutinerie souffle sur le Kivu, dans le même temps qu'une tension sensible apparaît dans les relations de Kinshasa avec Kampala et Kigali. Elle atteint un paroxysme quand, à la veille du 17 mai, les présidents ougandais, Yoweri Museveni, et rwandais, Pasteur Bizimungu, font savoir qu'ils ne participeront pas à un sommet international organisé en marge des cérémonies commémorant le premier anniversaire de l'accession au pouvoir de M. Kabila, auquel seize chefs d'Etat sont conviés. C'est un fiasco ! Thabo Mbeki, le vice-président sud-africain et dauphin de Nelson Mandela, repart le soir même de son arrivée. Seul le président du Zimbabwe, Robert Mugabe, reste pour les festivités organisées dans le stade qui a vu, un an plus tôt, le couronnement de M. Kabila.

Les relations entre les anciens alliés sont au plus bas. Elles plongent encore un peu plus lorsque Laurent-Désiré Kabila annonce, le 27 juillet, qu'il met fin à la présence de tous les militaires étrangers au Congo. Les Rwandais sont les premiers visés : ils sont au plus haut niveau dans l'armée et encadrent un grand nombre de régiments. James Kabarebe, un Ougandais d'origine rwandaise, est le chef d'état-major. Il doit évidemment quitter son poste. C'est lui qui, le 17 mai, devant un stade à moitié plein, avait salué le tir-à-peu congolais au nom des forces armées lors de l'anniversaire de l'arrivée au pou-

provinces du Nord et du Sud-Kivu. Le même jour, des Banyamulenges et des soldats gouvernementaux échangent des coups de feu dans les rues de Kinshasa.

Quinze mois, à peine, après la fin de la guerre de « libération » et l'éviction du maréchal Mobutu Sese Seko obtenue après une courte épopée militaire, le régime du président Kabila est lui-même menacé par une coalition formée de ses anciens alliés, ceux qui l'avaient mis en place en mai 1997. L'Ouganda et le Rwanda font grief à M. Kabila d'avoir laissé des mouvements rebelles, qui leur sont hostiles, utiliser l'est de la RDC comme sanctuaire. Ils s'investissent aux côtés des Banyamulenges. Yoweri Mu-

Wamba, un professeur d'histoire vivant jusqu'alors en Tanzanie. Il a travaillé sur des concepts de démocratie africaine et de réconciliation nationale. Il est proche de l'ancien chef d'Etat tanzanien, Julius Nyerere, et s'enorgueillit d'avoir les bonnes grâces de Kigali.

Les deux hommes prétendent, à tour de rôle, diriger le mouvement. De temps à autre apparaissent des figures de l'ancien régime, comme Lunda Bululu, qui fut premier ministre de Mobutu en mai 1990 et, plus tard, ministre des affaires étrangères de Léon Kengo wa Dondo. Les Tutsis autrefois proches de Laurent-Désiré Kabila, qui ont fui Kinshasa en juillet (MM. Ka-

daise pour déboulonner l'indésirable M. Kabila est sur le point d'aboutir. Dix jours plus tard, la situation semble désespérée. Des groupes de rebelles infiltrés dans Kinshasa se préparent à prendre l'aéroport de Ndjili et la radio. Des éléments de l'ancienne division spéciale présidentielle (DSP) de Mobutu attendent à Brazzaville que la piste soit sous contrôle pour atterrir. Le nouvel ambassadeur américain est, lui aussi, en stand-by de l'autre côté du fleuve, prêt à traverser pour reconnaître officiellement la rébellion. C'est à ce moment que les autorités kinoises appellent la population à résister, à débarrasser les rebelles et plus précisément les Tutsis. L'argument nationaliste et xénophobe est entendu. La chasse à l'homme commence à Kinshasa alors que les premiers soldats zimbabwéens accourent à la rescousse d'un pouvoir qui semble moribond.

Les Kinois ont accueilli Laurent-Désiré Kabila en libérateur : ils vivent avec un « Mobutu-bis » qu'ils soupçonnent même d'être encore plus corrompu que son prédécesseur

sevent reconnaît assez vite l'engagement de ses troupes. Paul Kagame mettra plus de deux mois à admettre officiellement - sous la pression de Nelson Mandela - la présence de soldats rwandais en territoire congolais. Ironie de l'histoire, c'est au tour de Laurent-Désiré Kabila d'accuser l'Ouganda et le Rwanda d'avoir « agressé » son pays et ourdi « un vaste complot » contre lui, utilisant les mêmes mots que le maréchal Mobutu deux ans plus tôt.

La rébellion progresse d'autant plus rapidement dans le Kivu que plusieurs unités congolaises se rallient à sa cause. Le 6 août, les rebelles contrôlent Uvira, Bukavu et Goma. Le lendemain, des commandos transportés par un audacieux pont aérien imaginé par le « commandant James », de nouveau en guerre contre Kinshasa, s'emparent de la courte façade atlantique du pays et de la partie de territoire courant entre l'Angola et le Cabinda, l'enclave

raha, Bugera et Nyarugabo), ont aussi rejoint le mouvement. Deogratias Bugera est l'un des quatre signataires de l'accord de Lemera. L'actuel fondateur de l'AFDL, en octobre 1997, avec Joseph-Désiré Kabila, Anselme Masasu Nindanga (emprisonné depuis la fin 1997) et Kisase Ngandu (assassiné sur les routes du Nord-Kivu en janvier 1997). Pour être hétéroclite - il est formé de déçus du kabilisme, d'anciens mobutistes et d'opportunistes sans scrupules - le RCD n'en représente pas moins l'aile politique de la rébellion qui revendique sa place à la table des négociations. La branche militaire, dirigée par le commandant Jean-Pierre Ondekane, un ancien des FAZ, est sous la coupe directe des états-majors ougandais et rwandais.

Les étrangers évacuent Kinshasa dès le 15 août. La ville est sérieusement menacée. La guerre-éclair minutieusement préparée par la coalition rwando-ougan-

DANS le même temps, et dans la discrétion, l'Angola a dépêché ses militaires dans l'Ouest. Ils sont entrés dans la province du Bas-Congo en provenance de l'enclave de Cabinda et du nord de l'Angola. En quelques jours, ils infligent une cuisante défaite aux commandos rebelles et rwandais qui sont contraints de se replier. On prête alors au président angolais Dos Santos ces paroles : « Si j'avais su que c'était si facile, j'aurais pris moi-même le Zaïre. » Le « commandant James » quitte in extremis la base de Kitiona avant qu'elle ne tombe aux mains des Angolais. Les Namibiens se joignent au Zimbabwe et aux Angolais pour soutenir Laurent-Désiré Kabila, président de la RDC, un Etat admis, en 1997, au sein de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), un ensemble composé de quatorze pays, l'exemple le plus avancé d'intégration régionale en Afrique. Officiellement ces trois pays n'ont fait que répondre à la demande d'un autre pays membre de la SADC victime d'une agression extérieure. Cette trêve sauve le régime de Laurent-Désiré Kabila qui continue à parcourir le continent à la

recherche d'autres appuis. Il se rapproche de l'Afrique francophone et participe, le 24 septembre, au sommet de Libreville, au Gabon, qui lui affirme son soutien. Il visite aussi à plusieurs reprises la Libye du colonel Kadhafi et le Soudan d'Omar El Béchar, deux pays frappés de sanctions par les Nations unies. Au lendemain du sommet de Libreville, le Tchad entre dans la danse - vraisemblablement avec la bienveillance de la France - et envoie un premier contingent de mille hommes, bientôt suivi d'un autre, en République démocratique du Congo. Tripoli finance les troupes tchadiennes qui sont transportées avec leur matériel par l'armée de l'air angolaise.

Les relations entre les anciens alliés sont au plus bas. Elles plongent un peu plus lorsque M. Kabila, le 27 juillet, met fin à la présence de tous les militaires étrangers au Congo. Les Rwandais sont les premiers visés

Le Soudan réaffirme régulièrement son soutien politique à Laurent-Désiré Kabila. Mais aucune unité combattante soudanaise n'a été vue sur le terrain, en dépit des affirmations répétées de la rébellion. Partant du principe bien compris suivant lequel « les ennemis de mes ennemis sont mes amis », Khartoum et Kinshasa s'entendent sur le dos de Kampala, confronté à plusieurs rébellions : l'Armée de résistance du Seigneur (ARS), un mouvement millénariste qui veut imposer les Dix commandements comme loi fondamentale au pays, opère dans le nord de l'Ouganda ; l'Alliance des forces démocratiques (ADF), formé d'un agrégat de fondamentalistes musulmans, d'anciens membres de l'Armée de libération nationale de l'Ouganda (ANLO) et, vraisemblablement, d'extrémistes hutus rwandais, sévit dans l'Ouest ; le Front de libération de la rive occidentale

du Nil (FLRON), composé de fidèles de l'ancien dictateur Idi Amin Dada, est actif dans le Nord-Ouest. Ces mouvements sont soutenus par le Soudan qui tente de les fédérer.

Après quatre mois de guerre, deux blocs militaires sont donc face à face en RDC, sur une ligne de front qui coupe le pays du nord au sud entre Kisangani et Kindu. Les rebelles, les Rwandais et les Ougandais sont à l'est de cette ligne, les troupes de Kinshasa, et les forces tchadiennes, angolaises, namibiennes et zimbabwéennes sont à l'ouest et dans le sud. Les uns et les autres continuent de se renforcer. L'Ouganda vient de toucher soixante-quatre nouveaux chars. La coalition gouvernementale masse des troupes dans le Kasai oriental pour protéger la région diamantifère.

Aucune des tentatives de médiation n'a abouti jusqu'à présent. Pas moins d'une quinzaine de sommets internationaux ou régionaux ont été organisés. Tous se sont conclus sur un constat d'échec. La promesse faite à Paris, fin novembre, en marge du XX^e sommet franco-africain, par les pays impliqués dans le conflit, de s'engager à bientôt cesser les hostilités n'a pas été suivie d'effet. Le rendez-vous prévu à Lusaka, en Zambie, le 8 décembre, a été annulé. Elle devait pourtant préparer le sommet de Ouagadougou (prévu les 17 et 18 décembre), la capitale du Burkina Faso, et la signature formelle d'un cessez-le-feu entre les protagonistes de cette guerre atypique. Chacun d'entre eux est confronté à de graves problèmes internes politiques, économiques, voire militaires, comme le sont l'Angola, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi. Tous ont des frontières communes avec des pays en crise, ou en guerre comme le sont depuis huit mois l'Erythrée et l'Éthiopie qui, en se disputant quelques centaines de kilomètres carrés, achèvent de transformer toute la Corne de l'Afrique en une zone de conflit.

L'ANNÉE avait pourtant démarré sous de bons auspices dans cette région d'Afrique. Bill Clinton était venu, en mars, dire sur place les espoirs qu'il fondait sur un certain nombre de pays, sur cette « nouvelle génération de dirigeants » qui n'allaient pas manquer de tirer le continent - à force d'exemple - vers la « renaissance africaine » tant attendue et vantée par les Sud-Africains Nelson Mandela et Thabo Mbeki. Il épinglait au tableau d'honneur, sans les désigner nommément, le ougandais Yoweri Museveni, le rwandais Paul Kagame, l'éthiopien Meles Zenawi, l'erythrien Issaias Afewerki et, en dépit de sévères critiques, Laurent-Désiré Kabila.

Mauvaise pioche ! Tous ces chefs d'Etat ou de gouvernement sont impliqués dans des conflits ou des guerres qui grèvent les budgets de leurs pays et découragent les investisseurs étrangers dont ils attendent pourtant beaucoup. Et la Banque mondiale vient de réviser - à la baisse - ses prévisions pour la croissance économique sur le continent. Cette « nouvelle génération de dirigeants » n'est pas plus porteuse d'exemple que les autres.

Mais les temps ont changé et l'Afrique essaie, vaillamment, presque quarante ans après les indépendances, de trouver seule des solutions à ses problèmes, donnant un coup de jeunesse au concept désuet du panafricanisme - l'un des principes fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), une institution sans moyens ni pouvoirs, mais nécessaire - proné jadis avec virulence par le Ghanéen Kwame Nkrumah.

Frédéric Fritscher
Dessin : Nicolas D'Olce

voir de M. Kabila. C'est lui aussi qui commandait les troupes de l'AFDL quand elles donnaient la chasse aux réfugiés hutus dans l'est et le nord du pays. Son nom est cité par l'une des missions d'enquête des Nations unies sur les massacres de réfugiés hutus, qui utilise les termes « génocide » et « crimes contre l'humanité » dans le texte accablant de son rapport.

Plusieurs personnalités tutsies quittent aussi le pays. Celles qui étaient à l'étranger ne reviennent pas. Bizima Karaha, ministre des affaires étrangères, Deogratias Bugera, ministre sans portefeuille et ancien secrétaire général de l'AFDL, et Moïse Nyarugabo, ancien secrétaire particulier de M. Kabila, sont du nombre. Le « commandant James » veille lui-même au départ des militaires tutsis vers le Rwanda. Six avions quittent Kinshasa le 28 juillet ; il prend place à bord du troisième.

Dans l'est du pays, les soldats banyamulenges se sentent menacés après le départ des militaires rwandais et lancent, le 2 août, un mouvement de rébellion armée dans les villes de Goma et Bukavu, respectivement capitales des

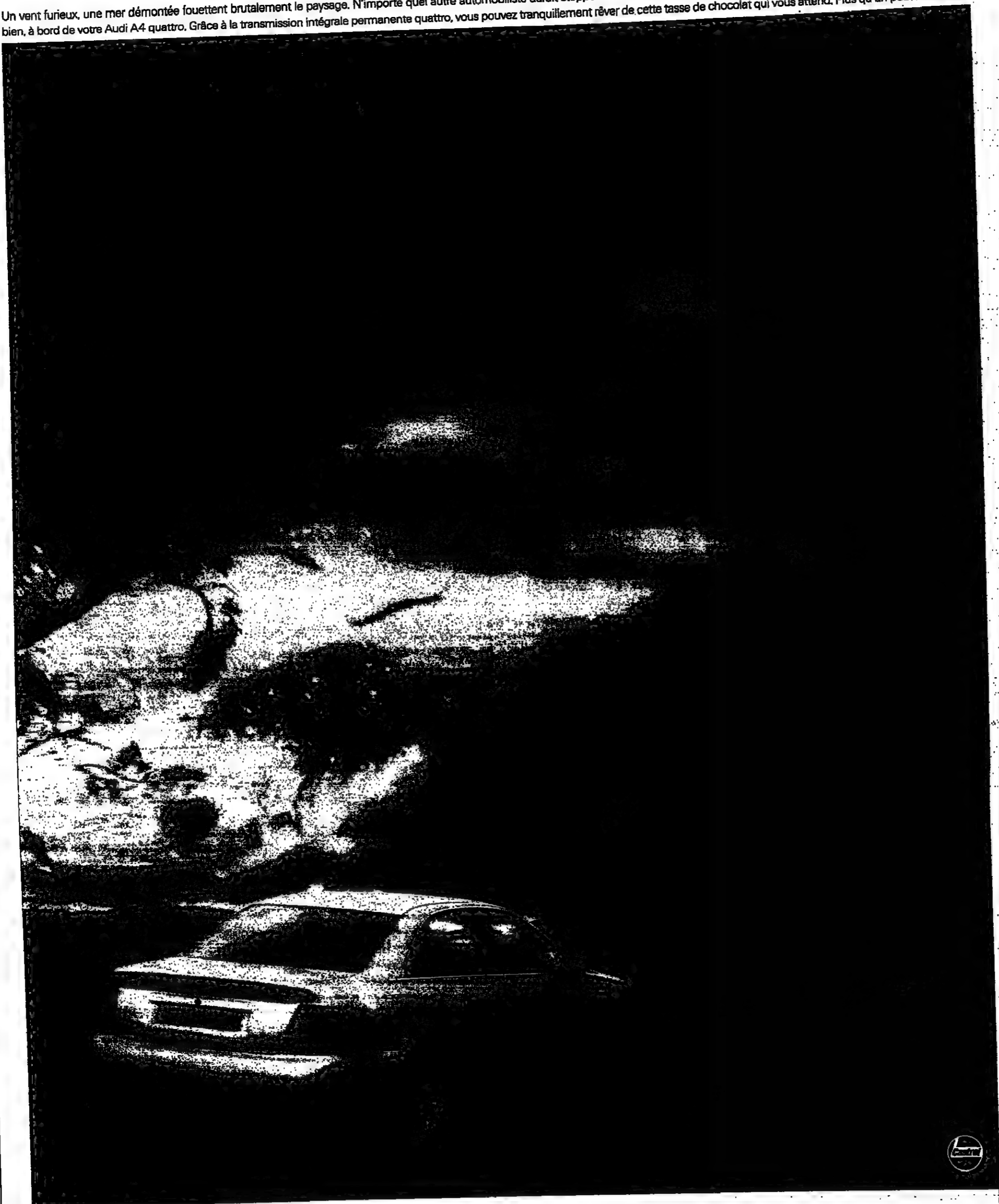
angolaise pincée entre les deux Congos. C'est une région stratégique, avec le port de Matadi et le barrage électrique d'Inga, sur le fleuve Congo. Les rebelles sont à quelques jours de marche de Kinshasa et peuvent couper quand ils le veulent l'électricité et l'oléoduc alimentant la capitale.

Le 16 août, la nébuleuse des rebelles annonce la création d'une structure politique, le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD). Arthur Z'Ahidi Ngoma réapparaît en terre africaine. Il affirme diriger le mouvement et semble jouir de la bénédiction de Yoweri Museveni auprès de qui il a été introduit par son ami Idriss Debby, président du Tchad, auquel il a jadis donné des cours de droit international. Quelques jours plus tard surgit à son tour Wamba dia



مركز الأبحاث

Un vent furieux, une mer démontée fouettent brutalement le paysage. N'importe quel autre automobiliste aurait stoppé son véhicule. Mais vous, vous n'êtes pas en danger mais tout simplement bien, à bord de votre Audi A4 quattro. Grâce à la transmission intégrale permanente quattro, vous pouvez tranquillement rêver de cette tasse de chocolat qui vous attend. Plus qu'un petit kilomètre...



Audi A4 quattro

Pas de quattro, pas de chocolat chaud.

20-25 Audi
1507 France
1507 9 6348
<http://www.audi-france.com>



millions de
En Macédoine,
...

صكنا من الاصل

Des millions de Riskine

par Bertrand Poirot-Delpech

TOUTES les vieilles photos de classe se ressemblent. Bras croisés et jambes en losange, les bons élèves entourent le professeur, man- teau sur les épaules. Les cancracs campent sur plus vieux d'un redoublement. Les regards fixent un même point. Ce devait être l'objectif. Avec le recul d'un demi-siècle, on découvre que ce point s'appelait l'avenir, pas moins. Le droit à un futur, un seul élève de la troi- sième A5 de Louis-le-Grand en sera privé, crime d'être né juif, Youra Riskine quittera Drancy le 23 juin vers une mort immédiate à Auschwitz. Il venait d'avoir quinze ans.

J'ai souvent évoqué ce crime contre l'humanité, accompli dans une relative indifférence des adultes. Je jure que, ce jour-là, les nazis n'ont pas seulement massacré un innocent : ils ont privé le siècle d'un génie, d'un cadeau, en tout cas des promesses d'une ironie souveraine. Que Riskine eût enrichi le savoir, l'art, notre regard sur la vie, d'autres condisciples en sont aussi convaincus ; Henri Ader, ancien ba- tonnier de Paris, Jean-Maurice Verdier, ancien président de Nanterre, Étienne Delaporte, De- mandez à Poursin, Sieff, Bizot, Dommenge, Malgrange, Legrand, Goyard... (Étonnant comme les noms reviennent à l'appel, à cause de lunettes, d'une mèche en épi, d'une veste avachie, d'un pantalon de golf !)

Elève de la « troisième », voisine - nous « avions » Tréneau, en lettres, et non Allard,

puis Michelin et non Chatelain - je ne connais- sais Riskine que par certains cours communs, par les blagues de galeries, et par le jeu des ré- putations si fortes qu'elles gagnent tout un lycé- e. Celui qui approchait le plus notre prodige, c'était Alain Sené, le plus éloigné de lui sur la photo de 1942, mais admis dans une intimité que Riskine jouait à décourager. Par chance, Sené a tenu un Journal. Il y manifestait une perception des événements mondiaux très en avance sur la mélasse de bons sentiments où m'avaient personnellement empêtré le scou- tisme et l'absence d'hommes à la maison. A la Libération, il mettrait ses petits seize ans au service de la Résistance, les armes à la main.

Serge Klarsfeld, l'avocat et président des Fils et Filles de déportés juifs de France, a raison de penser que la justice et la mémoire passent par la restitution aux disparus de leur « vécu », si abrégé fût-il. Après avoir tiré de l'oubli les convulsions, les identités, les vies fauchées à Izuel, il allait de soi qu'il publiât les extraits du Jour- nal de Sené concernant Riskine (*Des millions de Riskine* ; commandes au 32, rue La Boétie, 75008 Paris ; tél. : 01-45-61-18-78).

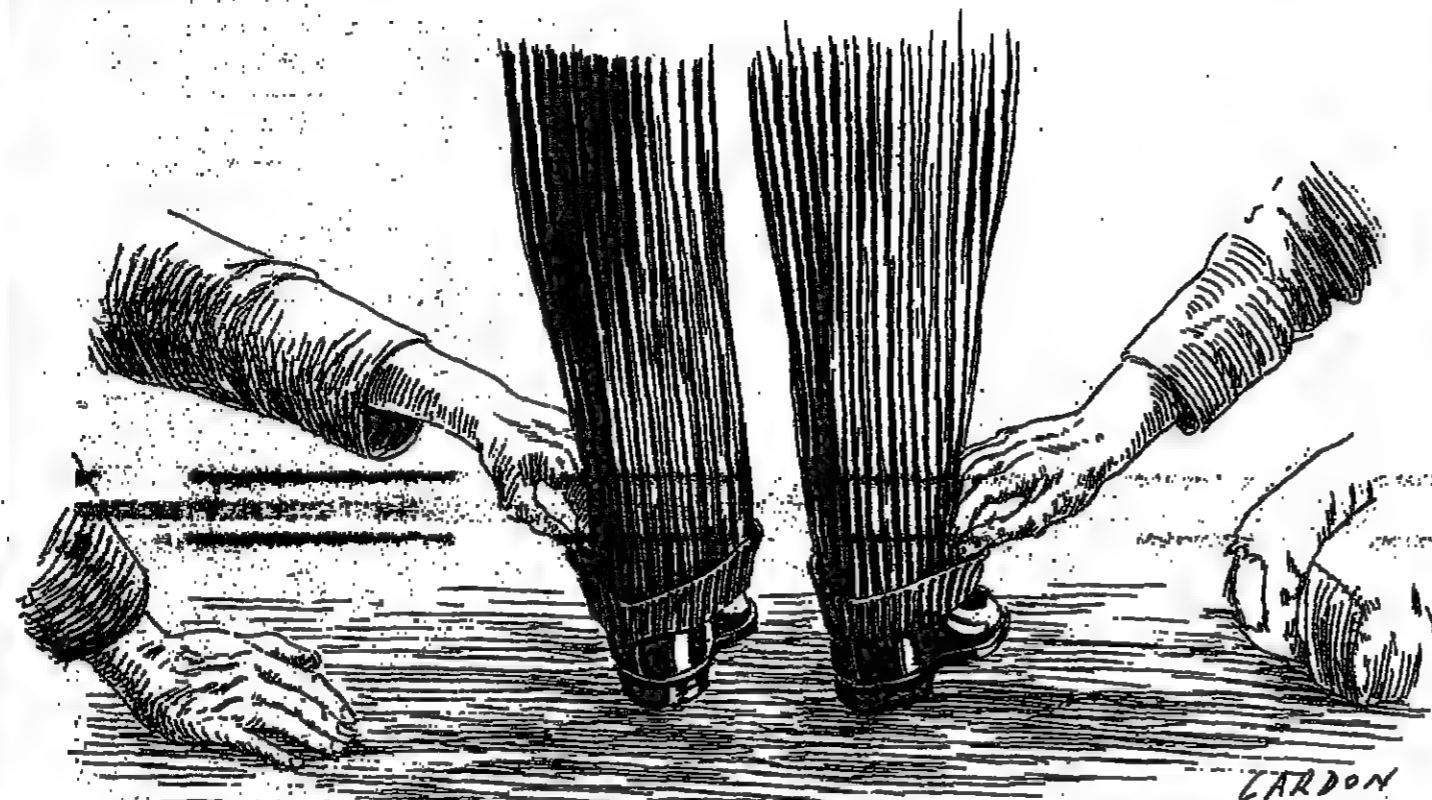
On ne raconte pas une amitié, moins encore lorsque s'y mêlent l'insouciance farceuse de toute jeunesse et le pressentiment d'un péril qui tombera comme la foudre. Une génération entière de lycéens a respiré cet air vicié de Paris sous la botte allemande, éprouvé ces fatras, ces froids, ces terreurs et ces fous rires arrêtés net. Ils nous ont marqués à vie, comme l'odeur fade

des biscuits distribués en classe, des vête- ments élimés, des chiffons de « marmites nor- végiques », de tous les ersatz, y compris ceux d'une culture de catacombes. Et par là-dessus les yeux pâles de Riskine, ses plaisanteries ra- vagées, son sourire flottant, qu'il nous faut imaginer enfoncé dans un train durant des jours et des nuits, puis se figeant devant l'es- planade de Birkenau...

Même très longtemps après, les chagrins d'enfant se laissent distraire par une velle. En lisant Sené, je n'ai plus pensé qu'à re- trouver le vrai nom de notre professeur d'ang- lais, un Noir dandy à grosses lunettes et car- me à pommeau, que Riskine avait surnomé Bouli-Boula-Blanchette. Léopold, il s'appelait ! Ses bagues couraient sur les notes d'un piano droit. Il nous apprenait un « hymne au lycée » de sa composition. Le monde était en ordre, à ses yeux, puisque l'accord restait pos- sible sur les dièses, les bémols et les verbes irréguliers. De la musique avant toute chose !

L'actualité de 1998 enveloppe d'un jour lu- gubre, d'un jour d'Occupation, les supputa- tions sur ce que serait Riskine devenu si... (normalien, pianiste, peintre, ministre, heu- reux homme ? Tout cela à la fois ?). Que, cin- quante ans après le cauchemar, la France s'in- téresse encore aux intrigues d'hommes politiques pour qui le supplice de Riskine, ce crime suprême du siècle, ne fut qu'un détail, personne n'aurait osé l'imaginer. Personne n'aurait eu ce pessimisme d'Apocalypse !

Miettes par Cardon



En Macédoine, une main tendue à la minorité albanaise

ALORS que le règlement de la crise au Kosovo paraît encore lointain, le nouveau gouvernement macédonien, issu des élections législatives de novembre, tente de désamorcer les tensions intereth- niques entre la majorité « slavo-macédonienne » et la forte minorité albanaise, qui s'estime victime de discriminations.

Signe d'apaisement, le nouveau premier ministre macédonien, Ljubco Georgievski, vient d'offrir cinq portefeuilles ministériels au Parti de la prospérité démocratique albanaise (PPDA) d'Arben Xhaferi. Cette proposition était inattendue. La coalition de droite « Pour le changement », formée par le VMRO-DPMNE de M. Georgievski, et l'Alternative démocratique (DA) de Vasil Tupurkovski n'avait pas besoin du soutien des 10 députés PPDA, les élections législatives de novembre leur ayant assuré 62 des 120 sièges du Parle- ment unicaméral.

« C'est un petit miracle », a commenté M. Xhaferi. Le PPDA est la plus radicale des deux principales formations qui défendent les inté- rêts des 23 % d'Albanais de Macé- doine - selon un recensement offi- ciel contesté par les Albanais. Rien ne prédisposait le PPDA à s'en- tendre avec les nationalistes slavo-macédoniens du VMRO-DPMNE, lointains héritiers de l'Organisa- tion révolutionnaire intérieure ma- cédonienne qui mit les Balkans à feu et à sang au début du siècle. Peu avant qu'il n'entre au gouver- nement, le PPDA était encore ac- cusé de « sécessionnisme » par l'ac- tuel premier ministre.

L'arrivée de ministres du PPDA est « la preuve d'une bonne disposi-

tion vis-à-vis des Albanais, un geste d'ouverture », remarque Michel Roux, professeur à l'université de Toulouse et spécialiste des Bal- kans. « Mais est-ce le signe que le pouvoir fera des concessions ou est- ce une manœuvre pour mieux les contrôler », se demande-t-il. Le gouvernement précédent du so- cial-démocrate Branko Crvenkovski comptait déjà des représen- tants de la minorité albanaise. Mais il avait alors choisi de s'allier avec la plus modérée des forma- tions, le Parti pour la prospérité démocratique (PPD). Cette al- liance n'avait pas donné de grands résultats. « Les ministres du PPD étaient devenus les otages du pou- voir », affirme M. Roux.

Les revendications albanaises restent donc à l'ordre du jour, à sa- voir une modification de la Consti- tution qui accorderait aux Albanais le statut de nation constitutive, au même titre que la majorité slavo-macédonienne, la légalisation de l'université en langue albanaise de Tetovo et une représentation proportionnelle des Albanais dans la fonction pu- blique. Les ministres albanaise n'avaient pas, non plus, empêché les forces de l'ordre de réprimer très durement des manifestations d'Albanais, durant l'été 1997, à Te- tovo et Gostivar. Les maires alba- nais de ces deux villes avaient en- suite été condamnés à de lourdes peines de prison. Aujourd'hui, leur libération anticipée n'est pas ex- cluse.

Les nouveaux dirigeants pour- ront-ils aller beaucoup plus loin ? Vasil Tupurkovski, le dernier pré- sident de la Macédoine yougosla- ve, qui nourrit des ambitions

pour la présidentielle de l'automne prochain, y serait favorable. Mais le VMRO n'est pas sur la même longueur d'onde. « Les dévires anti- albanaise ont figuré en bonne place dans la campagne électorale du VMRO », rappelle un diplomate. « Son électorat et certains de ses di- rigeants défendent une ligne nation- naliste. Ils ne comprendraient pas que l'on fasse, tout de suite, des concessions aux Albanais », affirme M. Roux. « Pour les Albanais comme pour les Macédoniens, le barbare c'est l'autre. Et ce phéno- mène est entretenu par la crise économique », ajoute-t-il.

ÉVITER LA CONTAGION

En attendant d'en juger la por- tée, le geste de la nouvelle majori- té à au moins le mérite de ne pas jeter d'huile sur le feu. Car, en plus des tensions interethniques, la Macé- doine est fragilisée à ses frontières par l'instabilité chronique de l'Alba- nie et le conflit au Kosovo. Dès 1992, l'ONU a d'ailleurs déployé quelques centaines de « casques bleus » dans le cadre d'une force de prévention, la Forceprenu, pré- vue pour contenir le conflit qui embrasait, alors, les autres répu- bliques de l'ex-Yougoslavie. En au- torisant, le 2 novembre, le station- nement sur son territoire de la force d'extraction chargée, le cas échéant, de venir en aide aux quel- ques deux mille vérificateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) au Kosovo, le nouveau gouvernement de Skopje démontre sa volonté de se rapprocher de l'OTAN.

Cette décision, contestée par Belgrade, traduit le souci de Skop- je de limiter les risques de conta-

gion en provenance du Kosovo.

Ceux-ci sont réels. Le chef des services secrets macédoniens, Vlado Popovski, reconnaissait, en sep- tembre, que « l'UCK [Armée de li- bération du Kosovo] dispose d'infrastructures en Macédoine ». Il n'y a là rien de surprenant compte tenu des liens familiaux, notam- ment, qui unissent nombre d'Alba- nais de part et d'autre d'une fron- tière inexistante au temps de l'ex-Yougoslavie. C'est le cauche- mar de bien des diplomates occi- dentaux. Selon leur scénario catastrophe, une intensification des combats au Kosovo entraînerait les Albanais de Macédoine dans la guerre. De même, l'indé- pendance de la province serbe pourrait signer l'arrêt de mort de la Macédoine en incitant sa mino- rité albanaise à suivre la voie de leurs « frères » kosovars.

Plusieurs fois, l'UCK a déclaré que l'objectif de sa lutte porte sur la création d'une « Grande Alba- nie » qui intégrerait le Kosovo, l'Albanie, une petite partie du Monténégro ainsi que le nord et l'ouest de la Macédoine. Pas besoin d'en arriver là pour ranimer les anciennes prétentions des voi- sins bulgares et grecs qui n'ont re- connu qu'à contrecoeur l'indépen- dance de la Macédoine en 1991) et la Turquie entrerait probablement dans le jeu. Ce n'est pour le moment que le pire de tous les scénar- ios. La communauté internatio- nale œuvre pour éviter qu'il ne soit mis en scène. L'ouverture du nou- veau pouvoir macédonien en di- rection des représentants albanais du PPDA va dans le même sens.

Christophe Châtelot

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

EDITORIAL

D'un Jospin à l'autre

MARDI matin, sur RTL, Lionel Jospin a prononcé une phrase plus révé- latrice qu'il ne le souhaitait peut- être. Ainsi, lorsqu'il a prôné un nucléaire « raisonnable, contrôlé, maîtrisé et expertisé », il a en fait dévoilé l'image qu'il aimerait donner aux Français. « Raison- nable » son objectif de croissance économique et de diminution des déficits publics. « Contrôlé(e) » sa réponse à l'offensive du président de la République qu'il s'efforce d'enfermer dans un magistère de la parole pendant que lui agit. « Maîtrisé », donc, le maintien de la primauté du nucléaire dans la production d'énergie. « Expertisé (es) » ses erreurs de l'an dernier lors du premier mouvement des chômeurs.

Analysé ses échecs et en tirer les conséquences est aussi diffi- cile qu'indispensable. Or, quels que soient les calculs auxquels il s'est livré sur le taux de crois- sance et l'augmentation du pou- voir d'achat, ce que le premier ministre a annoncé revient à ac- corder cette prime de Noël récla- mée par les chômeurs, n'avait pas voulu entendre parler il y a un an. Le changement d'attitude est sal- sissant.

En décembre 1997, il avait fallu attendre que les excès de la so- ciété attirent l'attention sur leurs dramatiques conditions de vie, pendant la supposée « trêve des confiseurs », pour que le gouver- nement se réveille et que son chef fasse un geste le 21 janvier. Cette fois, il a l'intelligence d'in- tervenir alors même que le mou- vement des chômeurs peine à mobiliser au-delà de Marseille. Il faut espérer que ce n'est pas seu-

lement par calcul, mais aussi par conviction. Pas seulement pour satisfaire momentanément cette partie de sa majorité qui lui re- proche d'être insensible « à ce qui se passe en profondeur dans le pays », pour reprendre l'expres- sion d'Alain Boquet, président du groupe communiste de l'As- semblée nationale ; mais aussi avec un regard autocritique sur cette attitude de raidissement qui, il y a un an, avait nu au cré- dit social du gouvernement.

De la même manière, il faut souhaiter que la mise en cause par le premier ministre des pra- tiques des nucléocrates - opacité, secret et arrogance - n'ait pas pour seul objet de calmer les Verts le temps de la campagne des européennes. Car, là aussi, le changement de pied est d'import- ance et pesera lourd dans l'ave- nir si les actes suivent les paroles. Les socialistes, après avoir en quelques gestes pour les contempteurs du tout-nucléaire, au lendemain de leur arrivée au pouvoir en 1981, n'ont pas fait grand chose depuis pour empê- cher le lobby de l'atome d'impo- ser sa loi. Or même ceux qui esti- ment que la France n'a pas d'autre politique énergétique possible doivent comprendre que

la transparence est indispen- sable, que les contrôleurs ne doivent pas être liés aux contrô- lés, qu'on n'impose rien par l'au- torité de ceux qui prétendent être les seuls à savoir, etc.

La rigueur de Lionel Jospin l'in- cite parfois à la lenteur. Il semble, cette fois, avoir compris que pour les chômeurs les exclus et le nu- cléaire, les décideurs français, y compris ceux de gauche, ont déjà perdu trop de temps.

Le Monde est édité par SA LE MONDE
Président du conseil de surveillance : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani | Directeur général : Jean-Marie Colombani
Néel-Jean Bergeaud, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Édouard Plénet
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Forestier, Pierre Georges, Jean-Yves Lhonnau
Directeur artistique : Dominique Royonnet
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteur en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelovitch (Éditorial et analyses)
Laurent Groussier (Équipement et culture spécialisée) | Michel Kaptein (Dépêche)
Eric Le Bouchier (Théâtre) | Patrick Lemaire (Promoteur) | Patrick Nouchi (Sciences) | Claire Blaud (Environnement)
Jacques Soub (Agriculture) | Jacques Soub (Culture) | Christian Marnot (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Aïan
Médiateur : Robert Solé
Directeur éditorial : Eric Platon | Directeur délégué : Anne Chaussegros
Conseiller de la direction : Alain Rollat | Directeur des relations internationales : Daniel Vermet |
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Robert Beuve-Méry (1944-1963), Jacques Fournet (1964-1982),
André Laurens (1983-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lacombe (1991-1994)
Le Monde est édité par SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde.
Fonds commun de placement des pensionnés du Monde.
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs de *Le Monde*,
Le Monde Européen, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Prévoyance, Claude Bernart Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'association du travail et du capital

UN AUDITOIRE immense et populaire, ouvrier pour une large part, a fait hier encore, au Vélodrome d'hiver, un accueil enthou- siaste à la personne du général de Gaulle. Le décor - comme du haut d'une pyramide - l'élevait très au- dessus et très loin de ses milliers de « compagnons ». Mais il devait aussitôt en trouver le contact vi- vant. Il mima d'une voix amusée le désenchantement des désabusés, ceux qu'il accuse de « faire sem- blant » de gouverner et de fournir des « apparences ». Cette ironie mit en appétit. Mais la suite devait être plus rude.

De l'association du travail, du capital et de la direction « le gé- néral avait jusqu'à présent donné l'esprit. Il en a précisé bier le cadre : celui de l'entreprise ; la forme, celle d'un contrat de socié- té ; et le contenu. Mais c'est ici que l'on semble hésiter. La nature du

contrat n'est pas clairement défi- nie. Les « droits de base » du chef d'entreprise seront garantis. Mais le secret des comptes sera-t-il maintenu ? Et comment étendre pratiquement l'association aux risques et aux pertes ? Le général de Gaulle demande aux travail- leurs l'esprit de discipline et aux syndicalistes le sens des responsa- bilités ; aux premiers il dit que rien de l'organisation économique ne sera bouleversé et aux seconds il assigne non plus une mission de revendication mais un rôle d'édu- cation. Le général de Gaulle semble parvenu à la conviction que le vrai problème est social. Mais l'avenir dira si le capitalisme qu'il veut amender, si le commu- nisme qu'il veut amender se laisse- ront convaincre sans combattre.

Jacques Fauvet
(16 décembre 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Les animaux malades de l'ozone

par Jean-Philippe Derenne

Sil arrête de respirer, l'homme meurt en quelques minutes par manque d'oxygène. L'apport de ce gaz vital s'effectue uniquement par la ventilation, qui est réglée pour s'adapter aux besoins de l'organisme. Voies aériennes et poumons sont ainsi pénétrés quinze à vingt fois par minute par l'air inspiré. Mais l'air ne contient pas que de l'oxygène et de l'azote. Il est aussi porteur d'une multitude de poussières, pollens, virus, microbes et particules diverses produits par la nature ou l'activité humaine. Si elle apporte la vie, la respiration peut ainsi causer la maladie et la mort : la grippe ou la tuberculose, la silicose ou le rhume des foies sont dus à l'inhalation de ces éléments invisibles, qu'ils soient minéraux, végétaux ou animaux.

Cette dépendance extrême vis-à-vis de l'environnement respiratoire a d'ailleurs été utilisée pour la mise au point d'armes chimiques et bactériologiques dont la guerre de 1914-1918 a été le terrain d'essai et dont le spectre sinistre a hanté de récents conflits. Avec - conséquence logique et légitime - la crainte de voir tout à coup la vie de populations entières balayée par le gaz sarin, le bacille du charbon ou les nuages radioactifs.

S'assurer de la qualité de l'air, vouloir éliminer les polluants naturels ou industriels et interdire le dé-

versement d'agent nocifs, voilà quelques objectifs qui devraient servir de base à toute politique. Il faut, dès lors, s'interroger sur la nocivité des polluants et sur leurs effets sur la santé en même temps que sur leur utilité sociale. Il faut aussi en faire la liste, mettre en œuvre un ensemble de mesures réalistes et raisonnables pour en diminuer ou en supprimer l'intensité et s'assurer de leur efficacité.

De façon peu surprenante, c'est l'appareil respiratoire qui est le premier touché par la contamination aérienne. Si certains pathogènes sont difficiles à éliminer - par exemple les poisons -, les principales pathologies respiratoires dépendent de facteurs contrôlables. Le premier est le tabac, qui tue soixante mille personnes par an en France. Malgré les velléités sympathiques de Simone Veil puis de Claude Evin, personne n'a jamais proposé et, plus encore, mis en place de vraie politique de lutte contre ce fléau, dont il a été calculé qu'il tueait la moitié de ceux qui commencent à fumer au cours de l'adolescence et qui n'arrêteront pas.

Le deuxième fléau est lié au terrain : la tuberculose et les pneumonies à pneumocoque sont principalement des maladies de l'exclusion, des pauvres et des gens âgés. De plus, la prise en charge des affections chroniques graves nécessite un environnement qui n'est pas ce-

lui du dénuement : comment fournir de l'oxygène à un clochard ? Ou trouver des moyens de rééducation des grands handicapés respiratoires ?

La troisième cause est en rapport avec les expositions liées aux conditions de travail : silicose, maladies de l'amiante et asthmes professionnels constituent un nombre non négligeable de pathologies graves voire mortelles.

La pollution aérienne peut, bien entendu, tuer, et pas seulement en temps de guerre : le nuage toxique de la vallée de la Meuse, en 1930, le smog de Grande-Bretagne de décembre 1952 et, plus récemment, la catastrophe de Bhopal ont fait de très nombreuses victimes.

Aujourd'hui, l'accent est mis sur la pollution créée par l'automobile, considérée, jusqu'à la fin des années 70, comme négligeable. De nombreuses études tendent à lui donner une certaine part de responsabilité dans les maladies respiratoires. Toutefois, son amplitude est difficile à quantifier, tant les effets rapportés sont contradictoires. En tout état de cause, elle est faible, sans commune mesure avec le tabagisme. Est-ce que, pour autant, on devrait négliger les risques mineurs ? Bien entendu, non. Ce n'est pas parce que le tabac tue beaucoup plus qu'on ne doit pas lutter aussi pour une meilleure qualité de l'air. Encore faut-il que cela s'intègre dans une conception

précise, raisonnable et pragmatique. Une politique de l'air pur ne s'improvise pas. Que ne prend-on exemple sur les Etats-Unis, où les premières mesures prises par le président Truman datent de la fin des années 40 et où le Clean Air Act, promulgué dès 1963, et révisé régulièrement depuis, définit 189 polluants dont la concentration doit être contrôlée.

Affoler le public à coup d'indices dont les auteurs reconnaissent qu'il n'ont de valeur que médiatique et non scientifique, fermer la circulation à grands coups de trompette, tout cela n'a aucun sens. On l'a vu récemment à Paris. Les enjeux sont d'une autre nature que les tribulations d'un indice choisi par ses auteurs pour « présenter des variations fréquentes d'un jour à l'autre, sinon c'est un non-événement », à moins de considérer que la santé de nos concitoyens n'est qu'une farce, qu'un spectacle. Lutter contre la pollution, ce n'est pas faire de l'âne, pardon de l'ozone, un bouc émissaire. Ce n'est pas jouer de façon abusive sur la légitime crainte de la maladie. Ce n'est pas répéter sur l'air de l'écologie la chanson du « tout est pourri », dont on sait la nature et l'ancrage historique.

Jean-Philippe Derenne est chef du service pneumologie-réanimation au groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière (Paris).

Comment la France criminalise les Corses

Suite de la première page

Sans grands résultats : l'enquête sur le préfet Erignac piétine ; aucun des meurtres politiques perpétrés ces cinq dernières années n'a été élucidé. Plus grave encore, le délit d'opinion ou de connaissance semble avoir été réhabilité. Il suffit d'avoir connu une personne éventuellement suspecte dans les dernières années pour risquer la garde à vue, voire la mise en détention. L'événement déclenchant de nos gardes à vue a été ma réaction de protestation contre la condamnation d'Estienne Sanucci, dirigeant du Syndicat des travailleurs corses, le deuxième syndicat de l'île, à deux mois de prison ferme et un an de privation de droits civiques pour une rixe électorale. J'ai été scandalisé que le premier responsable d'un syndicat de cette importance puisse être incarcéré tandis que d'autres, appartenant, eux-là, à des grandes centrales, de surcroît continentales, pouvaient détruire du matériel public, frapper des fonctionnaires sans qu'il y ait matière à poursuite.

Etre corse devient un facteur aggravant en tous domaines, y compris intellectuel. J'ai pu rencontrer le policier de la DNAT qui travaille sur certains de mes ouvrages afin, si-je comprends, d'établir un éventuel lien entre le style des communiqués revendiquant l'assassinat du préfet et mon style propre. La police s'intéresse notamment à mes dictionnaires, allez savoir pourquoi. Après la piste agricole et la piste informatique, voilà donc la piste intellectuelle, où un style d'écriture peut vous mener en prison. A quand la piste des apiculteurs ou celle des éboueurs ?

Que l'on cesse donc de considérer la Corse comme un territoire à part où pourrait s'exercer un état d'exception placé sous la houlette de quelques hauts fonctionnaires dont le bon vouloir s'exercerait à la façon des proconsuls romains ou des gouverneurs militaires napoléoniens. En agissant ainsi, l'Etat français restaure la Cour de sûreté de l'Etat et conforte l'idée que la justice n'est que la conséquence d'un rapport de forces sans morale ni permanence.

Malheur aux vaincus et gloire aux puissants ! Craignons, dans cette logique, qu'à l'approche du premier anniversaire de l'assassinat de M. Erignac les spécialistes de l'antiterrorisme, dépités de pas trouver les coupables du meurtre du préfet, ne nous réservent en Corse une opération « Ouvée » destinée à camoufler les carences d'un Etat faible qui cherche à se donner les apparences d'une puissance impériale défunte. A force de trop faire, l'Etat finit par lui-même réunir les conditions d'une violence désastreuse pour la Corse, mais aussi pour la France.

Jusqu'à maintenant, l'appareil d'Etat a protégé les voyous et les notables afin de se ménager une fausse paix civile. A lui de faire son travail sans persécuter une communauté entière. La Corse serait-elle devenue le petit Kurdistan d'une France accrochée à des principes vieux de trois siècles ?

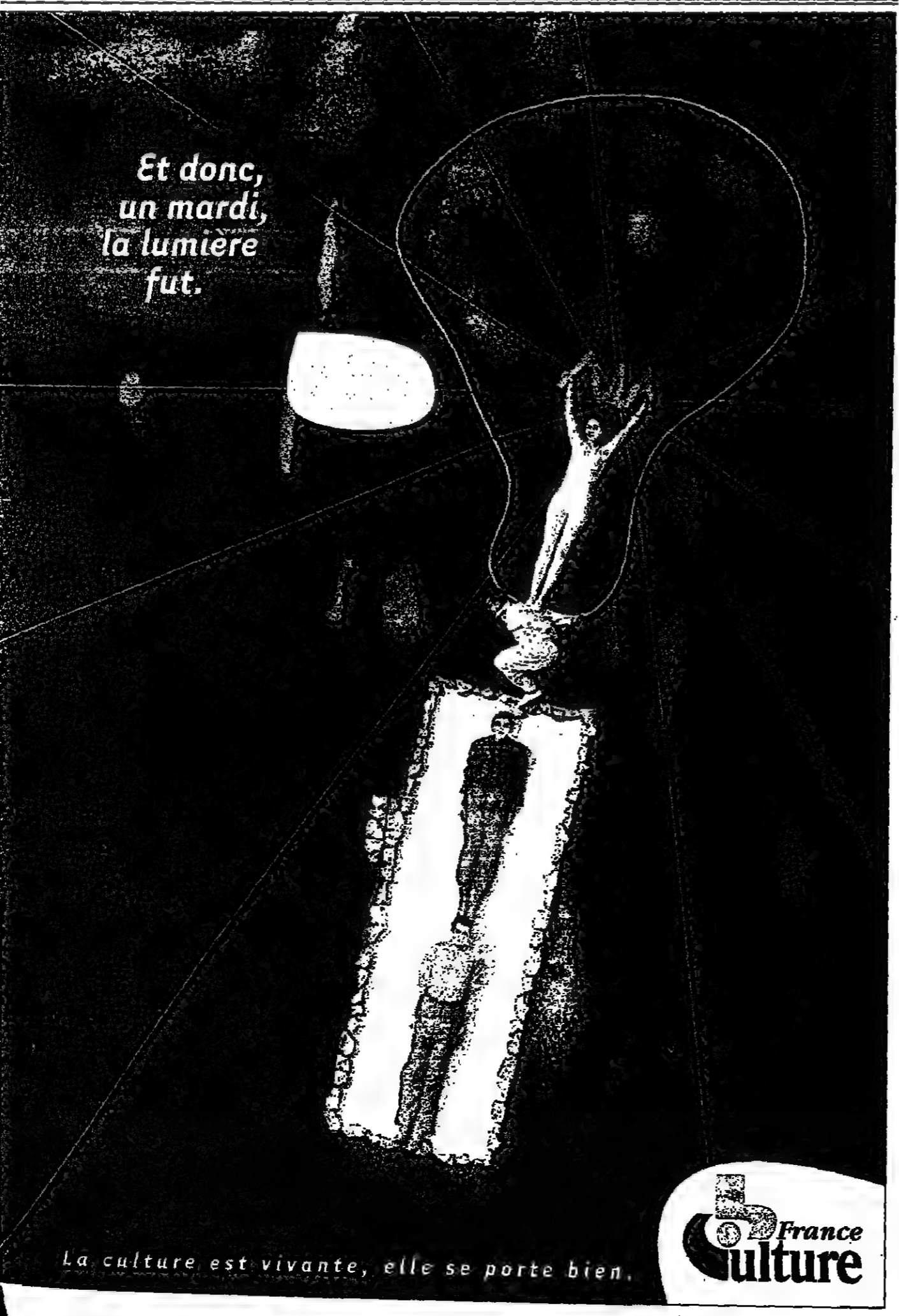
Gabriel-Xavier Cubelli

AU COURRIER DU « MONDE »

SOCRATE, THALES ET CLAUDE ALLÈGRE

J'ai sursauté à la lecture de l'article de M. Allègre, ministre de l'éducation nationale, dans *Le Monde* du 4 décembre, où il déclare sans ambages : « Des cours sur la drogue, la violence, la situation dans les quartiers difficiles et la morale civique sont plus importants que la philosophie. (...) N'est-ce pas à l'âge des grands rêves, des spéculations folles, des ébranlements de l'âme que la philosophie est le plus ardemment attendue ? (...) Certes, Socrate raille Thalès qui, observant les astres, les yeux au ciel, tomba dans un puits. Mais, ajoute-t-il, Thalès savait : « sois l'harmonie des discours et chanter comme il faut la vraie vie des âmes et des hommes heureux... » Il serait fâcheux qu'aujourd'hui les jeunes restent dans le puits et ne puissent se risquer à regarder les étoiles.

Robert Piot
Charleville-Mézières (Ardennes)



Et donc, un mardi, la lumière fut.

La culture est vivante, elle se porte bien.



Duel LV

صحة من الأصل

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 16 DÉCEMBRE 1998

COSMÉTIQUES Yves Saint Laurent, sa maison de couture et ses parfums, vont sur le point de quitter le giron de Sanofi-Synthelabo, filiale commune d'Elf et de L'Oréal, pour ce-

lui du groupe de luxe LVMH. ● L'ORÉAL ne semble pas intéressé par les marques de Sanofi-beauté, Saint Laurent, Oscar de la Renta, Van Cleef & Arpels... ● LVMH, en revanche,

pourrait ajouter une griffe prestigieuse à sa collection de marques de luxe, Christian Dior, Givenchy, Guerlain... ● LA DIVERGENCE STRATÉGIQUE apparaît clairement entre les

deux champions français de la beauté, qui se disputent le leadership mondial. ● LA LOGIQUE INDUSTRIELLE prédomine à L'Oréal, qui s'intéresse au marché de masse pour amortir ses frais de

recherche et développement. ● DEVENIR DISTRIBUTEUR, en rachetant DFS et Sephora, LVMH, spécialiste exclusif du luxe, entend maîtriser ses marques, de la création à la vente.

Duel LVMH-L'Oréal pour conquérir le monde de la beauté

La cession probable d'Yves Saint Laurent au groupe de Bernard Arnault révèle la divergence de stratégies des deux géants français des parfums. Logique de distributeur de luxe pour LVMH contre logique d'industriel des cosmétiques pour L'Oréal

YVES SAINT LAURENT ne sera pas resté longtemps dans le giron de L'Oréal. Avec la fusion, le 3 décembre, de Sanofi et de Synthelabo, le groupe cosmétique est devenu copropriétaire du prestigieux couturier, via Sanofi-beauté. Le pôle cosmétiques du laboratoire pharmaceutique (4 milliards de francs de chiffre d'affaires) est aujourd'hui sur le point d'être revendu. Et c'est entre les mains de son grand rival, LVMH, que L'Oréal est en passe de laisser filer Saint Laurent et ses parfums. Au prix fort : on parle de 5 milliards de francs pour l'ensemble Sanofi-

beauté, qui possède aussi les marques Oscar de la Renta, Roger & Gallet, les parfums Van Cleef & Arpels, ceux des créateurs italiens Krizia et Fendi - la participation de 60% de Sanofi dans Yves Rocher étant hors du champ de la vente. Quelques belles marques qui auraient pu intéresser le numéro un mondial des cosmétiques qu'est L'Oréal. A commencer justement par Yves Saint Laurent, qui a réalisé en 1997 2,6 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont 2 milliards dans les parfums et les produits de beauté. C'est d'ailleurs essentiellement cette griffe que convoite LVMH. Pour la maison de couture, bien sûr - sur laquelle Pierre Bergé et Yves Saint Laurent garderaient la haute main, dans un premier temps -, mais aussi et surtout pour les parfums, qui intégreront immédiatement le pôle « parfums et cosmétiques » constitué au sein de LVMH en 1997.

Géant du cosmétique contre géant du luxe : à la faveur de cette transaction entre les deux groupes français, qui se disputent le leadership mondial du secteur de la beauté, se révèle leur totale divergence stratégique. L'Oréal est dans une logique stricte d'industriel. Il entend couvrir tout le spectre de l'offre de produits de beauté. Les marques de luxe ne représentent qu'une partie de son activité : 14 milliards de francs, soit 26,9% des 56 milliards de chiffre d'affaires « cosmétiques » du groupe en 1997. Le

luxe, au contraire, est la raison d'être de LVMH dans tous les secteurs où il opère. Le pôle « parfums et cosmétiques » a réalisé en 1997 9,2 milliards de francs de chiffre d'affaires. Avec Saint Laurent, il se rapprocherait du poids de L'Oréal dans ce domaine. Là s'arrête la comparaison. Les produits dits sélectifs (vendus exclusivement par des points de vente sélectionnés) ne sont plus la priorité du PDG de L'Oréal, Lindsay Owen-Jones. Avec Lancôme, qui pèse à lui seul 8 milliards de francs, Ralph Lauren, Helena Rubinstein, Armani, Lanvin... M. Owen-Jones estime avoir suffisamment de marques d'envergure mondiale.

me). D'où les rumeurs récurrentes concernant l'intérêt que manifesterait L'Oréal pour Nivea, la marque de produits de soins et de beauté de l'allemand Beiersdorf, qui dément pourtant être vendeur. Nivea serait la marque-ombrelle idéale pour un pôle « produits de soins », où L'Oréal a du mal à imposer sa ligne Plénitude à l'international.

« YSL » a deux marques parmi les dix plus vendues au monde : Paris et Opium. Un renfort appréciable, à l'heure où la division « parfums et cosmétiques » de LVMH accuse une baisse de son chiffre d'affaires de 3% depuis le début de l'année. De plus, désormais constitué en division cohérente, ce pôle a tout à gagner à accroître son portefeuille de marques, pour amortir les frais de logistique et de communication croissants dans ce type d'activité. L'éventuelle cannibalisation entre les marques Dior et Saint Laurent ne constitue pas un obstacle majeur : « C'est une question d'harmonisation des lancements et des images de marque », estime un spécialiste du marché du luxe.

Griffes contre griffes
● LVMH : les ventes de parfums représentent 9,2 milliards de francs sur un chiffre d'affaires de 48 milliards. Outre Christian Dior (6 milliards), LVMH possède Christian Lacroix, Givenchy, Guerlain et le réseau de distribution Sephora. Le groupe contrôle aussi Louis Vuitton, Kenzo, Celine, Loewe.
● L'Oréal : sur un chiffre d'affaires de 56 milliards de francs, les produits de luxe représentent 15 milliards. Dans ce domaine, ses marques principales sont Lancôme (8 milliards), Helena Rubinstein, Polo Ralph Lauren, Giorgio Armani, Lanvin, Cacharel, Guy Laroche, Paloma Picasso. L'Oréal Paris, Maybelline, Garnier, Vichy, Phas, Gemey sont des marques grand public.

Contrairement à L'Oréal, qui s'efforce d'internationaliser son image, notamment en employant une vingtaine de mannequins et d'actrices pour faire sa publicité, LVMH se confirme comme le champion français de la mode et de la beauté. La seule marque étrangère qu'il rachète Bernard Arnault est l'espagnole Loewe. C'est aujourd'hui une force, compte tenu de l'image de la french touch dans le monde. Cela pourrait devenir un handicap à terme, face aux américains Estée Lauder (3,38 milliards de dollars) et Calvin Klein, dont les parfums, fabriqués sous licence par Unilever, sont déjà parmi les plus vendus au monde.

Malgré son prestige, Yves Saint Laurent demeure une « petite » marque, comparée à Lancôme, sur la scène mondiale. De plus, Saint Laurent a été réunifié sous la houlette de Pierre Bergé et de Sanofi. Seuls les parfums auraient pu intéresser L'Oréal. Si le groupe possède une maison de couture, Lanvin, elle lui sert uniquement de « fenêtre, qui nous permet d'observer de l'intérieur le monde du luxe

concrétisé depuis la fin de 1996 par le rachat de l'américain Duty Free Shoppers, le leader mondial des ventes hors taxes, puis de la chaîne de parfumeries Sephora. En ajoutant Saint Laurent à Dior, Guerlain et Givenchy, pour ne citer que les marques les plus connues, le numéro un mondial du luxe se doterait d'une force de frappe incomparable dans le domaine du parfum.

La Cour d'appel de Bordeaux a confirmé, lundi 14 décembre, l'ordonnance de référé du tribunal de commerce de Bordeaux validant la cession de 37,48% du capital de la société d'exploitation du Château d'Yquem, premier cru supérieur de Sauternes, à Eutrope, filiale du groupe LVMH (Le Monde du 10 septembre). Le gérant actuel, Alexandre de Lur-Saluces, avait fait appel de cette ordonnance. Ce capital correspond aux parts de la quarantaine d'actionnaires familiaux minoritaires qui avaient vendu leurs actions fin 1996 au groupe de luxe. Eugène de Lur-Saluces, frère aîné du gérant et actionnaire de 47,8% de la société civile en commandite par actions (Scacy) avait cédé, de son côté, 17% de ses parts au groupe de Bernard Arnault. Alexandre de Lur-Saluces conteste cette vente, se fondant sur l'indivision du capital entre les deux frères. Le tribunal de grande instance tranchera fin juin 1999. - (Corresp.)

Pascal Galinier

Glenfiddich.
C'est dans
la vallée des cerfs
que se cache
son mystère.

En gaélique,
Glenfiddich
signifie
"vallée des cerfs",
le nom de
la vallée qui
l'a vu naître.
Car si cette vallée
d'Écosse est
une terre de
predilection pour
les cerfs, elle l'est
tout autant pour
le pure malt.

Glenfiddich.
Pure single malt né dans
la vallée des cerfs.

LES SAUVAGES DU X POUR LA SANTÉ CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION

Les mutuelles anglo-saxonnes succombent au charme de la Bourse

Le deuxième assureur-vie américain change de statut

En Grande-Bretagne, la démutualisation a démarré en 1989 et a touché près de 20 millions de sociétés. Trois cents milliards de francs ont

été débloqués dans l'économie britannique et des sommes importantes vont être injectées dans l'économie américaine. Le droit français ne

permet pas la démutualisation à l'anglo-saxonne, mais une évolution du secteur semble inéluctable.

UN VENT de démutualisation souffle sur les Etats-Unis. Metropolitan Life (MetLife), deuxième assureur-vie américain (200 milliards de dollars d'actifs, soit environ 1120 milliards de francs), vient de décider de transformer son statut de mutuelle en celui de société par actions. A cette occasion, 14 milliards de dollars (un peu plus de 77 milliards de francs) vont être distribués à ses douze millions de sociétaires. Ceux-ci vont recevoir des actions gratuites, qu'ils pourront céder quand la société sera cotée, disposant ainsi d'une somme d'argent non négligeable. Jusque-là, la grande mutuelle new-yorkaise va tourner une page de son histoire, qui a démarré en 1868. MetLife avait possédé le statut de société par actions jusqu'en 1915, avant d'y renoncer pour devenir mutualiste.

leur feu vert. Les avantages d'une telle évolution sont multiples : l'apport de capitaux, la possibilité de restructurer l'entreprise et... pour les dirigeants et les salariés, celle de recevoir des stock options (qui permettent d'acheter des actions à un prix déterminé à l'avance et de les céder en Bourse en levant l'option). C'est dans certains cas la motivation première ! En réalisant au passage une augmentation de capital, MetLife se donnera les moyens de se développer dans la banque, par croissance externe, et dans la gestion d'actifs, selon les déclarations récentes de son président Robert Benmosche. MetLife veut également redresser une rentabilité jugée trop faible et réduire ses coûts.

MetLife n'est ni la première ni la dernière à tourner la page du mutualisme. L'annonce, faite le 30 novembre, a été précédée de quelques mois par celle du leader américain de l'assurance-vie, Prudential Insurance Company of America (210 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1997). De même, Mo-

ny Group of New York, maison-mère de Mutual Life Insurance of New York, a introduit en novembre 25 % de son capital en Bourse. La démutualisation américaine la plus connue en France est celle du septième assureur-vie américain, Equitable, en 1992, qui a permis à l'assureur français AXA d'en acquérir 50 %. C'est un manque cruel de fonds propres lié à ses débâcles dans les junk bonds (obligations à haut risque et haut rendement) et dans l'immobilier qui avait obligé Equitable à se lancer dans la plus grande démutualisation jamais réalisée. C'était l'une des voies pour sa survie.

EN GRANDE-BRETAGNE AUSSI

Aux Etats-Unis, les partisans de la démutualisation estiment que la structure mutualiste constitue un frein à l'ère de consolidation des services financiers. Les mutuelles, qui représentaient la moitié de l'industrie de l'assurance-vie américaine il y a un peu plus de vingt ans, n'en détiennent aujourd'hui qu'un pourcentage bien plus faible. Le

mouvement a gagné d'autres pays. En Grande-Bretagne, les mutuelles du secteur bancaire ou de l'assurance ont été nombreuses à changer de statut et à entrer en Bourse. Ces mouvements ont démarré en 1989 avec l'introduction en Bourse d'Abbey National. Cinq building societies ont également changé de statut en 1997 sous le gouvernement travailliste (Halifax, Alliance & Leicester, Woolwich, Bristol & West, Northern Rock). Plus de vingt millions de Britanniques, près d'un adulte sur trois, ont ainsi reçu en moyenne 10 000 francs par bénéficiaire.

« L'afflux des chasseurs de primes (les carpet beggars), qui sont devenus clients peu avant la démutualisation, a contribué à donner une mauvaise image de la fidélité du sociétaire », indiquait toutefois récemment Elizabeth Sukspan, haut fonctionnaire et chercheur, dans un entretien à la revue des Caisse d'épargne françaises. Pour les dissuader, Nationwide, la première building society britannique, oblige les clients désireux d'ouvrir un compte chez elle à reverser un bonus éventuel à une fondation caritative. Mais ses cinq millions de sociétaires ont finalement refusé d'entrer en Bourse, ce qui retarde leur attachement à la mutuelle. Pourtant, sur la base d'une estimation du groupe de 70 à 80 milliards de francs, chaque client aurait reçu 16 000 francs. La société va conserver son statut pendant au moins trois ans. D'ici là, les appétits pour la racheter, déjà nombreux, ne feront que s'accroître.

Le reste en Grande-Bretagne 70 building societies, qui se portent plutôt bien. Mais leur statut peut les freiner dans leur développement et les empêche de proposer certains produits, dans un climat de concurrence de plus en plus vive. En tout cas, la démutualisation à l'anglo-saxonne est plus pragmatique qu'idéologique. Trois cents milliards de francs ont été débloqués dans l'économie britannique, et des sommes considérables vont être injectées dans l'économie américaine.

P. Sa.

Pascale Santi

En France, le secteur évolue lentement

LA MODE de la démutualisation des pays anglo-saxons va-t-elle gagner la France ? Le droit français n'autorise pas les sociétés d'assurance à allouer leurs fonds propres à leurs assurés, ce qui donne à ce débat dans l'Hexagone un caractère très idéologique. Le statut mutualiste repose sur trois grands principes : la propriété collective des fonds propres, la participation des sociétaires à la gestion dans le sens « un homme, une voix », et la nature non lucrative de l'activité.

Les mutuelles souhaitent rester sous le bouclier d'un statut qui leur permet à la fois d'être proches de leurs clients et protégés de l'appétit de leurs concurrents. Mais elles sont confrontées à deux handicaps : une augmentation limitée de leurs fonds propres, et l'impossibilité pour elles de constituer, juridiquement, des groupes en contrôlant d'autres mutuelles. Le statut de mutuelle a également montré ses limites, notamment dans les défaillances du contrôle, à l'instar de ce qui s'est passé à la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF). Le rapport du sénateur Alain Lambert, présenté en novembre, a rouvert le débat en affirmant qu'il fallait « lever le tabou de la démutualisation ».

Fermement opposé à toute démutualisation, le Groupement des entreprises mutualistes d'assurances (GEMA), qui regroupe les mutuelles sans Inter-mutuelles (MAIF, MAAF, MACIF, MATMUT...) et repré-

sente le tiers du marché français de l'assurance-dommages, est conscient de la nécessité d'une évolution. Il va proposer, dans les prochains mois, une réforme de ses statuts, qui repose notamment sur la création de structures juridiques de groupes et de groupements mutualistes, afin de mieux faire participer les sociétaires à la vie du groupe, et sur la création d'un statut de « mandataire mutualiste », sur le modèle de l'Eu local.

L'EXEMPLE D'AXA

En attendant, les alliances se multiplient. Ainsi, pour ne citer que quelques exemples, le GAN a été racheté par Groupama, la MAIF et la MACIF réfléchissent à des partenariats, et la MAAF a pris le pouvoir aux Mutuelles du Mans Assurances.

De surcroît, en France, le mouvement de « démutualisation » s'effectue parfois de façon détournée. Exemple phare, AXA, né de plusieurs petites mutuelles, est devenu le premier groupe mondial d'assurance. Très souvent, « des groupes d'assurances opèrent sur une base mutuelle, avec une mutuelle pour société mère, tout en logeant leurs opérations d'assurance-vie dans des filiales constituées en sociétés anonymes », notait une étude de Moody's de novembre 1998.

P. Sa.

Pascale Santi

De nouvelles possibilités pour les géants de sicav

APRÈS SIX MOIS d'attente, les décrets d'application précisant le fonctionnement de nouvelles formes de sicav et de fonds communs de placement (FCP) ont été publiés au Journal officiel du 12 décembre. Ces textes permettront à l'industrie française de la gestion collective, la première en Europe et la deuxième au monde par sa taille, de moderniser son offre de produits et de prendre une certaine avance par rapport à ses concurrents européens.

Cette réforme autorisera la créa-

tion de sicav à « compartiments ». Ces fonds présentent l'avantage d'offrir aux épargnants, sous une structure juridique unique, des produits différents (les compartiments) spécialisés sur une classe d'actifs (actions ou obligations) ou sur une zone géographique. Avec ces sicav, les géants disposeront d'un outil qui a fait la fortune de la place financière du Luxembourg. Les investisseurs professionnels pourront investir sur des produits bénéficiant d'une procédure allégée et adoptant une gestion plus

audacieuse et plus risquée. De leur côté, les sociétés de gestion pourront rationaliser leur gamme de sicav et de FCP grâce à la technique des fonds « maître et nourriciers ». Il s'agit de créer plusieurs produits ayant leurs caractéristiques propres mais dont les portefeuilles sont réunis dans un seul fonds. Des fonds de fonds communs de placement à risque feront aussi leur apparition, ce qui devrait faciliter la gestion des produits d'assurance-vie dite « DSK ». Alain Leclaire, le président de

l'Association professionnelle des sociétés de gestion, s'est félicité « de cette mesure qui permet enfin à l'industrie française de la gestion collective de bénéficier d'économies d'échelle importantes tout en proposant à ses clients des produits novateurs ». Toutefois, sans un coup de pouce fiscal, les sociétés de gestion craignent que les sicav à « compartiments » et les fonds « maître et nourriciers » aient du mal à se développer en France.

Joël Morio

Shell s'impose plus de rigueur pour rassurer le marché

MARK MOODY-STUART, président du groupe pétrolier Shell depuis juillet 1998, a annoncé, lundi 14 décembre à Londres, un « plan à cinq ans » pour « augmenter significativement » les profits de l'entreprise. En baisse de 56 % au troisième trimestre, ils ont été mis à mal par la baisse des cours du brut, la crise asiatique, mais aussi par des problèmes de fonctionnement interne. Au programme de cette nouvelle restructuration, la vente de 40 % du pôle chimique, et une réduction des coûts de « 2,5 milliards de dollars par an » d'ici à 2001. La société anglo-néerlandaise entend provisionner 4,5 milliards de dollars au quatrième trimestre 1998 pour financer ces projets.

Cette série de mesures vise en premier lieu à rassurer les marchés financiers. Selon la banque d'affaires Salomon Smith Barney, les résultats nets du groupe (hors résultat exceptionnel) pour 1998 devraient accusé une baisse d'environ 30 %. En novembre, Mark Moody-Stuart avait déclaré qu'une « action énergique » était « claire-

ment indispensable » et que « d'importants secteurs insuffisamment performants » avaient besoin d'être « redressés ou éliminés ».

A court terme, l'entreprise veut « nettoyer » son portefeuille d'activités. Shell va céder sa participation de 50 % dans le néerlandais Montell, numéro un mondial des polypropylènes. Le groupe, qui fabrique actuellement vingt et un produits chimiques, réduira ce nombre à treize. Le profit de cette branche avait baissé de 88 % au troisième trimestre. En pleine crise du secteur, M. Moody Stuart reconnaît que « ce n'est pas le meilleur moment pour vendre », mais ajoute que Shell a longtemps gardé des activités peu rentables « en se donnant du temps » pour les remettre à flot. Ce n'est visiblement plus la politique qu'il veut afficher.

A moyen terme, l'objectif est d'améliorer le retour sur investissement. De l'ordre de 8 % cette année, selon Salomon Smith Barney, ce ratio devrait, selon la direction, atteindre 14 % en 2001. En ligne de mire : Exxon, « qui dégage les

mêmes bénéfices » que Shell, relève M. Moody-Stuart. « En utilisant moins de capitaux », le groupe prévoit d'investir 11 milliards de dollars (60 milliards de francs) en 1999 et augmentera sa production de pétrole de 10 % et celle de gaz de 25 % d'ici à 2001. Parallèlement, Shell accentue sa politique de réduction de coûts. Depuis le début de l'année, 5 000 emplois dans le monde ont été supprimés. M. Moody Stuart a indiqué lundi qu'« il y aurait encore des pertes d'emplois » ainsi que des fermetures de raffineries.

RÉDUIRE LES COÛTS

Le groupe pétrolier fait face à une bourse du prix du baril qui grève son activité d'exploration production (57 % des résultats du groupe en 1997). Son activité dans la zone Asie (environ un tiers du chiffre d'affaires) est affectée par la crise. Le rapprochement annoncé le 1^{er} décembre entre les géants américains Exxon et Mobil détrône Shell de sa place de numéro un mondial. Le nouveau géant pos-

sède désormais les plus grandes réserves de gaz et de pétrole et s'arme pour réduire ses coûts de production. Le président de Shell affirme ne pas négocier de fusion actuellement mais se déclare « prêt à saisir les occasions ».

L'organisation de l'entreprise, pensée dans les années fastes de l'or noir, souffre également de réels dysfonctionnements. Le groupe, en pleine reorganisation depuis janvier, veut devenir plus réactif et plus proche des clients. Après avoir abandonné son organisation par pays, l'entreprise vient de remplacer les comités exécutifs - qui favorisaient la prise de décision en commun - par des responsables uniques d'activités. « Nous ne devons plus dépendre de l'énergie interne », a assuré, lundi, M. Moody-Stuart, afin d'agir plus rapidement. Ce changement culturel constitue un grand défi pour le groupe anglo-néerlandais. M. Moody-Stuart l'a reconstruit : « Cela ne changera pas en un jour ».

Laure Belot

La SNCF souhaite un accord-cadre sur les 35 heures avant fin janvier

LES NÉGOCIATIONS sur la réduction du temps de travail à la SNCF ont démarré lundi 14 décembre, trois jours après la fin de la grève des contrôleurs. Louis Gallois, président de l'entreprise ferroviaire, veut aller vite. Selon le calendrier d'accord cadre national, Des réunions bilatérales syndicats-direction devraient préparer une table ronde prévue le 15 janvier. Trois éléments doivent permettre de relever le défi de la réduction du temps de travail : un accroissement de l'efficacité et du service au client, une « modulation des évolutions salariales » - qui ne signifie pas une baisse de salaire - et des aides publiques qui restent à déterminer.

Les syndicats n'ont pas caché leur hostilité au principe d'une modulation salariale. « Tout le monde l'a refusée du côté syndical », a précisé Bruno Daiberio, secrétaire général de la fédération CFDT des cheminots. En outre, le flou qui entoure les aides publiques inquiète les cheminots. « Nous ne sommes pas éligibles aux aides publiques », prévues par la loi Aubry, a rappelé M. Gallois. Toutefois, l'entreprise posera aux pouvoirs publics, le moment venu, la question de l'attribution d'une aide éventuelle de l'Etat qui doit dépendre in fine de l'appréciation portée par les pouvoirs publics sur l'équilibre global de l'accord ».

La poste néerlandaise rachète le français Jet Services

TNT POST GROUP (TPG) - structure née du rachat en 1996 du transporteur express australien TNT par la poste néerlandaise - a annoncé, mardi 15 décembre, le rachat de Jet Services. Société de transport express française, créée en 1973 par Roger Caille et basée à Lyon, Jet Services, avec 2 850 salariés, a réalisé en 1997 un chiffre d'affaires de 1,9 milliard de francs et un résultat opérationnel de 175 millions. Début décembre, la poste allemande avait annoncé le rachat de la société de messagerie Ducros (Le Monde du 5 décembre), suivi, quelques jours plus tard, du rachat du suisse Danzas.

Fusions bancaires bloquées au Canada

LE MINISTRE CANADIEN des finances, Paul Martin, s'est opposé, lundi 14 décembre, aux projets de fusion de quatre des six plus grandes banques du pays, la Royal Bank of Canada et la Banque de Montréal d'un côté, et la Canadian Imperial Bank of Commerce et la Toronto Dominion de l'autre. Ces projets, annoncés en janvier et avril, « ne sont pas dans l'intérêt des Canadiens », a affirmé le ministre, et « provoqueraient un niveau inacceptable de concentration du pouvoir économique ». M. Martin s'appuie sur un rapport du Bureau de la concurrence, qui redoute la fermeture de certaines succursales bancaires, la suppression de milliers d'emplois et une hausse des coûts de services bancaires. Un deuxième rapport, émanant de la Commission bancaire canadienne, n'a pas remis en cause cette conclusion. Le gouvernement n'autorisera pas de fusion tant que la réglementation en préparation pour le secteur bancaire ne sera pas bouclée.

Mattel mise sur les logiciels éducatifs

MATTEL, le fabricant américain de la poupée Barbie, a vu, lundi 14 décembre, son titre plonger de 27 % en Bourse. Malgré l'annonce, le même jour, du rachat de la société de logiciels éducatifs Learning Co. pour 3,8 milliards de dollars (21 milliards de francs) en actions. Avec un chiffre d'affaires de 850 millions de dollars (42 % du marché), Learning est le numéro deux de son secteur aux Etats-Unis. Mattel passe ainsi devant son rival Hasbro sur un marché dynamique : les ventes de logiciels éducatifs ont progressé de 4 % de janvier à octobre. Celles des jouets et jeux traditionnels ont enregistré une baisse de 0,6 %. Cette évolution explique les difficultés du géant américain, qui a réduit d'un tiers ses prévisions de résultats pour 1998 et indiqué que ses bénéfices se dégraderaient encore en 1999.

Le britannique EMAP rachète Petersen

LE GROUPE DE PRESSE britannique EMAP a annoncé, mardi 15 décembre, le rachat du groupe de presse américain Petersen, qui édite environ 130 magazines, principalement dans le domaine de la presse automobile, sportive et pour adolescents, comme Motor Trend ou Teen. Le deuxième éditeur de magazines britannique est devenu, depuis 1994, l'un des principaux acteurs du marché français, avec Télé Star, Top Santé, L'Auto Journal ou Le Chasseur français. Il réalise avec Petersen - dont il détient 73,5 % - sa première acquisition aux Etats-Unis.

Le coût de l'opération devrait être, après rachat des minoritaires, de 1,2 milliard de dollars (6,6 milliards de francs). Emap procédera à une augmentation de capital. Petersen dégage un bénéfice d'exploitation de 61 millions de dollars (335 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de 247 millions de dollars. Pour Kevin Hand, directeur général d'Emap, « avec une telle implantation, les possibilités de développement sont nombreuses, en particulier pour des lancements aux Etats-Unis des titres internationaux d'Emap ». Le PDG de Petersen, Jim Dunning, prendra la direction de la branche américaine d'Emap.

Canal Plus ouvre Telepiù à la Rai

LA RAI devait annoncer, mardi 15 décembre, son entrée dans le capital de Telepiù, chaîne cryptée italienne contrôlée à 90 % par Canal Plus et 10 % par Berlusconi. L'accord définitif est attendu en janvier 1999. La télévision publique italienne prendrait près de 40 % du capital de Telepiù avec l'aide de Wind, compagnie d'électricité, et d'investisseurs financiers. La chaîne cryptée, tout en restant le premier actionnaire, ne devrait pas conserver la majorité. Faute d'argent, la Rai pourrait financer une partie de son investissement avec des programmes. Elle prévoit de lancer une chaîne d'information en continu. De son côté, Rupert Murdoch devrait prendre 70 % de Stream, la plate-forme numérique italienne concurrente, actuellement contrôlée par Telecom Italia. L'opérateur de téléphone ne conserverait que 20 % à 30 % des parts. TF 1 en prendrait 10 %.

« El Pais » et « Le Monde » coopèrent

LE GROUPE espagnol Prisa, éditeur du quotidien El Pais, et Le Monde ont conclu, lundi 14 décembre, un accord de coopération qui prévoit des échanges de journalistes ainsi que la création de postes de correspondants communs, notamment à Hongkong et Pékin. Le Monde bénéficiera du réseau de correspondants d'El Pais en Amérique latine. Les deux quotidiens établiront des bureaux communs et mettront à disposition de chaque rédaction, en temps réel, le travail de leurs correspondants. El Pais et Le Monde réaliseront des suppléments communs. Conférences et réunions de haut niveau seront aussi organisées de concert. La collaboration des deux journaux concernera également le réseau Internet.

صحة من الأصل

COMMUNICATION

LE MONDE / MERCREDI 16 DÉCEMBRE 1998

Le groupe Amaury s'intéresse à la presse régionale

Le retour de Jean-Pierre Courcol se traduit par un changement à la tête du « Parisien ». Une édition du dimanche devrait paraître au premier semestre 1999. Le groupe entend accélérer sa diversification dans des quotidiens régionaux

LE GROUPE AMAURY aura vécu un été gris. L'Equipe était au pincet de sa diffusion, mais subissait les attaques de l'homme le plus populaire de France, Aimé Jacquet. Les nouvelles rotatives, flamboyantes, payées 500 millions de francs sur fonds propres, peinaient à démarrer. Le Tour de France - l'une des principales sources de revenus du groupe - pédalait dans l'enfer du dopage. Le lancement d'un nouveau magazine sur la micro-informatique, Computer Plus, tournait au fiasco. Alors, Jean-Pierre Courcol est revenu.

Le numéro 2 du groupe Amaury a retrouvé la place de directeur général qu'il a occupée de 1990 à 1994 et qui n'avait pas été attribuée depuis son départ. Après une escale à Air Inter pour préparer la fusion avec Air France, il a essayé en vain de prendre la tête de la Fédération de tennis et il a eu des contacts avec Yves de Chaisemartin, pour restructurer le groupe

Deux activités

- Les éditions Philippe Amaury ont réalisé en 1997 un chiffre d'affaires de 2,67 milliards de francs et un résultat d'exploitation de 300 millions.
- Le groupe est divisé en deux : Amaury Sport Organisation regroupe l'ensemble des activités sportives (Tour de France, Paris-Dakar, etc.) et réalise un chiffre d'affaires de près de 500 millions de francs et la moitié du résultat du groupe.
- La société Intrapresse regroupe les activités de presse, notamment Le Parisien et L'Equipe, et représente l'autre moitié du résultat du groupe.

Hersant, avant l'arrivée de Christian Bréguet, et, à nouveau, semble-t-il, après le départ de ce dernier. Il a ensuite retrouvé son ami Philippe Amaury pour reprendre en main son groupe. Aujourd'hui Jean-Pierre Courcol a les pleins pouvoirs.

Il est revenu, il a vu, il tranche. Les tentatives de diversification, depuis son départ, n'ont pas été de franche réussite. La seule initiative d'envergure, en dehors de l'investissement dans l'imprimerie, est le lancement d'Aujourd'hui, réalisé avant son départ. Le projet de chaîne d'information avec Canal Plus a fait long feu. Le chantier d'un journal du dimanche en projet depuis des années au Parisien n'est toujours pas sorti des cartons. En revanche, L'Equipe, en deux temps trois mouvements, a imposé son édition du dimanche, et lancé une chaîne de télévision, L'Equipe-TV, dont les résultats publicitaires dépassent les prévisions.

DEVELOPPEMENT EN PROVINCE

Le Parisien a été la première cible de Jean-Pierre Courcol. Un mois après son arrivée, il remplaçait le PDG, Fabrice Nora, par un homme à lui, Jacques Guérin, polytechnicien, ancien directeur général de Servair, une filiale d'Air France. Depuis 1993, la progression du quotidien est essentiellement due à son édition nationale. L'objectif fixé par Philippe Amaury, en 1995, de dépasser les 500 000 exemplaires en trois ans n'a pas été atteint (471 199 exemplaires en diffusion totale payée, à la fin du premier semestre, selon Diffusion contrôle). Le journal reste déficitaire. La source que l'on oppose aux cadres du quotidien sportif et ceux du jour-

nal régional, tourne à la faveur de L'Equipe dont le patron, Paul Roussel, est aussi le beau-frère de Jean-Pierre Courcol.

Noël Couâdel, directeur général-adjoint et directeur de la rédaction, quitte aussi le quotidien qu'il a largement contribué à rénover et à améliorer sur le plan rédactionnel, après trente-quatre ans passés dans le groupe Amaury. Les deux projets sur lesquels il s'était investi ont été abandonnés par le groupe Amaury : un magazine du samedi, arrêté en octobre,

Réorganisation de la direction

Jean-Pierre Courcol directeur général des éditions Philippe Amaury, a présenté, mardi 14 décembre, une réorganisation de la direction du groupe. Philippe Auroy, ancien responsable des quotidiens aux Nouvelles messageries de la presse parisienne réintègre le groupe Amaury comme directeur de l'organisation : il contrôlera la distribution. René Habert est nommé PDG de l'imprimerie et Louis Gillet, PDG de Manchette, la régie publicitaire. Jacques Guin, ancien directeur général adjoint, est nommé directeur délégué aux éditions Philippe Amaury. Le comité de direction se compose de Paul Roussel, PDG de L'Equipe, Jacques Guérin, PDG du Parisien, Fabrice Nora, directeur général adjoint, Alain Kzemrowski, président d'Amaury sport organisation (ASO), de Louis Gillet, de Jean-Pierre Ferry, directeur financier, de Philippe Auroy et de René Habert.

alors qu'une équipe était déjà en place et la chaîne d'informations régionales, à laquelle Philippe Amaury a renoncé, mais que Canal Plus poursuit... avec Noël Couâdel (Le Monde du 4 décembre).

En un mois, ce sont les artisans du succès du Parisien qui quittent leurs fonctions, ouvrant la voie à une nouvelle étape de la vie du quotidien. L'un des objectifs de Jacques Guérin est de le rendre bénéficiaire. Un plan d'économies est à l'étude, qui suscite des inquiétudes dans le personnel, sur les effectifs et la pagination des

éditions locales. Jean-Pierre Courcol a assuré qu'il s'agissait de « continuer de faire progresser Le Parisien et Aujourd'hui en leur donnant leur autonomie financière » et qu'il voulait « sécuriser l'emploi ». Mais la principale innovation de 1999 devrait être le lancement du Parisien-Dimanche, en principe au premier semestre. Le lancement de ce projet est considéré comme une priorité. Malgré l'arrêt de l'association avec Canal Plus, le groupe continue de réfléchir à un projet de télévision locale

titres à Robert Hersant en 1992. Philippe Amaury expliquait volontiers qu'on ne pouvait diriger un groupe de presse régionale depuis Paris.

Sous l'impulsion de Jean-Pierre Courcol, il a changé d'avis. La presse régionale est secouée par la baisse de ses résultats, ses mauvaises ventes, les problèmes de succession et les incertitudes de son actionnariat, comme en témoignent les bouleversements survenus à La Voix du Nord et à Midi Libre. Des contacts ont d'ailleurs été pris entre le groupe Amaury et des actionnaires du quotidien de Montpellier. L'ancien PDG, Claude Bujon, a indiqué qu'il envisageait de céder ses parts. Le nom d'Amaury circule également à propos des quotidiens rhodaniens du groupe Hersant, dont on annonce régulièrement la vente depuis de nombreuses années.

Il est vrai que l'exemple du Parisien sert de référence à la presse régionale. Le nouveau directeur de la rédaction de La Dépêche du Midi vient du quotidien de Saint-Ouen, tandis qu'un des rédacteurs en chef du Parisien a failli prendre la tête de la rédaction de Nice-Matin. L'arrivée du groupe Amaury dans la presse régionale, si elle se concrétise, risque de bousculer un peu plus ce secteur fragile. Le retour de Jean-Pierre Courcol marque également un tournant dans la presse parisienne. Il avait démissionné en 1994, parce qu'il était partisan d'une sortie des Nouvelles messageries de la presse parisienne et d'une association avec le groupe Hersant. Si elles ne sont pas d'actualité dans l'immédiat, elles pourraient refaire surface, sous une forme ou une autre.

Alain Salles

Fusion des instituts de sondage CSA et TMO

LES QUATRE fondateurs et dirigeants de CSA et TMO - Claude Suquet et Roland Cayrol pour le CSA, et Claude Tharreau et Jean Oddou pour TMO - ont annoncé, lundi 14 décembre, qu'ils regroupaient leurs participations dans une holding commune pour créer le troisième institut généraliste d'études de marché et sondages d'opinion en France. Avec un chiffre d'affaires de 150 millions de francs pour un effectif permanent de 130 personnes, la nouvelle société, dénommée CSA-TMO, se positionnera derrière les groupes Nelson-Taylor Sofres et Ipsos.

Elle est détenue à parts égales par les dirigeants fondateurs des deux sociétés. « Nous sommes dans un mouvement de concentration du marché et d'internationalisation des études où il n'est plus possible de continuer par croissance interne », explique Roland Cayrol. Le nouveau groupe envisage une autre acquisition d'ici six à douze mois.

DÉPÊCHES

■ AGENCES DE PRESSE : les journalistes de Reuters France ont décidé une grève de deux heures, mardi 15 décembre, de 10 heures à 12 heures pour « protester contre les réductions de personnel et la précarisation de l'emploi à la rédaction », à l'appel des syndicats CFTD et SNJ. Une assemblée générale devrait décider, mercredi 16 décembre, des suites du mouvement.

■ JOURNALISTES : le Sénat a supprimé l'allocation pour frais d'emploi de 50 000 francs pour les journalistes en adoptant au cours de la nuit de lundi 14 au mardi 15 décembre un amendement du sénateur PS du Puy-du-Dôme, Michel Charasse, contre l'avis du gouvernement et de la commission des finances.

Dans la vallée, personne ne sait comment les cerfs trouvent la source où l'eau est la plus pure. Nous savons juste que nous faisons la même chose.

L'eau de la source de la vallée des cerfs utilisée par Glenfiddich est réputée pour être l'une des plus pures d'Écosse.

Glenfiddich. Pure single malt né dans la vallée des cerfs.

LES SONS D'UN MONDE EST D'ANGÈRE. UN POUCE LA SANTÉ. CONSOMMEZ-LE AVEC MODÉRATION.

AFFAIRES

INDUSTRIE
● CACHAREL: l'unité de montage de Nîmes (Gard, fabrication de jupes et pantalons) va fermer et licencier 200 personnes sur 350, a indiqué lundi 14 décembre la CGT.

● PEUGEOT-CITROEN: la CGT a menacé, le 14 décembre, d'appeler les salariés à la grève si la direction persiste dans ses propositions sur les 35 heures.

● NEDCAR: l'état néerlandais a annoncé lundi 14 décembre la vente de ses parts dans le constructeur automobile (ex-DAF) va suédois Volvo et au japonais Mitsubishi, qui détiendront chacun 50 % à la mi-février 1999.

● RJR NABISCO: le groupe américain a annoncé lundi 14 décembre une réorganisation de son activité tabac avec 1 300 suppressions d'emplois aux Etats-Unis et 2 900 en Russie.

● SHELL: la firme anglo-néerlandaise a annoncé lundi un nouveau programme de rigueur (lire page 18).

SERVICES

● RATP: la régie a annoncé, lundi 14 décembre, que ses recettes directes devraient atteindre en 1998, 9,1 milliards de francs (-7 %). Le trafic s'approchera du record de 1990, avec 2,405 milliards de voyages (+2,4 %).

● HUGHES ELECTRONICS: l'exploitant de DirecTV, premier bouquet de télévision numérique américain, a annoncé, lundi 14 décembre, sa fusion avec le bouquet United States Satellite Broadcasting (USSB).

● FRANCE TÉLÉCOM: l'opérateur a annoncé, lundi 14 décembre, compter plus de 5 millions de clients à son service de téléphone mobile, Itinéris.

● INTERNET: le gouvernement français a demandé, lundi 14 décembre, à l'Autorité de régulation des télécommunications (ART) de « rechercher une solution » après la grève observée par les internautes le 13 décembre pour protester contre les tarifs trop élevés de France Télécom.

● MICROSOFT: le groupe américain a annoncé, lundi 14 décembre, qu'il acquerra 1,3 % du capital de l'opérateur téléphonique américain Qwest à l'occasion d'une alliance dans le commerce électronique.

● ORACLE: le leader mondial des bases de données, et Sun Microsystems, spécialisé dans l'informatique de réseau, ont annoncé, lundi 14 décembre, un accord d'échange de technologies pour profiter de l'explosion du commerce électronique.

● NTT: le gouvernement japonais a vendu, lundi 14 décembre, 1 million d'actions de l'opérateur téléphonique, ramenant sa part de 65,5 % à 59 %.

FINANCE

● COMITIBANCA DI ROMA: les banques italiennes ont suspendu, lundi 14 décembre, leurs négociations en vue d'une fusion.

● CRÉDIT AGRICOLE: le groupe français a annoncé, lundi 14 décembre, qu'il gèrera les chèques de voyage en euros d'American Express et Thomas Cook à compter du 1er janvier 1999.

● CITIGROUP: le groupe américain de services financiers réduira de 5 % ses effectifs (160 000 personnes) et provisionnera 1 milliard de dollars, selon le Wall Street Journal du 15 décembre.

● GOLDMAN SACHS: la banque d'affaires américaine a déposé un bénéfice impossible de 107 millions de dollars au quatrième trimestre (clos fin novembre), contre 567 millions un an plus tôt.

* Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

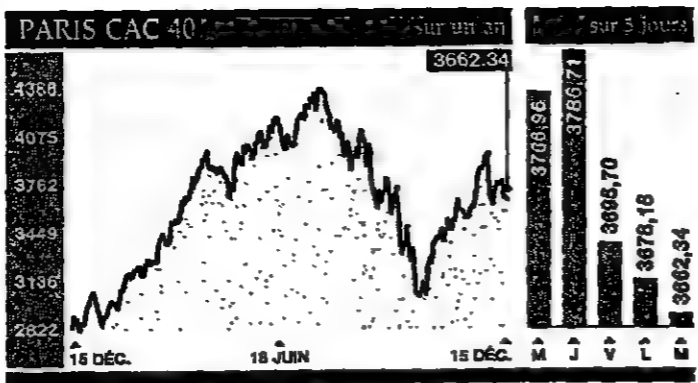


Tableau des principaux écarts au règlement mensuel pour Paris CAC 40, incluant des données de hausse et de baisse.

LES PLACES BOURSIERES

PARIS: LA BOURSE de Paris était incertaine à la mi-journée, mardi 15 décembre. L'indice CAC 40 affichait un léger gain de 0,06 %, à 3 665,25 points...

FRANCFORT: APRÈS avoir ouvert en baisse, la Bourse de Francfort s'est vite ressaisie, grâce à la fermeté du dollar. L'indice DAX s'inscrivait en progression de 0,80 % à 4 544,75 points...

LA BOURSE DE TOKYO

LA BOURSE de Tokyo a été à nouveau malmenée, mardi 15 décembre, sous l'effet des craintes persistantes des opérateurs concernant la santé du système bancaire...

LA BOURSE DE NEW YORK

POUR la cinquième séance consécutive, l'indice Dow Jones de la Bourse de New York s'est inscrit en baisse, cédant 1,43 %, à 8 695,60 points...

LE DÉFI DE VINCENT BOLLORÉ

DEPUIS la fin du mois de novembre, Faction Pathé s'est envolée de 45 %, à 1 379 francs, et près de 10 % de son capital ont changé de main. Le mystère a été rapidement éclairci puisque, mardi 15 décembre, l'homme d'affaires breton Vincent Bolloré a officiellement annoncé l'acquisition de 10,5 % du capital de Pathé...

MONNAIES

Tableau des cours de change pour diverses monnaies (Dollar, Franc, DM, etc.) par rapport au Franc français.

Taux d'intérêt (%)

Tableau des taux d'intérêt à court et long terme pour différents pays (France, Allemagne, etc.).

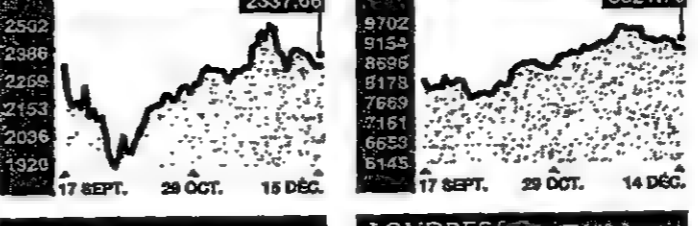
Marché des changes

Tableau des devises (DM, Lit, etc.) par rapport au Franc français, incluant des données de hausse et de baisse.

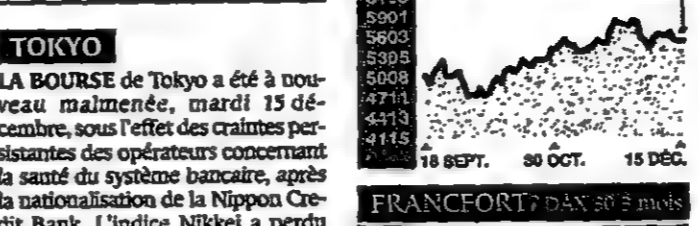
Indices boursiers

Tableau des indices boursiers européens et mondiaux (Paris CAC 40, New York DJ, etc.).

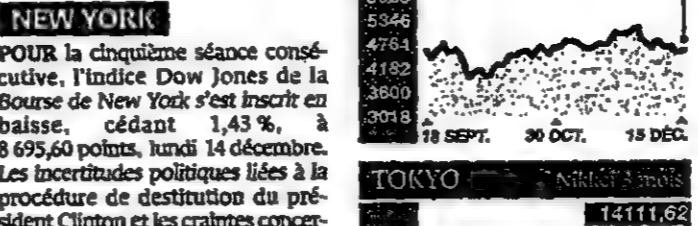
PARIS SBF 250



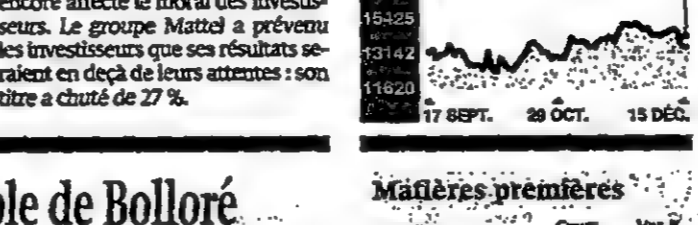
NEW YORK Dow Jones



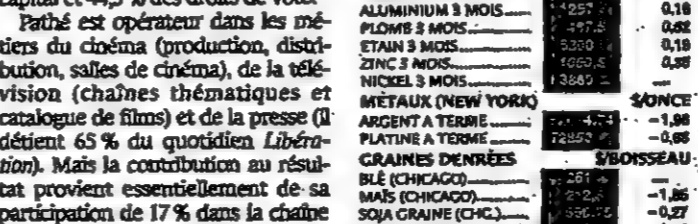
LONDRES FT 100



FRANCFORT DAX



TOKYO Nikkei



Matières premières

Tableau des cours des matières premières (Or, Pétrole, etc.) en dollars.

Pétrole

Tableau des cours du pétrole (Brent, WTI, etc.) en dollars.

Or

Tableau des cours de l'or (Or fin 999,99) en francs.

Taux

Tableau des taux d'intérêt et des cotations de France, Etats-Unis, etc.

ÉCONOMIE

Le coût de la main-d'œuvre plus élevé en Allemagne qu'en France

UN SALARIÉ coûtait en moyenne en Allemagne occidentale 21 % plus cher qu'en France en 1996, révèle une étude de l'Insee publiée lundi 14 décembre. Cet écart est plus important dans l'automobile; il est plus réduit dans le commerce, l'énergie, l'intermédiation financière...

L'objectif de croissance de 2,7 % en France en 1999 que s'est fixé le gouvernement sera « plus difficile à atteindre » que les 3 % de 1998, a déclaré mardi 15 décembre le premier ministre, Lionel Jospin, sur RTL (lire pages 6 et 7).

UNION EUROPÉENNE: les immatriculations de voitures particulières ont progressé de 12,1 % en novembre en Europe de l'Ouest par rapport à novembre 1997, selon les chiffres provisoires publiés, mardi 15 décembre, par l'Association des constructeurs européens d'automobiles.

L'indicateur de confiance des consommateurs a augmenté, dans les principaux pays de la zone euro, à un niveau historiquement élevé, selon l'enquête de l'Insee pour le mois de novembre. Par rapport au mois d'octobre, l'indice est stable en France et aux Pays-Bas, en légère progression en Espagne et en très forte hausse en Allemagne, en Italie et en Belgique.

La conjoncture industrielle européenne a continué à se dégrader dans les principaux pays de la zone euro en novembre, selon l'enquête mensuelle de l'Insee publiée lundi 14 décembre.

ESPAGNE: le déficit public s'établira à la fin de l'année à 1,9 % du PIB, a annoncé, lundi 14 décembre, le ministre de l'Économie Rodrigo Rato. C'est la quatrième fois que Madrid revoit à la baisse la projection de déficit public.

RUSSIE: la Banque européenne pour la reconstruction et le développement envisage d'octroyer au pays un prêt de 1 milliard de dollars (5,5 milliards de francs) en 1999, a indiqué lundi son président Hout Koehler. C'est la première fois depuis le début de la crise qu'une organisation financière internationale évoque la possibilité d'accorder un prêt à la Russie.

JAPON: le chef des services économiques du gouvernement, Taichi Sakaiya, s'est dit, mardi 15 décembre, « préoccupé par la hausse plus rapide que prévu du yen », qui affecte négativement les exportations de l'archipel. Le niveau de la monnaie japonaise, conjugué aux incertitudes sur le système bancaire, « pourrait avoir un impact négatif sur le sentiment des milieux d'affaires », a-t-il reconnu.

Le ministre japonais des Finances Kichii Miyazawa a proposé, mardi 15 décembre, la création d'une nouvelle aide financière pour les pays suivant des politiques saines, sous l'égide du FMI, et dont les fonds seraient déboursables très rapidement en cas de crise.

M. Miyazawa a estimé, mardi 15 décembre, que les pays disposant de réserves de changes abondantes devraient s'unir pour empêcher les attaques spéculatives contre les monnaies des pays émergents.

CORÉE DU SUD: le FMI a approuvé le versement d'une nouvelle tranche de 1,022 milliard de dollars, dans le cadre du prêt accordé il y a un an pour surmonter la crise financière. L'institution remarque que le won coréen est stable et que les taux d'intérêt ont retrouvé leur niveau d'avant la crise.

CHINE: la récolte de céréales 1998 devrait être la deuxième plus forte de son histoire après le record de 1996, en dépit des inondations catastrophiques de l'est, rapporte, mardi 15 décembre, l'agence Chine nouvelle.



صحة من الأصل

ECONOMIE

FINANCES ET MARCHÉS

RÈGLEMENT MENSUEL MARDI 15 DÉCEMBRE

Liquidation : 23 décembre Taux de report : 3,63 Cours relevés à 12h30

Table of stock market movements for French companies, including CAC 40 index and various company shares like B.P., Air Liquide, and others.

Table of international stock market movements, including values for companies like Alcatel, Alcatel-Alenia, and others.

Table of international stock market movements, including values for companies like Alcatel, Alcatel-Alenia, and others.

COMPTANT MARDI 15 DÉCEMBRE

Table of bond market movements (Obligations) with columns for yield, coupon, and price.

Table of stock market movements (Actions Françaises) with columns for company name, price, and change.

Advertisement for Volkswagen Lupo featuring a car image and text: 'LA GRANDEUR N'EST PAS UNE QUESTION DE VILLE'.

Table of international stock market movements (Valeurs Étrangères) with columns for company name, price, and change.

SECOND MARCHÉ MARDI 15 DÉCEMBRE

Table of stock market movements for the second market, including various company shares.

Table of stock market movements for the second market, including various company shares.

Table of stock market movements for the second market, including various company shares.

Table of stock market movements for the second market, including various company shares.

SICAV et FCP

Table of SICAV and FCP movements, including various investment funds.

Table of SICAV and FCP movements, including various investment funds.

Table of SICAV and FCP movements, including various investment funds.

Table of SICAV and FCP movements, including various investment funds.

الحوارات

SCIENCES La réunion extraordinaire du Comité national de la recherche scientifique a fait salle comble, lundi 14 décembre, à la Maison de la chimie de Paris, où

700 participants ont débattu des projets de réforme de Claude Allègre. ● LE NOUVEAU DIRECTEUR DE la recherche, Vincent Courtillot, les a invités à présenter rapidement des

propositions précises et innovantes, afin qu'elles « puissent être pleinement prises en compte ». ● LES MEMBRES du comité national, qui considèrent cette réunion

comme « une première étape », appellent les chercheurs à poursuivre le débat engagé, sous des formes à déterminer. ● A TOULOUSE, où le laboratoire d'analyse et d'architecture

des systèmes (LAAS) donne l'exemple d'une unité propre du CNRS très liée aux universités et aux entreprises, les chercheurs s'estiment victimes d'un « faux procès ».

Les chercheurs réaffirment leur opposition à la réforme du CNRS

Réunis lundi 14 décembre à Paris, 700 membres du Comité national de la recherche scientifique ont appelé leurs collègues à « prolonger le débat ». Sans revenir sur les projets ministériels, le représentant de M. Allègre a demandé aux participants de formuler des « propositions innovantes »

« LE GOUVERNEMENT attend de votre travail des propositions réfléchies, précises et données à temps pour qu'elles puissent pleinement être prises en compte. Si cette journée ne débouche pas rapidement sur des propositions innovantes, le Comité national et le CNRS entier en seront très affaiblis ». Tel est le message que Vincent Courtillot, ancien conseiller spécial de Claude Allègre et depuis quelques jours directeur de la recherche au ministère, est venu délivrer aux 700 participants à la réunion plénière extraordinaire du Comité national de la recherche scientifique, lundi 14 décembre, à la Maison de la chimie de Paris.

Le représentant du ministre avait auparavant essayé quelques sifflets, lorsqu'il avait affirmé que « le succès paraît moindre, dans l'avancée des connaissances ou la prise de brevets, dans les pays qui ont choisi de conserver des organismes de recherche autonomes [comme la France avec le CNRS] que dans les pays où la recherche s'appuie sur les universités [le modèle anglo-saxon dont s'inspirent les projets de réforme actuels] ».

cas, pas plus moi que le ministre n'accepterions de le servir. L'intervention du directeur de la recherche — non prévue dans l'ordre du jour initial — et, surtout, son invitation, adressée aux chercheurs, à émettre « des suggestions riches et à la hauteur des enjeux », doivent pourtant être interprétés comme un premier signe d'ouverture. Même si ce geste de possible conciliation a laissé dubitative une partie de l'assistance, qui y a vu une tentative de « récupération » un peu tardive d'un débat lancé contre la volonté de Claude Allègre. Beaucoup faisaient remarquer que Vincent Courtillot avait repris dans son discours, sans rien ôter, les grandes lignes des projets qui suscitent l'inétude des scientifiques.

Ceux-ci ont trouvé un soudain réconfort dans l'affirmation, par Catherine Bréchnigac, directeur général

du CNRS, qu'elle « adhère » à la demande d'une discussion sur la situation et l'organisation de la recherche en France.

DÉMARCHE « CONSTRUCTIVE »

« Notre ministre, avec la brusquerie que tout le monde lui connaît, nous dit qu'il faut bouger et il a raison. Encore faut-il savoir où nous voulons aller, a-t-elle mis en garde. Le CNRS est un outil de structuration pour la recherche française et un pôle de stabilité. Il doit savoir s'adapter (...) La dynamique de changement implique l'adhésion et la motivation des acteurs de la recherche ».

Après avoir affirmé haut et fort que « la possibilité de réaliser une carrière entière au service de la recherche soit préservée », tout en créant, « à tous les étages », des portes d'entrée ou de sortie temporaires ou définitives, afin d'instituer

de rénovation. Les forums qui se sont tenus lundi se voulaient « une première étape » dans une démarche de « réflexion collective » qui, espèrent ses initiateurs, ne fait que s'amorcer.

De cette journée de travail, les rapporteurs ont retenu quelques principes, posés comme des garde-fous. C'est, en matière d'évaluation de la recherche, le souhait que le Comité national conserve un regard sur l'ensemble de l'activité scientifique — et non pas sur le seul CNRS —, analyse de la conjoncture et prospective comprises, a insisté l'historien Denis Peschanski. Concernant le statut des personnels, que « la possibilité de réaliser une carrière entière au service de la recherche soit préservée », tout en créant, « à tous les étages », des portes d'entrée ou de sortie temporaires ou définitives, afin d'instituer

« une souplesse productive ». S'agissant des structures, que « la taille, à l'écoute à la fois de la société civile et de la communauté scientifique, définisse les grandes orientations, dirige la courbe des organismes et attribue les enveloppes budgétaires, mais n'intervienne pas de façon directe dans l'élaboration de la stratégie des établissements ». Que, dans cette stratégie, les formules d'association à l'université ou à l'industrie continuent à se développer, sans pour autant conduire à la suppression, programmée par le ministre, des laboratoires propres des organismes.

Le prix Nobel de physique 1997, Claude Cohen-Tannoudji, qui avait jusqu'à présent refusé de s'exprimer sur ce sujet, a jugé la menace suffisamment sérieuse pour voler au secours de l'identité du CNRS : « Je ne conçois pas de recherche sans

enseignement ni d'enseignements sans recherche, mais centrer toute la recherche autour de l'université me paraît un peu illusoire et dangereux ».

La question qui se pose désormais est de savoir comment « prolonger le débat », estime François Ledrappier, président de la conférence des présidents de sections du comité national. Par une discussion parlementaire, telle que la réclame le chimiste Pierre Pôder? Par des assemblées régionales suivies d'un colloque national, comme le suggèrent certains? Pour le mathématicien Yves Meyer, coopté par Claude Allègre dans le Conseil national de la science, « Le ministre a fait de l'agit-prop pour nous faire réagir. A nous de réfléchir et de proposer des réformes là où elles sont nécessaires ».

Pierre Le Hir

Favoriser le recrutement des jeunes

Fin novembre, Claude Allègre a adressé au directeur général du CNRS une lettre de cadrage fixant les « orientations générales pour l'exercice budgétaire de 1999 », qui connaîtra une hausse de 1,7 %. Les recrutements devront favoriser les jeunes chercheurs et augmenter « de manière significative » en sciences de la vie et en sciences de la Terre. L'accueil d'enseignants-chercheurs devant profiter aux sciences humaines. Pour les programmes, l'accent est mis sur le « rapprochement » des sciences pour l'ingénieur avec la physique et les mathématiques, sur l'« interface » entre chimie et biologie, entre informatique et robotique et entre informatique et biologie, ainsi que sur les sciences de la planète. L'échéancier de financement de grands instruments (en baisse de 10 %) devra être étalé. Le ministre ajoute : « Dans le cadre de ces instructions, vous définirez les priorités de l'organisme, en réservant un montant d'au moins 10 % du budget à de nouveaux projets. »

VOICI les principaux extraits d'un texte de la conférence des présidents de section du Comité national de la recherche scientifique justifiant leur demande d'une réunion extraordinaire du Comité.



VERBATIM

national de la recherche scientifique, ne sont pas les derniers en France à se préoccuper de la situation de la recherche dans notre pays, et il se trouve qu'ils ont quelques idées sur la question. Ils sont ouverts à la discussion et à l'esprit de réforme. Ils demandent simplement que l'on pratique la politique autrement.

« Trois idées centrales nous semblent guider les projets du ministre. Transformer le CNRS en une agence de moyens péri-universitaire ; enlever au Comité national de la recherche scientifique la majeure partie de sa mission d'évaluation et de prospective de la recherche ; ôter aux organismes de recherche une grande partie de leur autonomie en matière de politique scientifique. »

» Rappelons d'abord que le

CNRS a une relation étroite avec l'Université. (...) Il est évident que l'enseignement et la recherche doivent être en synergie permanente et qu'ils s'enrichissent réciproquement. S'il faut aller encore plus loin dans ce sens, pourquoi pas ? Mais Claude Allègre semble plutôt fasciné par le modèle américain d'une agence, comme la National Science Foundation, distribuant des moyens à des équipes universitaires, alors que le contexte économique, historique et culturel des universités françaises est totalement différent de leurs homologues américaines. (...) Penser que les difficultés de la recherche et de la valorisation de ses résultats seront résolues par le simple transfert de la substance du CNRS dans les universités ou de chercheurs dans l'industrie est une illusion dangereuse pour la recherche publique. Il convient de dresser d'abord un bilan général et rigoureux de la situation de la recherche dans les universités, dans les organismes publics de recherche et dans le secteur de l'entreprise. (...) Les membres du Comité national de la recherche scientifique sont bien placés pour faire des propositions pour améliorer la qualité de l'évaluation et de la prospective scientifique, pour

peu qu'on les consulte. Ils ne sont pas fermés aux idées du ministre comme la meilleure ouverture des sections aux scientifiques d'autres pays et au monde de l'entreprise. Il faut cependant s'interroger sur les difficultés passées liées au caractère très prenant et benévole de ce travail qui limitent cette ouverture.

» Enfin la communauté scientifique s'inquiète de la propension du ministre à concentrer les pouvoirs. Quelles que soient la nécessité et la légitimité pour le pouvoir politique de contribuer à la définition des axes de développement de la recherche et de veiller à la capacité de la recherche publique à répondre à la demande sociale, la production d'une recherche de qualité exige que la communauté scientifique dispose aussi d'une autonomie et d'une liberté suffisantes dans la définition de ses axes de travail. (...) L'audace dans la réforme. Pourquoi pas ? (...) Encore faut-il que les projets de réforme soient bien fondés, bien précisés et que leur mise en œuvre ne provoque pas leur rejet par la communauté scientifique ni la destruction d'institutions qui ont démontré leur efficacité dans le développement d'une recherche de qualité en France. On ne gouverne pas seulement par décret. (...) »

Des chercheurs toulousains s'insurgent contre les « faux procès »

TOULOUSE de notre correspondant régional ICI, cela fait trente et un ans que l'on fait de la recherche fondamentale sur l'architecture des systèmes informatiques et qu'on pense, en même temps, à ses applications : automatique, robotique, microélectronique, machines intelligentes, génie des procédés, semi-conducteurs... Avec ses onze groupes de recherche installés sur 11 000 m² du complexe scientifique de Rangueil, à Toulouse, ses 450 salariés dont 74 chercheurs, 82 enseignants-chercheurs et 162 doctorants, le Laboratoire d'analyse et d'architecture des systèmes (LAAS) est le plus gros des « laboratoires propres » du CNRS. Il cherche, élabore, publie, forme, coopère, au cœur d'une région dont l'université et la haute technologie constituent deux appâts.

Ses chercheurs sont aujourd'hui abasourdis par les déclarations de Claude Allègre annonçant sa volonté de mettre fin au statut des « laboratoires propres » du CNRS. Pour le ministre, ils auraient fait leur temps et devraient rejoindre les bataillons des laboratoires associés, afin de créer une meilleure synergie avec l'université et l'industrie et de permettre une plus grande mobilité des chercheurs. Ceux-ci devraient sortir de leur « cocoon », afin de se rendre plus utiles à la collectivité.

UN CONTRE-ARGUMENTAIRE

« Désinformation manifeste », protestent d'une même voix le directeur du LAAS, Jean-Claude Laprie, le responsable du groupe Robotique et intelligence artificielle, Malik Ghallab, et le président de la section Sciences et technologies de l'information, Raja Chatila. Le désaccord ne porte pas sur les objectifs — insérer la recherche dans l'université, prendre en compte les besoins économiques et sociaux —, mais sur le diagnostic et sur les remèdes. « Il n'y a pas un seul laboratoire propre du CNRS qui ne fasse un effort constant pour se lier à l'université », souligne Malik

Ghallab, c'est une pure manipulation de laisser croire que nous travaillons en boucle sur nous-mêmes. »

Le contre-argumentaire des chercheurs du LAAS est serré. Depuis ses débuts, le laboratoire est associé par convention aux principaux établissements d'enseignement scientifique de Toulouse (université Paul-Sabatier, Institut national des sciences appliquées et Institut national polytechnique), plus de la moitié de ses chercheurs enseignent, il accueille pendant trois ans des doctorants dont la moitié rejoignent ensuite l'industrie, ainsi que, chaque année, 220 stagiaires de troisième cycle... Bref, le lien avec l'université est une « symbiose vécue tous les jours ».

Même constat vis-à-vis de l'industrie. Le LAAS, spécialisé dans les sciences pour l'ingénieur, signe chaque année environ 150 contrats de recherche avec des entreprises, comme Alcatel, Aérospatiale, Matra, EDF, les laboratoires Fabre, Soliac ou Siemens. Ils représentent, indique Jean-Claude Laprie, « les trois quarts du budget du LAAS, hors salaires ». « Ce qui fait l'essentiel de la vie du chercheur passe désormais par les contrats », insiste Raja Chatila. D'ailleurs, un club des « affiliés », regroupant 45 industriels, s'est mis en place autour du laboratoire. Celui-ci fournit à ses membres, moyennant une cotisation annuelle, des instruments de veille, d'information ou de formation.

Pour autant, le statut de laboratoire propre reste essentiel, estime Malik Ghallab : « Le CNRS doit conserver sous sa tutelle directe des unités de recherche qui ne soient pas tributaires des contraintes locales et d'objectifs parfois divergents des siens, s'il veut jouer son rôle de locomotive ». Les supprimer affaiblirait non seulement le CNRS, mais aussi la recherche universitaire.

Aussi les chercheurs toulousains s'interrogent-ils : « C'est très bien de vouloir faire bouger les choses, mais pourquoi interdire un faux procès pour y parvenir ? »

Jean-Paul Bessel

SFR

**Du 1er décembre 98 au 15 janvier 99,
l'accès à ces services vous est offert.**

**Vous n'êtes pas le cousin du
producteur,
l'ouvreuse n'est pas votre
petite amie...**

Tapez **CAN E** (soit le 2463)*
sur votre portable pour **tout savoir**
sur les films en salle, et pour avoir votre
billet sans file d'attente.

Avec **ALLOCIÉ**

SFR. LE MONDE DES SERVICES EST À VOUS.



صحنه من الأصل

Le réveillon imaginaire
Conte cruel né des vadrouilles gourmandes

PAS QUESTION ici de s'élaner dans l'élaboration d'un quelconque programme de festivités et encore moins d'accrocher le lourd branle-bas de combat qui entoure les fatidiques réveillons de fin d'année.

Il s'agirait d'un moment né célébrant rien de particulier et organisé pour une assemblée d'hommes personnes représentant les confessions, les opinions et les fortunes les plus diverses.

AGREGATION CULINAIRE
Dans l'ordre de l'amuse-bouche, l'œuf de Colomb, à Paris, c'est Alain Passard qui l'a découvert.

coque expurgé de son blanc, qu'il persille de ciboulette et sur lequel il fait glisser trois gouttes de sirop d'érable.

Mais, sortant des laboratoires d'art et d'essai d'Olivier Roellinger, à Cancale, voici le premier plat. Là encore, le choix était vaste, et pourtant si remarquable le souvenir de ce qui va suivre que l'on aurait certainement eu tort de ne pas l'admettre au menu.

Deuxième service. Plus classique, quasi éternelle, comment ignorer cette agrégation culinaire qu'est l'escalope de saumon à l'oseille, mise au point voici une quarantaine d'années par Jean et Pierre Troisgros sur les fourneaux de leur commanderie de Roanne.



qu'elle on le présente aujourd'hui. Moment de grâce d'une équipe inspirée, nous sommes ici au cœur d'une leçon de style offerte par un artisanat qui était en avance sur son temps et que rien jusque-là n'a pu formellement surpasser.

LE THÉÂTRE DU TEMPS
Qu'est-ce qu'un repas réussi ? Sûrement le juste équilibre entre la faim, toujours légitime, et la curiosité de savoir ce qui va suivre.

Avançons donc vers la conclusion. A Joigny, dans l'Yonne, Jean-Michel Lorain a installé son argumentaire sur des créations qui ont porté la Côte Saint-Jacques au sommet de la hiérarchie française.

Jean-Pierre Quélin

BOUTEILLE

Coteaux-du-layon AOC 1997

Château de la Viaudière
Entre Angers et Cholet, le vignoble présente une remarquable variété, avec des blancs - les bonnezeaux et quarts de chaume, les savennières de l'autre côté du Layon, issus de cépage chenin et aussi de chardonnay.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

FERME AUBERGE DES TROIS OURS
L'ancienne vallée aux ours donna son nom à Vallorcine - une belle endormie - où Alexandre Dumas situe l'origine de la « patte d'ours macérée trois jours ».

LE BARATIN
Le patron de cet établissement, posté sur les hauts de Belleville, fut l'un des premiers à servir des vins, qu'il, tous, illustres ou modestes, ont en commun un caractère d'authenticité et d'exigence vinification que l'on recherche à présent.

Gastronomie

JACQUES MEGEAN
Pendant deux lustres, Jaques Megean a régalié ses hôtes avec le plus judicieux des menus truffiers de la région de Carpentras. Il vient de s'installer à Megève. Un chalet partagé avec une boulangerie à la sortie de la bourgade, le bois omniprésent, voilà un cadre plus aimable que celui de l'austère Vert Galant.

Jean-Claude Ribaut

Le caviar

Kim Basinger, l'actrice américaine, utilise, paraît-il, quotidiennement une crème de beauté aux extraits de caviar. Quand on approche la période des réveillons, c'est tout d'abord pour ses vertus gastronomiques plus que ses cosmétologiques que l'on pense à l'œuf d'esturgeon.

vendu en 1997 plus de six tonnes sous sa marque Dom Petroff. Le caviar en grande surface n'a pourtant pas très bonne réputation. L'an dernier, on y trouvait encore du sévruga à moins de 200 F les 100 g, et Armen Pétrossian - qui n'a jamais pratiqué de prix aussi bas - dit avoir repéré à ce tarif « des caviars coulant, d'aspect huileux, au grain trop ferme et qui ne faisaient pas honneur à la profession ».

dans la mer Caspienne, le repeuplement aquacole prend du temps : il faut huit ans pour qu'un esturgeon sévruga parvienne à l'âge adulte et vingt pour un esturgeon beluga (ce qui explique les prix encore faramineux du caviar issu de cet animal).

* Caviar Dom Petroff, en grande surface : 200 F environ les 50 grammes de sévruga, 250 F les 50 g d'oscêtre. Caviar Byzance (01-46-09-02-28) : 310 F les 50 g de sévruga, 360 F les 50 g d'oscêtre.

Guillaume Crouzet

RESTAURANT
Cuisine raffinée
Menu 150 F

PARIS 5e
"Un des restos indiens plus connus" (TELERAMA)
MAHARAJAH
72, bd Saint-Germain 5e
127 F - 169 F - Climat.
01.43.54.26.07 / T.L.J.

PARIS 7e
Le Bistrot de Breteuil
Sérieux - Qualité - Prix
Une adresse qu'on ne peut que vous recommander : le haut de gamme des formules tout compris. Jugez vous-même : une sélection de produits frais de première qualité parmi les plus appréciés (pour ne pas dire les plus chers), des vins directs de propriétés, le tout pour 382 F (apéritif, vin et café compris). Très rare, dans un tout compris, 8 superbes fines de claires de Breteuil n°2. Ouvert 7j/7.
3, place de Breteuil
01.45.67.07.27

PARIS 8e
Fouquet's
Service tous les jours de 12h à 15h et de 19h à 1h.
Salons de 4 à 200 personnes
(carte ou menu à 265 francs hors boissons)
99, avenue des Champs-Élysées
Tél. 01-47-23-70-60 - Fax 01-47-20-08-49

PARIS 8e
FLORA DANICA
COPENHAGUE
Menu 240 F (boisson comprise)
142, avenue des Ch.-Élysées - 01.44.13.86.26

PARIS 14e
AUMOUIN VERT
Le 24 au soir, le 23 à midi
Le 31 au soir et le 1er janvier à midi
MÉRI-CARTÉ EXCEPTIONNELLE à 295 F :
- 10 champagne avec apéritif-bouche
- Vin à disposition, carte avec mignardises
Pas moins de 6 entrées aux choix, service de bar gratuit, gourmandises de pâtisseries, 9 buffets, table de bar, piano de concert, duo de jazz et de rock, tournée de piano, trampoline et discothèque.
Sans oublier pour les autres : pour le menu-carte à 185 F (apéritif, vin et café compris), carte libre cuisine fait de notre cuisine, principalement, l'un des meilleurs restos parisiens de Paris, 34 rue des Phares - 01.42.52.11.11 - M° Alesia - TLJ

PARIS 5e
GASTRONOMIE RUSSE RAFFINÉE
Dans une authentique table inspirée de Pétersbourg. Dîner-Spectacle - Chante et Guitares
CAVE À VODKA DU XVIe
121, rue Moutonard - Rés. 01.42.31.94.99

PARIS 6e
La Choix d'Alsace
NOËL
Menu Réveillon 260 F
SAINT-SYLVESTRE
Menu de gala 450 F
4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6e
Rés : 01 43 26 67 76
Ouvert tous les jours
Parking rue de l'École de Médecine

LES GRANDES MARCHÉS
Place de la Bastille
Au pied de l'Opéra de la Bastille, une grande adresse pour un repas de qualité. Huitres toute l'année, poissons du marché, plats traditionnels et vins à découvrir.
Tous les jours de 11 h 30 à 1 h 30 du matin.
Réservation : 01 43 43 90 32
* 1 entrée, 1 plat, 1 dessert.

PARIS 15e
A TIPAZA
COUSCOUS - TAGINES
GRILLADES AU FEU DE BOIS
Poissons - Carte env. 160 F
155, rue Saint-Charles
01.45.54.01.17 - Ouvert TLJ.

PARIS 17e
ROYAL-MONCEAU
Menu de la St-Sylvestre à 265 F
(tau choin ap., entrée, plat, dessert) exemple :
Salade gourmande au foie gras de canard, gratin de langoustines sauce safranée, Tommedes de biche grand veneur, filet de bar gratiné au saumon de champagne, crepes sucrées + Plateau de fruits de mer et carte.
4, rue de Villiers - 01.42.67.24.34 - M° Villiers

SUSAN'S PLACE
Tex Mex
(voir près d'Entrée du métro Châtelet Les Halles)
Branche d'un jour le TEXAS BUNCH
Pâtis végétariens mexicains
51, rue des Ecoles (009 St-Michel)
01.42.54.23.22 - Sep 10h - 20h15

PARIS 7e
LES MINISTÈRES
Menu 175 F spirituel et vin compris
Nouveaux Livraisons de Fruits de Mer sur tonit Paris
30, rue du Bac - Tél. 01.42.61.22.37
LE RESTAURANT DE LA BELLE ÉPOQUE

PARIS 15e
SAINT SYLVESTRE
sous les ÉTOILES
à 200 mètres d'ALTIITUDE !
Menu tout au champagne animation comprise
Tour Montparnasse - 50e étage
33, Av. du Maine Paris 15e
Renseignements et réservation
01 48 54 77 64

Retrouvez chaque semaine la rubrique "GASTRONOMIE", renseignements : 01.42.17.39.40 (Fax : 01.42.17.39.25)

سورة الاحقاف

L'affaire Salt Lake City ternit sérieusement l'image olympique

Les accusations de corruption concernant l'attribution des Jeux olympiques d'hiver de 2002 provoquent une série de « confessions » plutôt embarrassantes pour le Comité international olympique

Le Comité olympique international (CIO) est sérieusement secoué par les révélations sur les pratiques de corruption qui visent certains de ses membres, pour obtenir leur vote lors du choix des villes accueillant les Jeux olympiques.

Après les déclarations du Suisse Mark Holder, membre de la commission exécutive, le président du CIO, l'Espagnol Juan Antonio Samaranch, s'est dit déterminé à prendre de « rapides et sévères sanctions », et a constitué

une commission d'enquête qui doit rendre ses premières recommandations dès la fin janvier 1999. D'ores et déjà, des membres de nombreux comités d'organisation - notamment ceux de Barcelone et de Sydney - confirment

que plusieurs types de tentatives de corruption sont employées, et les preuves ont été apportées de leur utilisation pour favoriser la désignation de Salt Lake City comme ville organisatrice des Jeux d'hiver en 2002.

LES RÉVÉLATIONS de Marc Holder, membre du Comité international olympique (CIO), et les menaces de Juan Antonio Samaranch, président du CIO, ont accablé le mouvement. Depuis lundi 14 décembre, bon nombre de candidats - heureux ou malheureux - à l'organisation des JO confirment la pratique courante de la corruption au sein du mouvement olympique. Le cas de Salt Lake City (*Le Monde* daté 12-13 décembre) n'est pas isolé.

Pour la capitale de l'Utah, il est désormais avéré que les organisateurs ont acheté le vote de six membres du CIO en finançant les bourses d'études de leurs enfants. « Cette fois », a déclaré M. François Carrard, directeur général du comité, nous n'avons plus seulement des bruits ou des rumeurs, mais des documents qui vont pouvoir nous permettre d'aller au fond des choses.

Après que Juan Antonio Samaranch eut rappelé la détermination du CIO à prendre de « rapides et sévères sanctions » à l'encontre de ses membres qui se seraient laissés corrompre, M. Carrard a affirmé que la commission ad hoc chargée de l'enquête, sous la conduite du Canadien Richard Pound, un des vice-présidents du comité, rendrait ses premières recommandations avant la fin du mois de janvier 1999.

« Nous prendrions tout de suite les décisions qui s'imposent, car il y a des choses que nous ne pouvons pas nous permettre de tolérer, a-t-il insisté. Et si nous avons des éléments pour aller au-delà du cas de Salt Lake City, nous n'hésiterons pas. »

Ce cas de figure ne devrait pas tarder à se présenter. A Sydney, où seront organisés les Jeux olympiques en l'an 2000, Bruce Baird,

ancien responsable du dossier de candidature de la ville, a déclaré (*Le Monde* du 15 décembre) avoir été approché par un « intermédiaire » qui lui avait proposé de corrompre « certaines personnes » pour assurer le succès de la candidature australienne. La presse locale a précisé que Bruce Baird, alors ministre de Nouvelle-Galles du Sud, avait été approché en 1992 à Acapulco (Mexique) par un individu lui demandant une somme d'argent en contrepartie des votes d'un groupe de pays africains.

Après s'être ému de la situation et félicité de l'attitude de Bruce Baird, qui a refusé de recourir à de tels moyens, plusieurs intervenants dans le dossier de Sydney

ont expliqué qu'il convenait tout de même de faire la part des choses entre les pots-de-vin et les cadeaux de bienvenue nécessaires à la promotion du pays d'accueil. Appartenaient, selon eux, à cette dernière catégorie les voyages en première classe, les dîners fins et largement arrosés, les séjours dans les hôtels les plus luxueux de Sydney, parfois suivis de vacances sur la Barrière de corail...

FOURRIÈRES ET MONTRES

Mais le quotidien *The Australian* du lundi 14 décembre rappelle qu'en 1993, alors que des rumeurs de corruption circulaient déjà, John Coates, président du comité olympique australien, avait re-

connu avoir trouvé un emploi à la fille du délégué du Swaziland au CIO, David Sibandze, tandis qu'en 1992 Bruce Baird, lui, avait facilité l'entrée du fils du représentant roumain dans l'entreprise publique de chemins de fer NSW State Rail. La commission indépendante contre la corruption n'avait finalement rien trouvé à redire dans ces procédés de mise en relation employeur-futur employé. Organisatrice du lobby australien, Sallyanne Atkinson, qui fut ensuite nommée attachée commerciale à Paris, affirme que les histoires de manteaux de fourrure et de montres en or offerts aux délégués du CIO ont toujours circulé dans le milieu olympique.

pour permettre d'assainir la situation. Il est vrai, par ailleurs, que pour se donner quelques chances de réussite, il faut préparer le climat, faire en sorte qu'il soit favorable à votre candidature. Pour cela, il faut absolument convaincre les fédérations internationales et les comités olympiques nationaux. Même s'ils ne sont pas vous représentés au sein du CIO, ils pressent, ils créent un courant, une ambiance, quelque chose qui peut vous conduire au succès. Mais la qualité du dossier technique présenté au CIO me paraît être le critère le plus décisif. Il faut également faire attention au ton employé pour défendre sa candidature : la modestie s'impose. Face à nous, en 1985, Paris avait fait preuve de trop de suffisance. On peut être convaincu, par avance, de sa victoire, mais c'est le CIO qui décide. Il déteste se voir dicter le bon choix.

Propos recueillis par Michel Dalloni

M. Da. avec Florence de Changy, en Australie, et YAFF.

La Fédération française de cyclisme suspend trois coureurs de l'équipe Festina

L'ANCIEN champion du monde Laurent Brochard ainsi que ses coéquipiers français de Festina, Christophe Moreau et Didier Rous, ont été suspendus jusqu'au 30 avril 1999 par la Fédération française de cyclisme (FFC). Cette sanction a été motivée par « une initiative personnelle prise par les trois coureurs qui ont fait parvenir un courrier au siège de la Fédération, dans lequel ils ont admis avoir enfreint la loi antidopage de l'UCI », a précisé, lundi 14 décembre, un responsable fédéral. Elle s'aligne sur celle prononcée par la Fédération helvétique à l'encontre des trois coureurs suisses de l'équipe (Alex Zülle, Laurent Dufaux, Armin Meier), suspendus eux-aussi jusqu'à la même date.

DÉPÊCHES

DOPAGE : le Comité international olympique n'inscrira pas la créatine sur sa liste des produits interdits, a indiqué le prince Alexandre de Mérode, président de la commission médicale du CIO, lundi 14 décembre, à Lausanne (Suisse). « Pour nous, la créatine n'a rien d'une drogue et nous avons clos le chapitre », a expliqué le prince de Mérode. C'est comme les acides ou le foie gras : si on prend trop de créatine, on est malade. »

SKI : le Norvégien Finn Christian Jagge, champion olympique de slalom lors des Jeux d'Albertville (1992), a gagné, lundi 14 décembre, le slalom de Sestrières (Italie), disputé en nocturne. Déjà vainqueur de cette épreuve en 1997, Jagge devance l'Autrichien Thomas Stangassinger et le Slovaque Jure Kosir. Le Français Patrick Bourgeat s'est classé quatrième.

TROIS QUESTIONS À...

JOSEP ABAD

1 Vous qui avez été administrateur délégué de la candidature de Barcelone aux Jeux olympiques de 1992, avez-vous déjà entendu parler de corruption au sein du mouvement olympique ?

A l'époque où nous montions le dossier, j'avais effectivement entendu dire que certaines personnes de l'entourage olympique étaient plus sensibles que d'autres aux « pressions », mais je ne l'ai jamais vérifié moi-même et je ne me souviens pas que nous ayons jamais été confrontés à un cas de corruption. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que deux villes candidates ont fait jouer beaucoup de relais pour s'attacher des suffrages. Il y a eu utilisation du pouvoir d'état.

2 N'avez-vous pas été tenté, vous aussi, de faire « pres-

sion » sur les différents représentants du pouvoir sportif et sur les membres du Comité international olympique ?

Nous avions pris, froidement, une décision éthique et morale : n'utiliser aucun de ces moyens. Nous n'avons pas dérogé. Et puis, vous savez, le vote du CIO est un vote secret : comment être sûr que le représentant sur lequel vous avez « investi » vous accorde réellement sa voix ? Ils ont pu tout aussi bien recevoir une somme supérieure d'un autre candidat... La corruption ne donne aucune certitude. Elle est donc inutile.

3 Marc Holder, membre du comité exécutif du CIO, accuse « 5 % à 7 % » des membres de l'Instance olympique de solliciter des pots-de-vin auprès des candidats et soupçonne certains intermédiaires de vendre les voix du CIO...

Si Marc Holder a les preuves de ce qu'il avance, il doit les montrer

SFR

La téléphonie oui. L'haltérophilie non.

Portable 147 gr.

Essentiel. Le nouveau pack pour elle.

Si je vous dis léger, vous me répondez Essentiel. Si je vous dis discrétion, vous me répondez Essentiel. Si je vous dis esthétique, pratique, vous me répondez encore et toujours Essentiel. Pas de doute, le nouveau pack SFR Essentiel est fait pour vous. Jugez plutôt : un portable élégant, compact, astucieux. Essentiel, non ? Une housse astucieuse pour mettre la main sur son portable sans voir son visage. Une fonction d'arrêt pour plus de discrétion. Essentiel, toujours. Essentiel toujours, accès à tous les forfaits week-end SFR (ou 1h - 1h au 5h - 3h) ou à la formule Sérénité. Et si j'ajoute que le Pack Essentiel est immédiatement prêt à l'emploi, vous me dites quoi ? Essentiel, bien sûr. SFR, le monde sans fil est à vous.

LE PACK SFR

311 sud

Quelques

ESROISÉS

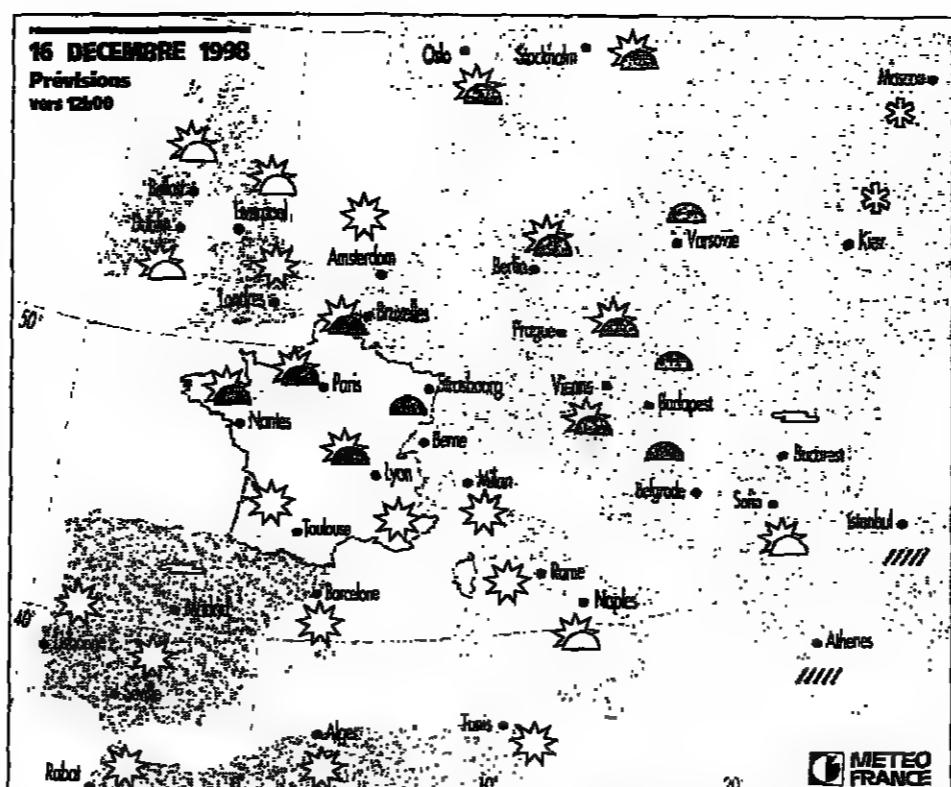
VERTICALE

صكنا من الاصل

Gris au nord, soleil au sud

MERCREDI. Un vaste anticyclone est situé de la France à la Méditerranée. Un front froid peu actif traverse le nord du pays, apportant beaucoup d'humidité sur ces régions. Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie... Le ciel sera couvert le matin, puis les nuages bas seront nombreux. La température maximale avoisinera 10 à 13 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées... Après dissipation des brouillards matinaux, de belles éclaircies reviendront dès la mi-journée. Il fera de 13 à 19 degrés l'après-midi.

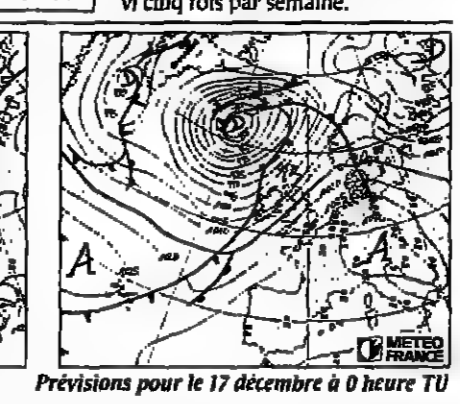


LE CARNET DU VOYAGEUR

FRANCE. Au Carrousel du Louvre, à Paris, l'Espace du tourisme de la région Ile-de-France propose le programme des festivités prévues pour les fêtes de fin d'année... ARGENTINE. Une sixième fréquence hebdomadaire est prévue chaque mercredi, entre Paris et Buenos Aires.

Table with 2 columns: City and Temperature (min/max). Includes cities like Paris, Lyon, Marseille, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature (min/max). Includes cities like London, Rome, Tokyo, etc.



PRATIQUE

Quelques conseils avant d'acheter un appareil photo

DEVANT les centaines d'appareils alignés sur les rayons d'un magasin spécialisé, le vertige saisis l'acheteur. La tentation est forte de choisir au hasard le modèle qui correspond à son budget.

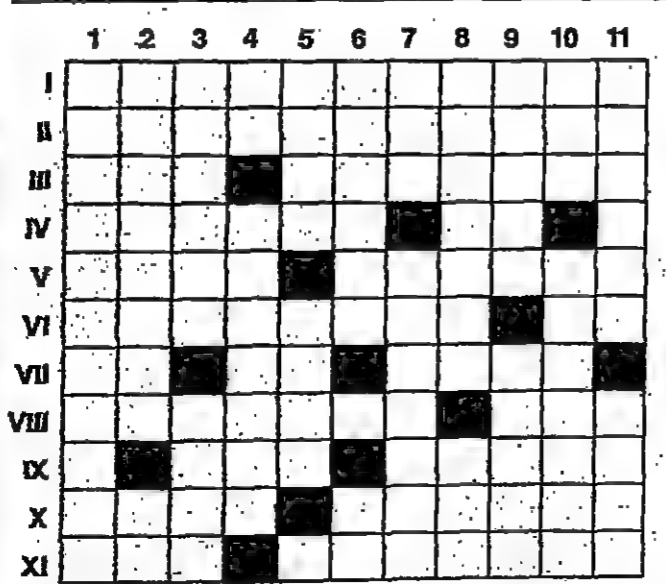
pendant que la petite taille des négatifs nuit à la qualité des agrandissements, et que les vues panoramiques APS consistent simplement à amputer l'image en haut et en bas.

Le réflex est un appareil plus sophistiqué : grâce à un système de miroirs et de lentilles, on peut voir dans le viseur l'image telle qu'elle sera sur la photo. De plus, on peut y adapter une gamme d'objectifs de focales différentes (de 25 à 300 millimètres) permettant de faire varier l'angle de prise de vues et de photographier, selon les cas,

des paysages, des sujets en action, des portraits, des détails éloignés ou proches (macrophotographie). Un réflex intéressera davantage les photographes créatifs, qui veulent pouvoir moduler à leur gré le cadrage et l'éclairage.

matique permettant le passage en manuel. « L'adolescent aura le loisir de s'initier aux corrections manuelles d'exposition », conclut Victor Jachmowicz. Il n'y a plus aujourd'hui de mauvais boîtier, mais il faut être attentif à la qualité de l'objectif: le zoom est commode, mais moins précis que l'objectif fixe.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT I. Offre de services... II. Trop élevé pour la plupart d'entre nous... III. Est de ce monde ou fut témoin. Prêtes à franchir le pas... IV. Beau comme des arcs. Un bout du précédent... V. Confusion dans les rêves... VI. Pour faire les retouches nécessaires... VII. Primaire. Un tour à Fevers. Coule à Munich... VIII. Eminences apâtrées. Ferré ou tard... IX. Sont en poudre.

VERTICALEMENT 1. Déjà Pasteur était contre... 2. Confusion dans les rêves... 3. Comme des bâtiments à voiles triangulaires. Ecoles publiques... 4. Coule en Russie. Qui conviennent de belle manière... 5. Dans la gamme. Mesure prise par Blair... 6. Travailla sur les lauriers. En

crise... 7. Transmet l'héritage. Joua un mauvais tour à Agamemnon... 8. Travailles sur le drap. Venu de la rue, on le retrouve en bandes... 9. A travers l'Europe pour s'installer en Espagne... 10. Blonde anglaise. Protège le pêcheur... 11. Préparer l'avenir de ceux qui restent. Relevés.

SOLUTION DU N° 98298 HORIZONTALEMENT I. Rétribution... II. Egrène. MI... III. Train-train... IV. Rais. Tertio... V. Oit. Relieur... VI. Aneth. Un. Ma... VII. Céréaler... VIII. Té. Abyssale... IX. FM. CA. Pou. X. Ohé. Censeur... XI. Nô. Guetées.

SCRABBLE

Le quatrième mot 1. Tirage: A I I L O R T. a) Trouvez et placez un mot de sept lettres... b) Avec ce même tirage, trouvez sept mots de huit lettres en le complétant avec sept lettres différentes appartenant à l'un des mots placés sur la grille... 2. Préparation de la grille de la semaine prochaine. c) E P R R S U U: trouvez un sept-lettre. A E I I O P T: trouvez un sept-lettre.

Solutions du problème paru dans Le Monde du 9 décembre. Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

Le quatrième mot



ECROUAI, E 1, 70 - COURTIER, F 3, 62 - COURTINE, 9 B. 63 - COURTISE, 10 B, 68, ou l'anagramme RECOUSIT. d) GUERISON, ou l'anagramme SOIGNEUR - GRUTIONS, déplaçons avec une grue - OUGRIENS, sibériens.

SPECTACLES RÉSERVEZ VOS PLACES SUR MINTEL 3615 LEMONDE



NOMINATION

VILLE D'IVRY
Pierre Gassiat (PCF) a été élu maire d'Ivry (Val-de-Marne), samedi 12 décembre, en remplacement de Jacques Laké (PCF), qui a démissionné de ses fonctions en cours de mandat (Le Monde du 15 décembre).

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du vendredi 11 décembre sont publiés :
Catastrophe naturelle : un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans plusieurs départements.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances
Deux nouvelles voix pour la francophonie en Afrique du Sud !
Livia et Alexandre CROSET sont nés à Pretoria, le 14 décembre 1998.

Marie-Claude FOUDEVIGNE a la joie de faire part de la naissance de sa petite-fille.

Yana-May, le 9 décembre 1998, chez François et Marjorie.

Anniversaires de naissance

Dix-huit ans, bravo ! Camille Antoine, Dominique, Michel, Simone, Masso, Paul, Catherine...

Décès

Les enfants, la famille, et les amis de Josiane BENSIDON ont la douleur de faire part de son décès.

Les obsèques ont eu lieu le 15 décembre, dans l'intimité.

Le conseil d'administration, et le personnel de l'Audécam (Association universitaire pour le développement, l'éducation et la communication en Afrique et dans le monde) ont la tristesse de faire part du décès.

M. Jacques DEQUECKER, administrateur civil HC-e.z., commandeur de la Légion d'honneur.

Renée et Louis, ses enfants, Anne et Edith, ses petites-filles, toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de Hélène GINCEL.

Les obsèques auront lieu le 15 décembre, à l'hôpital Saint-Antoine, et l'inhumation à 11 heures, au cimetière de Bagneux.

M. Jacques MONFRIN, Dominique et Françoise, ses proches et ses amis, font part du décès de Jacques MONFRIN.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 15 décembre, à Laity-en-Val (Loiret).

L'École nationale des chartes a la douleur de faire part de la disparition de Jacques MONFRIN.

Les obsèques auront lieu à Saint-Preis (Val-d'Oise), en l'église Notre-Dame de la Vallée, le mercredi 16 décembre, à 14 h 15.

Christiane Poupard, sa fille, M. Yves Poupard, sa belle-fille, Christine, Marc et Josiane, Mathilde et Julien, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Marc POUPARD.

Les obsèques auront lieu à Saint-Preis (Val-d'Oise), en l'église Notre-Dame de la Vallée, le mercredi 16 décembre, à 14 h 15.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 17 décembre 1998, à 9 h 30, en l'église du Centre de Sainte-Foy-lès-Lyon.

Nous avons l'immense tristesse d'annoncer la mort à Montevideo (Uruguay), de Yolanda LANDA DE CAMBLOR.

le 18 octobre 1998, ainsi que de sa fille, Yuguely Argentina CAMBLOR-LANDA, docteur en médecine.

Anniversaires de naissance

le 26 septembre 1998, et de son petit-fils, Pablo Sebastian CAMBLOR-MOLINARI, le 27 décembre 1997.

Une messe sera célébrée le vendredi 18 décembre, à 19 h 15, à la chapelle des Carmes, 70, rue de Valenciennes, Paris-6.

Chants et musique interprétés par Ana Raquel Sarm, William Turner, Georges Florès et Eugène Pelletier.

De la part de M. Xochitl Cambor-Landa et ses enfants, Raymond Chahboun, et Yuguely Ananyans Inés Macherel-Cambor, ses enfants.

Adresse du deuil : Yaguaron 1156, Montevideo, Uruguay. 83, rue Daguerre, 75014 Paris.

Les membres du conseil d'administration, Le directeur général, Le personnel de l'Institut géographique national, ont la tristesse de faire part du décès.

M. Dominique LE VERT, conseiller d'Etat, président du conseil d'administration de l'Institut géographique national.

IGN, 136 bis, rue de Grenelle, 75700 Paris 07 SP. (Le Monde du 15 décembre).

Le président, Le vice-président, Et les secrétaires perpétuels de l'Académie des sciences, ont la profonde tristesse de faire part du décès de André LICHTNEROWICZ.

Le docteur Yves TOURAINE, ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, à l'âge de soixante-dix-sept ans, du docteur Roger TOURAINE.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 17 décembre 1998, à 9 h 30, en l'église du Centre de Sainte-Foy-lès-Lyon.

NI fleurs ni couronnes. Condoléances sur registre. Cet avis tient lieu de faire-part.

Nina, Nora et Gérard Gubisch, ont la douleur de faire part du décès de Lulu JOURDAIN-VINÈS.

leur mère, grand-mère et belle-mère, survenue le 13 décembre 1998, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Anniversaires de décès

le 17 décembre 1998, à 14 h 30, au cimetière du Montparnasse.

Tyenne SCHIMMERLING, née SAASTAMONEN, poète finlandaise.

survenue le 7 décembre 1998, à Neuilly-sur-Seine, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Robert SIMON, membre des FTP-Valmy, député à Mantes-la-Joie-Ebenroche, médaille de la Résistance, cofondateur du Comité du 5 janvier pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste.

survenue le 13 décembre 1998, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Seu obsèques auront lieu le jeudi 17 décembre, à 10 h 30, au crématorium d'Auxerre (Yonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Roger TOURAINE, son épouse, Les docteurs Patrick et Pascale Romesmaing-Touraine, Bernard et Martine Touraine, ses enfants, Claire, Coline, Marc et Lucile Romesmaing.

Le docteur Yves TOURAINE, ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, à l'âge de soixante-dix-sept ans, du docteur Roger TOURAINE.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 17 décembre 1998, à 9 h 30, en l'église du Centre de Sainte-Foy-lès-Lyon.

NI fleurs ni couronnes. Condoléances sur registre. Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

Sa famille, Et ses amis remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine, par leur présence, leurs envois de fleurs, par les très nombreuses marques de sympathie et d'amitié apportées lors du décès de Cesar BALDACCINI.

Anniversaires de décès

le 30 novembre 1997. Auguste A.-Jacques GRIMALDI.

Volci quarante ans, le 16 décembre 1958, disparaissant.

Marcel PLAISANT, avocat à la cour d'appel de Paris, président de la commission des affaires étrangères, membre de l'Institut.

Geneviève Marcel PLAISANT, née BROCHET-AUCHÈRE, qui l'a rejoint le 7 mars 1973.

De la part de M. et M. François Marcel Plaisant, M. Béatrice Plaisant, M. François-Claude Plaisant.

14, rue Jules-Claudio, 75016 Paris.

Stoma SCHAUBER, résident FTP-MOI, arrêté et livré par la police du gouvernement de Vichy, était fusillé par l'occupant nazi au fort d'Ivry. Il avait vingt-sept ans.

Nous pensons très fort à lui.

Anna, son épouse, Marina, sa fille, Anouïa Benezet, son petit-fils.

Anna, pleure la mort de sa mère.

Syona SEKULA, née KESTENBERG, décédée le 16 décembre 1994, inhumée le 21 décembre, à Paris.

Moszek SEKULA, assassiné à Auschwitz (Pologne), le 3 août 1942.

Nafoli KESTENBERG, assassiné à Auschwitz, le 29 juillet 1942. Mort à tout jamais sans sépulture.

PAIX SUR LA TERRE !

Peintre du GODF

Marcelle CHAMONARD, 1898-1997. Ses admirateurs.

Thèses

A l'université Paris-I-Sorbonne, Nicolas Israël a soutenu une thèse de doctorat sur « La dislocation entre la doctrine et le temps dans l'œuvre de Spinoza ».

M. Michel Barou a soutenu le 12 décembre 1998, à l'université Paris-XII, sa thèse de doctorat en philosophie : « John Rawls et les limites de la force (1971-1991) - Utopie et modernité de la « Cité prophétique » à l'époque du réveil protestant au XIXe siècle ».

Le jury, composé de MM. les professeurs Mangal, Gissac, Gayot et Boutry, lui a décerné le grade de docteur en philosophie avec la mention Très Honorable.

Débats

Débat à l'Espace Rachi, centre d'art et de culture, 39, rue Broca, Paris-5e, mercredi 16 décembre, à 20 h 30. Thème : « République et valeurs républicaines ».

Communications diverses

Maison de l'Ébène : pour lire en deux heures ou s'inscrire efficacement en bibliothèque et en moderne en dix séances.

Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3e, jeudi 17 décembre, à 20 h 30, avec l'URDIF : « Du Sentier à la 7e Avenue ».

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », nous prions de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE - TARIFS 98 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MARIAGE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 109 HT TARIF ABONNÉS 95 F HT
NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FRANÇAIS 300 F TTC FORFAIT 10 LIGNES
Tous les jours suppl. : 60 F TTC
THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT
COLLOQUES - CONFÉRENCES : 100 F TTC

Cédérom Le Monde interactif-AOL* distribué gratuitement avec Le Monde
http://www.lemonde.fr AOL
Deux dossiers réalisés par la rédaction :
- Les grandes disparitions de l'année 1998
- 1918-1998. La Grande Guerre, quatre-vingts ans après
Samedi 19 décembre
www.lemonde.fr : l'actualité et les dossiers du « Monde » sur Internet

Rodtchenko, le...
BOSTON
Le Monde

صحنه من الأصل

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 16 DÉCEMBRE 1998

EXPOSITION L'artiste russe Alexandre Rodtchenko (1891-1956), connu pour ses photographies qui collent à l'esthétique moderniste est présenté plus largement dans une

rétrospective à la Kunsthalle de Düsseldorf : peintures, arts graphiques, architecture, photo-montages, photographies. ● LA COHÉRENCE de son œuvre, entreprise avec des toiles

géométriques des années 1915-1920, s'inscrit dans le mouvement constructiviste qu'il a fondé en 1921 et qui appelle à un rapprochement de l'art et de la mécanisation afin de

créer un « Homme nouveau ». ● LE CLUB des travailleurs, espace architectural imaginé par Rodtchenko en 1925, visant à « tenir à l'éveil » les ouvriers, est reconstitué à Düsseldorf.

● PETER GALASSI, l'un des commissaires de l'exposition, explique combien le contexte politique, avec sa dimension de propagande, est au cœur de la création de Rodtchenko.

Rodtchenko, le chantre d'un art neuf laminé par le stalinisme

Une rétrospective à la Kunsthalle de Düsseldorf permet de parcourir l'œuvre considérable, entre création et propagande, du père du constructivisme russe. Militant pour le rapprochement entre l'art et l'industrie, sa créativité a été bridée par le pouvoir soviétique

ALEXANDRE RODTCHENKO, RÉTROSPECTIVE, Kunsthalle, Grabbeplatz, 4, 40213 Düsseldorf. Tél. : 00-49-211-899-62-40. Du mardi au dimanche, de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 24 janvier 1999. Catalogue, Musée d'art moderne de New York, 336 p., 560 F.

DÜSSELDORF de notre envoyé spécial C'est un Rodtchenko total, bouillonnant, qui surgit à la Kunsthalle de Düsseldorf, en 270 œuvres originales provenant des collections publiques et privées. Un artiste russe qui expérimente la plus large palette, dans les années 20-30, et colle au tourbillon de la révolution bolchevique et moderniste : peintre, sculpteur, graphiste, architecte, créateur de meubles, styliste, écrivain, décorateur de théâtre, enseignant. Et photographe.

C'est tout l'intérêt de cette exposition, inaugurée au Musée d'art moderne de New York au printemps, d'étaler la diversité de Rodtchenko. Et de montrer comment une des plus importantes œuvres du siècle s'est nourrie du contexte politique de l'époque. Surtout aujourd'hui, où nombre de spécialistes de la photographie, à trop vouloir hisser la discipline au piédestal des beaux-arts, isolent les seules images pour les transformer en icônes, quitte à leur faire perdre leur sens.

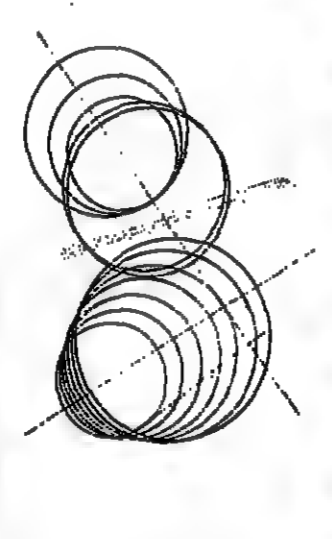
ACCROCHAGE PÉDAGOGIQUE Deux idées majeures portent cet accrochage pédagogique : dans des peintures des années 15, Rodtchenko affiche des convictions qu'il ne cessera de décliner dans son graphisme utilitaire puis ses photographies ; comment un artiste qui adhère à la révolution de 1917 peut créer des formes révolutionnaires - politiques et artistiques - avant d'être détruit par le système qu'il a encouragé. Surgit donc Alexandre Rodtchenko (1891-1956), artiste déchiré entre la création et l'information, la forme et la propagande, l'art et la communication, l'art et l'histoire. Un artiste de son temps si l'on considère que la propagande - à l'Ouest comme à l'Est - fut une grande affaire de ce siècle.

Le portrait de Rodtchenko, à trente et un ans, est affiché à l'encre de l'accrochage : sûr de lui, crâne rasé, fumant la pipe, vêtu d'une combinaison futuriste, persuadé que l'artiste peut contribuer à façonner un homme nouveau. Le

Au « Club des travailleurs »

Lors de l'Exposition internationale des arts décoratifs et industriels modernes, à Paris en 1925, Alexandre Rodtchenko réalise, pour le pavillon russe, un « club des travailleurs ». Cet espace clos est reconstitué à Düsseldorf, installé dans la salle vouée au graphisme utilitaire. Rodtchenko colle à l'idéologie révolutionnaire qui offrait du temps libre aux travailleurs mais demandait que ce temps libre ne soit pas « passif » : la personne ne devait pas se replier sur une vie privée, affective et bourgeoise. La lecture, la discussion et le jeu d'échecs sont les « techniques de travail » autorisées dans un lieu voué à l'information.

Tout l'arsenal constructiviste se retrouve formidablement appliqué dans cet espace, entre création et propagande : murs blancs et piliers rouges, une table rectangulaire et huit fauteuils pour la lecture. « coin » Lénine pour étudier ses écrits, des tables d'échecs aux couleurs rouge et noir qui imprègnent le dancier et poursuivent la symétrie jusqu'aux deux chaises qui se font face.



La cohérence de la création d'Alexandre Rodtchenko décline en trois parties à Düsseldorf. A gauche, en bas, « Construction linéaire » (1920), dans laquelle il forge ses conceptions constructivistes à partir de lignes obliques et de cercles ; ci-contre, affiche publicitaire pour la compagnie aérienne d'Etat, Dobrolet (1923), « Honte à vous, dont le nom ne figure pas encore sur la liste des actionnaires de Dobrolet » ; en haut, photographie intitulée « Marchés » (1930) qui reprend le système graphique des premiers tableaux.

drame est découpé en trois actes, trois salles chronologiques. Vingt peintures d'abord, cent cinquante œuvres graphiques inscrites dans l'économie du pays ensuite, cent photographies enfin. Formidables peintures ! Tout ce qui va suivre est en germe dans trois types de toiles : d'un côté, des Constructions (1920),

formes géométriques proches d'esquisses industrielles, dont les titres sont réduits à des numéros ; ensuite, des collages convoquant la typographie et le montage propres à l'ère médiatique ; enfin, trois fameux monochromes de 1921 - rouge, jaune, bleu - qui limitent la peinture à une surface. Rodtchenko

écrit : « J'ai réduit la peinture à son but final, je précise : tout est fini. » En produisant la première peinture totalement monochrome, Rodtchenko prolonge Malevitch, un des précurseurs des abstractions, qui fonde en 1915 le suprématisme avec son Carré noir sur fond blanc. Rodtchenko, lui, crée le constructivisme : il

associe la forme géométrique, la communication de masse et la surface picturale pour mettre son travail au service d'une société révolutionnaire, matérialiste, progressiste et technologique. « A bas l'art, vive la technique ! », écrit Rodtchenko et sa femme, Varvara Stepanova, dans le Manifeste productiviste de 1921.

L'ALBAINE DE LA NEP Rodtchenko ne veut pas représenter mais fabriquer. Cela tombe bien. En 1921, Lénine, devant l'échec du communisme de guerre, instaure la Nouvelle Économie politique (NEP), qui marque un rétablissement de l'initiative privée dans le but de dynamiser la production agricole et industrielle. Pour Rodtchenko, c'est une aubaine. Ses œuvres de « graphisme et design utilitaire » sont la partie de l'exposition la plus nouvelle, la plus - volontairement ? - oubliée et qui met mal à l'aise, tant création et propagande sont liées. Il s'agit de design pour toutes sortes d'entreprises, du constructeur d'avion à l'affiche de cinéma.

Prenons cette théière, construite à partir des formes géométriques définies dans les tableaux, rehaussée de ses trois couleurs de prédilection : rouge, blanc, noir. La démonstration est limpide : une forme abstraite anodine, art pur s'il en est, génère un objet concret, prêt à vivre et à consommer. L'exercice est décliné avec une assiette, une tenue de travail, un avion... Toute l'écriture constructiviste joue ensuite à plein régime : typographie oblique, à-plats rouges et noirs, découpages, perspective déstructurée, découpage et montage de photographies qu'il récupère et utilise comme du graphisme.

On n'est pas encore dans le réalisme soviétique, mais on y vient. Il faut par exemple lire les slogans, parfois rédigés par son ami, le poète Malakovskij. « Honte à vous dont le nom ne figure pas encore comme actionnaire de l'entreprise. » Pour des affichettes distribuées dans la rue, on peut lire : « Ce que le bon Russe doit faire : laisse le tracteur labourer ton champ ; ne sois pas paresseux ; donne ton labour à l'Etat. » Rodtchenko a même réalisé des couvertures de livres antiaméricains

- l'auteur s'appelle Jim Dollar -, dont un des numéros est intitulé Les Yankees arrivent. Et à une époque où le pays était dévasté par la famine, une publicité pour les magasins Gum, portée par un graphisme de Rodtchenko qui traduit l'abondance, dit : « Tout pour tout le monde. »

Il est alors impossible de dissocier le formidable vocabulaire formel de Rodtchenko de la propagande. Y compris pour des créations qui ne sont pas portées par l'industrie : les couvertures de la revue Noy Lef, qui a pour but de « créer un homme nouveau grâce à l'art au service de l'idéologie », ou l'illustration de Pro Eto (« De ceci »), de Malakovskij.

L'œuvre strictement photographique de Rodtchenko est rassemblée dans une salle à part. En fin d'exposition. Jamais un ensemble de cette qualité n'avait été rassemblé, débarrassé d'inombrables variantes et tirages douteux. Il adopte le procédé en 1924 et y trouve un double avantage : l'objet mécanique colle à ses convictions tout en traitant de la réalité.

DÉCONSTRUCTION D'UN MONDE Ce qu'il produit entre 1924 et 1928 est stupéfiant, avec des noirs et des blancs qui rappellent ses tableaux abstraits. Ce n'est plus de la peinture, mais l'invention d'un regard : diagonales qui se croisent, dissymétrie, déséquilibre, basculements, oppositions, contrastes, plongée et contre-plongée, vues d'au-dessus, vues de dos, visages en très gros plan, collages de plans qui annulent la profondeur. Seule une série de portraits frontaux et dépourillés de Malakovskij, lui conducteur de l'exposition et personnalité également ambiguë, assagit la virtuosité.

Cette déconstruction d'un monde qu'il a d'abord construit sera régulièrement dénoncée à partir de 1928 - date de prise du pouvoir par Staline - comme « propagande d'un goût étranger au prolétariat ». Rodtchenko aura beau s'adapter, y compris appliquer son savoir-faire à des monstruosités - ses photos du premier goulag -, la machine destructrice du stalinisme laminera son rêve.

Rodtchenko a même réalisé des couvertures de livres antiaméricains

Peter Galassi, conservateur du Musée d'art moderne de New York « Les réalités politiques sont toujours plus fortes que l'art »

« Vous êtes l'un des trois commissaires américains de la rétrospective consacrée à Alexandre Rodtchenko. Vos choix mettent l'accent sur sa relation au politique et pas aux formes modernes, jusqu'ici magnifiées. Aucun regret ?

- Comment ? - Une révolution culturelle est mise en place à la fin des années 20 avec Staline. Les artistes et intellectuels sont accusés de ne pas être assez proches des prolétaires. Rodtchenko a commencé à être attaqué en 1928. Il n'a rien compris à ce qui lui arrivait. Comment un héros de la révolution peut-il être mis en cause ? Son monde s'est trouvé bouleversé. Beaucoup de ses amis ont été tués. Lui a eu un peu plus de chance. Mais à la fin des années 30, il est fini. Il a passé les vingt dernières années de sa vie dans le désespoir.

Comment accepter la modernité étonnante de ses images du percement du canal de la mer Blanche, en 1933, alors que ces travaux ont causé la mort de deux cent mille personnes ? - Ce canal était le premier Goulag. Rodtchenko comprenait que les gens qui avaient perdu la foi dans le communisme devaient travailler durement pour retrouver le droit chemin. Alors, s'il y avait des morts sur la route, ce n'était pas grave... Rodtchenko a été invité - et pas obligé - à prendre ces photographies. C'était une épreuve pour que l'artiste prouve sa soumission au régime. Rodtchenko s'est soumis. Ou du moins il a essayé de se changer.

- Comment se situe-t-il par rapport à la révolution ? - Il y adhère en 1918, comme beaucoup d'artistes de gauche. Il n'avait rien du génie politique. Il a avalé tout ça. Ces artistes étaient convaincus de construire un paradis - Moscou, dans les années 20, était encore une ville du XIX^e siècle. Il y a eu identification entre l'avant-garde politique et l'avant-garde artistique. Rodtchenko a été le responsable des musées entre 1918 et 1920. Mais l'histoire montre que les réalités politiques sont toujours plus fortes que l'art. Les artistes croyaient avoir du pouvoir. Ils ont été laminés.

- Comment analysez-vous la tension entre la création de formes qui vise à un art pur, et un art utilitaire et révolutionnaire ? - De son point de vue, il y avait continuité. Prenons Pro Eto (De ceci), le livre de poèmes de Malakovskij, illustré par des photomontages de Rodtchenko. Pour le poète, Ceci signifie sa passion amoureuse comme allégorie d'une passion révolutionnaire. Pour Rodtchenko, le photomontage était révolutionnaire contre la peinture. Mais cette tension est très complexe.

- On n'a pas Rodtchenko sans la peinture de Malevitch qui était d'abord une recherche sur la forme abstraite. Et quand Rodtchenko se met à la photographie, en 1924, il affirme qu'il s'agit du procédé révolutionnaire par excellence, mécanique, à l'opposé de la peinture bourgeoise.

- Pourtant, jusqu'en 1929, ses photographies ne sont en rien utilitaires, mais des recherches artistiques personnelles. Comme Cézanne ! Ce n'est qu'après qu'il applique ses principes à la propagande.

- Comment se situe-t-il par rapport à la révolution ? - Il y adhère en 1918, comme beaucoup d'artistes de gauche. Il n'avait rien du génie politique. Il a avalé tout ça. Ces artistes étaient convaincus de construire un paradis - Moscou, dans les années 20, était encore une ville du XIX^e siècle. Il y a eu identification entre l'avant-garde politique et l'avant-garde artistique. Rodtchenko a été le responsable des musées entre 1918 et 1920. Mais l'histoire montre que les réalités politiques sont toujours plus fortes que l'art. Les artistes croyaient avoir du pouvoir. Ils ont été laminés.

- Comment se situe-t-il par rapport à la révolution ? - Il y adhère en 1918, comme beaucoup d'artistes de gauche. Il n'avait rien du génie politique. Il a avalé tout ça. Ces artistes étaient convaincus de construire un paradis - Moscou, dans les années 20, était encore une ville du XIX^e siècle. Il y a eu identification entre l'avant-garde politique et l'avant-garde artistique. Rodtchenko a été le responsable des musées entre 1918 et 1920. Mais l'histoire montre que les réalités politiques sont toujours plus fortes que l'art. Les artistes croyaient avoir du pouvoir. Ils ont été laminés.

Propos recueillis par Michel Guerrin

THEATRE MOLIÈRE MAISON DE LA POÉSIE
Francois Marthouret
joue
L'intranquillité
Fernando Pessoa
Alain Rais
Location 01 44 54 53 00

صكنا من الاصل

Avec Sergi Belbel, allons en griller une sur le toit du monde d'aujourd'hui

Sur la scène du Théâtre de poche, dix employés construisent une miniclasse d'insoumis

Chef de service, secrétaire ou coursier se retrouvent sur le toit de leur entreprise, pour fumer en catimini, et se raconter... Se noue ainsi une mini

classe d'insoumis, qui recoupe en diagonale l'organigramme de la maison. Sur ce toit, les employés retrouvent aussi la pluie, qui donne son

titre à la pièce écrite d'une main précise et vive par le Catalan Sergi Belbel. Cinq actrices déchaînées, aiguillonnant cinq acteurs, font décoller le théâtre.

APRÈS LA PLUIE, de Sergi Belbel. Mise en scène : Marion Bierry. Avec Sarah Haxaire, Raphaëline Goupilleau, Marion Bierry, Fabienne Tricotet, Stéphane Bierry, Geoffroy Thiebaut. **THÉÂTRE DE POCHÉ-MONT-PARNASSE**, 75, boulevard du Montparnasse, Paris 6^e. M^e Montparnasse-Bienvenue. Tél. : 01-42-08-00-32. Du mardi au vendredi à 21 heures ; samedi à 18 heures et 21 heures ; dimanche à 15 heures. 110 F à 190 F. Durée : 1 h 30.

noircit l'humour. Pour avoir la tête à la tâche, pour se calmer les nerfs, il faudrait en griller une. La trousse de premiers secours, n'est-ce pas devenu le paquet de blondes bout frites ? Mais... « INTERDIT DE FUMER ».

Les plus atteints, aussi bien chef de service ou secrétaire que coursier, se retrouvent sur le toit, pour fumer en catimini (c'est interdit aussi sur le toit). Se noue ainsi une miniclasse d'insoumis, qui recoupe en diagonale l'organigramme de la maison. Décontraction, confidences sur la vie de famille, le conjoint de l'un s'est carapatée, le conjoint de l'une tire une gueule terrible depuis trois semaines, ça cache quelque chose. On se serre les coudes, avec toutefois une fissure, en suspens : qui, de lui ou de moi, va être de l'immensement chartré ?

Sur cette terrasse bénie, deux ennemis communs : la pluie, et la

rambarde au-dessus du vide (cette moyenne entreprise est située dans une tour). Il y a sur cette terrasse un aspect « jetons du lest » du haut du panier, sous la montagne. Et soi-même, n'a-t-on pas envie de respirer enfin, de se libérer de tout ça ?

ET AMOUR DE RIRE
On s'adonne, tous ensemble, à un calcul : combien de secondes de chute, avant d'éclater par terre ? Ils sont comme les enfants de suicidés d'un poème de Jean Cocteau, qui ont peur de mourir trop tard, qui « essaient d'arriver avant que la Mort ne ferme ». Mais ils meurent surtout de rire, avant et après la pluie, contre cette rambarde.

Tant de décennies après la guerre civile, ils ne savent rien oublier, les Catalans, ni les églises en flammes ni les républicains fusillés au milieu des places. Après la pluie, de Sergi Belbel, est une parodie

des épidémies du monde actuel, chômage, pauvreté, la cassure, la peur qui mène au suicide, mais, en arrière-plan de tout cela, sans un mot, se profilent les ombres des combats d'hier, dans les tranchées d'Aragón.

La pièce est écrite, et traduite par Jean-Jacques Préau, d'une main précise, vive, allée, qui côtoie la crise de rire jaune. La mise en scène de Marion Bierry est un modèle de libre action, de temps justes, de voix claires, et de ces gestes involontaires ou ces moments de ciel noir qui marquent toute condition humaine, dans les hasards de nos chemins. Les cinq actrices, déchaînées, aiguillonnant les cinq acteurs, font décoller le théâtre. C'est tout juste si, pour une fois, les spectateurs de théâtre ne devraient pas boucler leur ceinture, comme dans la toposphère.

Michel Cournot

Pastel et pied léger, les pays bleus de Cendrillon à l'Opéra de Genève

CENDRILLON, de Jules Massenet. Livret d'Henri Cain. Avec Svetla Vassileva (Cendrillon), Sophie Koch (le Prince charmant), Elisabeth Vidal (la Fée), Hanna Schær (Madame de la Hauteville)... **GRAND THÉÂTRE DE GENÈVE**, les 17 et 21 décembre, à 20 heures ; le 19, à 18 heures. De 100 FF à 500 FF. Tél. : 00-41-22-418-31-30.

taisie, la comédie et le sentimentalisme. A l'inverse de Rossini, qui, dans *Cenerentola*, l'ignore complètement, Massenet et son librettiste Henri Cain, plus fidèles à Perrault, font de la fée le *deus ex machina* de l'histoire. Les vocalises surajoutées de la « bonne marraine » sont escaladées avec grâce et virtuosité par Elisabeth Vidal.

LA MARAÎTÈRE A DU CHIC
Svetla Vassileva (Cendrillon) et Sophie Koch (le Prince) forment un joli couple. La soprano bulgare a une voix délicate et pleine, et, même si l'on sent encore un peu de retenue dans un rôle qu'elle aborde pour la première fois, elle sait distiller l'émotion. La mezzo française fait, elle aussi, ses débuts dans son personnage : elle apporte au Prince charmant sa sensibilité, le timbre est chaud, riche dans les aigus, plus mince dans le médium. La jeunesse des interprètes éclate dans le duo lyrique qui conclut la scène de l'arbre aux fées où ils se déclarent leur amour. Hanna Schær, la maraître, Madame de

la Hauteville, cuirassée de gris et rouge, a du chic, de la drôlerie et une diction irréprochable. Celle de Michel Tremont (Pandolphe, le père bonne pâte de Cendrillon) l'est tout autant, mais sa science du chant français ne peut camoufler l'usure vocale.

Pour imprimer de la fluidité à l'action, le metteur en scène Robert Fortune fait tomber simplement des rideaux pour typer les lieux, vêt, coiffe, chausse les personnages dans des couleurs pastel et même ses troupes d'un pied léger. Seul le traditionnel ballet, une chorégraphie maigrette de pivoettes, gambelles et pottiers, plombe le début du deuxième acte. Il suffit de fermer les yeux, un moment, puis de se laisser entraîner vers « les beaux pays bleus » dont parle Massenet par une partition qui fourmille de finesses : les bois de l'Orchestre de la Suisse romande y trouvent matière à frétiller et les cordes à s'attendrir sous la direction équilibrée, mais un peu prudente, de Valentin Reymond.

Pierre Moulinier

Philippe Hersant, pompier égaré dans la jungle orchestrale

AZTLAN, 2^e CONCERTO POUR VIOLONCELLE, de Philippe Hersant. Le MANDARIN MERVEILLEUX, de Bela Bartok. Jian Wang (violin), Orchestre national de France, Michiyoshi Inoue (direction). Maison de Radio-France, le 12 décembre.

caractérise l'esthétique dominante de cette fin de siècle. Plus conforme au goût du jour, la musique de Philippe Hersant n'en est pas pour autant hélas ! plus attirante, faute de maturité.

A trente-cinq ans (*Aztlan* date de 1983) comme à près de cinquante ans (le 2^e Concerto pour violoncelle a été achevé en 1997), le compositeur semble toujours s'égarer dans la jungle orchestrale. *Aztlan* évoque l'Atlantide de la civilisation précolombienne. Destinée à un large effectif, la musique coule comme une pâte filandreuse qui charrie quelques corps au relief incongru : des éclats de wood-blocks et des soufflets de trombones qui, d'une œuvre à l'autre, passent pour la signature d'Hersant. D'insoutenables jaillissements de matière (les deux pauvres harpistes de l'Orchestre national de France

se bouchent régulièrement les oreilles pour minimiser l'effet des martèlements de percussions ou des stridences de flûtes) en extatiques suspensions cristallines (harpistes en activité, cette fois, instrumentale), *Aztlan* ne quitte jamais un registre décoratif passablement informel.

LE CABOTINAGE D'INOUE
Il en va tout autrement du *Mandarin merveilleux*, de Bela Bartok, musique prodigieusement articulée qui traite le grand orchestre avec une véritable pensée dramatique. Le National, jubilatoire mais précis, en offre une interprétation de qualité sous la baguette du japonais Michiyoshi Inoue qui, à en juger par son investissement corporel, doit croire que la pantomime de Bartok est destinée à la figure du chef d'orchestre !

Péniblement écarté entre des extrêmes de sensibilité lancinante et d'animation haletante, le 2^e Concerto pour violoncelle, de Philippe Hersant comporte des épisodes d'un maniérisme qui, conjugué au cabotinage d'Inoue, devient difficilement supportable. L'œuvre se veut encore transposition sonore d'un paysage haut en couleurs. Elle relève seulement d'une imagerie pompieriste (Hersant s'approprie par exemple le geste fondateur du troisième volet de la grandiloquente *Stèle*, de György Kurtág) à laquelle échappe de temps à autre la partie soliste, assez sobre. Le Chinois Jian Wang tente alors de se faire aussi léger que possible au risque de révéler les limites d'une musique malheureusement inconsistante.

Pierre Gervasoni

INSTANTANÉ L'ESPACE SELON PATRICK QUÉRILLACQ

Une exposition en appartement à tous les sens de la formule : elle y a lieu et elle prend l'endroit pour motif. L'association Un/Un, qui l'organise, cherche des lieux pour que de jeunes artistes puissent s'y manifester librement. Pour sa première tentative, elle a invité Patrick Quérillacq, vingt-deux ans, manipulateur en photographie et peinture.

Il a pris possession des lieux et s'est mis à les photographier en s'installant dans un coin ou sur une banquette. Quérillacq a pris des dizaines de clichés en noir et blanc puis il a entrepris de les découper et de les assembler en les scotchant sur les murs, à l'endroit où il s'était placé auparavant pour photographier. Il fractionne et recompose tout

à la fois l'image. La perspective semble prise de dilatation. La géométrie des angles, du plancher et des meubles vibre et tremble. L'œil cherche des repères qui se dérobent et se déplacent. La méthode est efficace, à égale distance des polaroids de David Hockney et des jeux dans l'espace de Felice Varini. Elle combine des reminiscences de cubisme et des rythmes abstraits. Elle interdit formellement au regard de se reposer - ce qui est l'une des vertus de l'art.

Pour Un/Un, cette exposition a valeur de manifeste. Celles qui suivront obéiront aux mêmes principes, dans d'autres endroits, à d'autres adresses - accrochages et installations nomades en marge des systèmes officiels et officiels. Bonne nouvelle.

Philippe Dagen

* Patrick Quérillacq, chez Grégoire Maisonneuve, 3, rue Vulpian, Paris 13^e. M^e Corvisart. Tous les jours, de 12 heures à 21 heures. Jusqu'au dimanche 20 décembre.

SORTIR

IAN DURY & THE BLOCKHEADS

En pleine tourmente punk. Ian Dury imposait sa truculence cockney au cœur de chansons - *Sex and Drugs and Rock'n'roll*, *Sweet Gene Vincent* - qui mêlaient rock, soul, reggae et rhythm'n'blues. Épuisé par un cancer du poumon, il n'en a pas moins gardé sa verve populaire et son accent.

Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^e Voltaire. Le 15, à 20 heures. Tél. : 01-47-00-55-22. 165 F.

RUBÉN GONZÁLEZ

En 1996, le producteur anglais Nick Gold et le chanteur Ry Cooder sont à La Havane où ils enregistrent un album de standards cubains avec la crème des musiciens de l'île, parmi lesquels le merveilleux pianiste Rubén González. Ils lui offrent, à cette occasion, la possibilité d'enregistrer un album sous son seul nom. A soixante-dix-huit ans, le musicien cubain se retrouve

propulsé sur le devant de la scène. Il est à Paris pour un soir à la tête de sept musiciens et chanteurs.

Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9^e. M^e Opéra. Le 15, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 170 F à 220 F.

Je suis des forêts noires
Les textes extraits de *De la séduction des anges* de Bertolt Brecht, et dits « érotiques », n'ont rien de très excitant. Sauf pour ceux qui sauraient reconnaître leur désir dans la crudité mornie d'un mâle moyen bavarois. Le metteur en scène Alain Cintzburger a dû se rendre compte en cours de route de cet écueil. Aussi joue-t-il cela dans un second degré assez distancié pour laisser à l'auteur de *Mère Courage* le bénéfice du doute. La deuxième partie du spectacle, en forme de cabaret, revient à la tradition du chanté-mimé. **Théâtre l'Echangeur**, 59, avenue du Général-de-Gaulle, 93 Bagnolet. M^e Gallieni. Tél. : 01-43-62-71-20. Tous les jours à 20 h 30 ; le dimanche, à 17 heures. Jusqu'au 27 décembre. Relâche le 25. 55 F.

YVONNE, PRINCESSE DE BOURGOGNE

Witold Gombrowicz
Mise en scène Yves Beaunesne
Dernière le 20 décembre
Théâtre National de la Colline - 01 44 62 52 52

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

A la place du cœur de Robert Guédiguian (France, 1 h 53). **Halloween**, 20 ans après, il revient (*) de Steve Miner (Etats-Unis, 1 h 31). Julia est amoureuse de Vincent Diersch (France, 2 h 06). **Kirikou et la sorcière** dessin animé de Michel Ocelot (France-Belgique-Luxembourg, 1 h 10). **Love is the Devil (*)** de John Maybury (Etats-Unis, 1 h 30). **Massoud l'Afghan** de Christophe de Ponfilly (France, 1 h 30). **La Mère Christine** de Myriam Boyer (France, 1 h 30). **Les Misérables** de Bille August (Etats-Unis, 2 h 09). **Mookie** de Hervé Palud (France, 1 h 27). **The New Yorker** de Benoît Graffin (France, 1 h 15). **Perdus dans l'espace** de Stephen Hopkins (Etats-Unis, 1 h 54). **Trois Anglaises** en campagne de David Leland (Grande-Bretagne, 1 h 50). **Velvet Goldmine** de Todd Haynes (Grande-Bretagne, 2 h).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min)

REPASSES

Certains l'aiment chaud de Billy Wilder, avec Marilyn Monroe, Tony Curtis, Jack Lemmon. Américain, 1959, noir et blanc (1 h 40). Action Ecoles, 5^e (01-43-29-79-89). **Les Contrebattants** de Moonfleet de Fritz Lang, avec Stewart Granger, Jon Witherley. Américain, 1955, copie neuve (1 h 23). Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60). **L'Homme de l'Ouest** d'Anthony Mann, avec Gary Cooper, Julie London. Américain, 1958 (1 h 36). Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30). Sept ans de réflexion de Billy Wilder, avec Marilyn Monroe, Tom Ewell. Américain, 1956 (1 h 45). Action Ecoles, 5^e (01-43-29-79-89).

VERNISSAGES

Jean-Pierre Raynaud, Antonio Manuel **Galerie nationale du Jeu de Paume**, 1, place de la Concorde, Paris 8^e. M^e Concorde. Tél. : 01-42-60-69-69. De 12 heures à 19 heures ; samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. Du 15 décembre au 7 février. 38 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place), Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Le Bal Air de Londres de Diop Bourcault, mise en scène d'Adrian Brine, avec Robert Hirsch, Nicolas Vaude, Frédérique Timmont... **Théâtre de la Porte Saint-Martin**, 16, boulevard Saint-Martin, Paris 10^e.

M^e Strasbourg-Saint-Denis

Le 15, 20 h 45. Tél. : 01-42-08-00-32. De 100 F à 200 F. **Dubillard**, bouts d'os de Roland Dubillard, mise en scène de Daniel Berlioux, avec les élèves de l'atelier-école du Théâtre du Rond-Point. **Théâtre du Rond-Point Champs-Élysées**, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e. M^e Franklin-D-Roosevelt. Le 15, à 18 h 30. Tél. : 01-44-95-98-10. 25 F. **L'Ombre de Mart** de Ség Dagarman, mise en scène d'Harold David, avec Marianne Cadic, Emmanuel Chevron... **Théâtre du Renard**, 12, rue du Renard, Paris 8^e. M^e Hôtel-de-Ville. Le 15, à 20 heures. Tél. : 01-40-15-94-03. De 50 F à 100 F. **La Mélodie française** Autour de Theophile Gautier. Elsa Maurus (mezzo-soprano), Thierry Félix (baryton), Didier Sandre (récitant), Christian Inaki (giano). **Fauré : Les Mélopes**. Tristesse. **La Chanson du pêcheur**. Duparc : *Lamento*, *La Fuite*. Chausson : *Les Papillons*, *La Dernière Feuille*. Berlioz : *Les Nuits d'été*. **Bibliothèque nationale de France**, quai François-Mauriac, Paris 13^e. M^e Quai-de-la-Gare. Le 15, à 19 heures. Tél. : 01-53-79-59-59. 100 F.

Clubs

de Gérofs. Marie-Ange Todorovitch (Clara), Raphaëlle Farman (Irene), Ghyslaine Raphanel (Amélia), Alexandra Papadjiakou (Adriana), Nicolai Andrej Schukoff (Pascal), Stephen Gadd (Lucio), Chœur de l'Opéra-Comique, Ensemble orchestral de Paris, Stan Edwards (direction), Günter Krämer (mise en scène). **Opéra-Comique**, Salle Favart, 5, rue Favart, Paris 2^e. M^e Richelieu-Drouot. Le 15, à 19 h 30. Tél. : 01-44-44-44-46. De 50 F à 610 F. **Compagnie Quatzarts** Catherine Berbesou : *A fuego lento*. **Les Abbesses (Théâtre de la Ville)**, 31, rue des Abbesses, Paris 18^e. M^e Abbesses. Le 15, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F.

Orchestre national de jazz

Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 13^e. M^e Porte-de-Pantin. Le 15, à 20 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. 120 F.

Manuel Rochaman Trio

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^e Château-d'Eau. Le 15, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Didier Levaillet, Sophie Domanich, Chris Biscoe

Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 13^e. M^e Porte-de-Pantin. Le 15, à 22 h 30. Tél. : 01-44-84-44-84. 80 F.

L'Orchestre du Grand Turc

Auditorium Saint-Germain, 4, rue Félibien, Paris 6^e. M^e Odéon. Le 15, à 20 h 45. Tél. : 01-44-07-37-43. De 70 F à 110 F.

Manu Dibango

Paris Journal Montparnasse, 12, rue du Commandant-René-Mauchotte, Paris 14^e. M^e Gaité. Le 15, à 22 heures. Tél. : 01-43-21-56-70. 120 F.

DERNIERS JOURS

20 décembre : **Ange des peupliers** de Jean-Pierre Milovanoff, mise en scène de Laurence Mayor. **Théâtre national de la Colline**, 15, rue Malte-Brun, Paris 20^e. Tél. : 01-44-62-52-52. De 110 F à 160 F.

OPERA PARIS

Des Mondes et des Anges
Trois poèmes d'Arthur Rimbaud pour dix danseurs de Hip-Hop
Compagnie Camargo
Chorégraphie : Dominique Rebaud
Jeune Public - Tout Public
17, 18, 19 décembre - 20h
Opéra Bastille Amphithéâtre
0 836 69 78 68

les plus belles perles du monde

MIKIMOTO
8, place Vendôme, Paris
Tél. 01 42 60 33 55

ASS-STANTE ARDRE

ASS-STANTE ARDRE
ASS-STANTE ARDRE
ASS-STANTE ARDRE

www.multimania.com/mat66

EN VUE

Le maire de Vladivostok, Viktor Tcherepov, démis de ses fonctions, vendredi 11 décembre, par Boris Eltsine, s'est barricadé dans sa mairie avec ses partisans, des cosaques âgés en uniforme.

Le bâtiment est dévasté, l'ascenseur marche mal, les téléphones sont coupés... Valeri Alexandrovitch Perfilov, directeur du musée Lénine d'Oulianovsk, reste « optimiste » : il compare la situation en Russie « à celle d'avant février 1917 ».

Vers 2017, les cosmonautes de la première mission interplanétaire russe habitée livreront leurs sous-vêtements sales à des bactéries qui les transformeront en méthane, source d'énergie.

Lundi 14 décembre, dix défenseurs des animaux se sont couchés nus sur une pelouse gelée devant le centre de vente aux enchères des peaux et des fourrures à Glostrup au Danemark.

Le Tribunal de grande instance de Paris a débouté, vendredi 11 décembre, la société Playtex qui reprochait à Intermarché de vendre des vêtements pour animaux portant la marque « Caresse », sous laquelle Playtex en vend déjà pour les humains.

Roger Clinton, demi-frère de Bill, condamné, lundi 14 décembre, à verser 1 285 dollars de dommages et intérêts à un homme que son chien avait mordu, en réclamant 300 000 de son côté, pour avoir souffert de « crises d'angoisse » après l'assaut.

En fermant son officine de mercenaires, Nico Palm, directeur d'Executives Outcomes, « n'ayant plus de rôle à jouer dans la résolution des conflits africains », laisse 2 500 « chiens de guerre » en divagation.

Les affamés attendent en mangeant des feuilles les camions de l'aide humanitaire qui ne peuvent accéder à la ville de Baldoa en Somalie livrée aux combats des chefs de guerre, sous une pluie de feu après trois années d'inondations et de sécheresse.

A la première comparution du général Pinochet devant un tribunal londonien, ses partisans huppés qui traitaient de « paysans » et de « communistes » les victimes de la dictature leur lançaient de la menue monnaie, comble du mépris.

Dimanche 13 décembre, à Rome un retraité fait d'une main l'aumône d'une pièce à une mendicant muni d'une écriteau « j'ai faim », se ravise, et rafle de l'autre la sébile. Le vieil homme explique en se touchant le front aux carabinieri alertés par les hurlements de la victime : « Je n'ai pas assez d'argent. C'est pour aller boire un café ».

Christian Colombani

L'Allemagne et le douloureux travail de mémoire

L'écrivain Martin Walser a-t-il proposé de « tirer un trait sur le passé » ? Ignaz Bubis, chef de la communauté juive allemande, le croit. Ils s'en sont expliqués dans le quotidien « Frankfurter Allgemeine Zeitung »



échapper et l'impossibilité de le mener à bien. A la fin de la discussion, qui a duré près de quatre heures, en présence de Salomon Korn, membre du Conseil central des Juifs en Allemagne et de Frank Schirmacher, éditeur du quotidien et respon-

sable de ses pages culturelles, Ignaz Bubis a retiré l'expression « incendiaire intellectuel ». Il est tombé d'accord avec Martin Walser pour dire que les Allemands avaient besoin de trouver « la voie pour se souvenir ensemble ».

Martin Walser se défend d'avoir voulu « tirer un trait sur le passé » en dénonçant la manière dont Auschwitz est encore utilisé contre l'Allemagne. « Il me semble, dit-il, que l'on traite la République fédérale, l'ancienne et la nouvelle, comme un délinquant en liberté surveillée, qui doit toujours faire la preuve de sa resocial-

isation, parce que, sinon, on ne le croit pas. » Il ne veut pas laisser « dicter à sa conscience la manière dont je dois penser à Auschwitz ». Selon lui, il ne faut pas mettre l'écho public rencontré par ses paroles sur le compte d'un malentendu mais d'un besoin « d'exprimer quelque chose d'inexprimé ».

Ignaz Bubis s'inquiète de l'effet dans l'opinion du discours de Martin Walser.

Bubis : « Vous avez ouvert une porte à d'autres. Ce n'était pas votre intention, mais vous l'avez ouverte. »

Walser : « Je dois ajouter qu'il était grand temps que cette porte soit ouverte (...). »

Bubis : « Le concept d'"effet libérateur" reste pour moi un problème. Tous ceux qui jusqu'à maintenant n'avaient pas osé - qui certes personne à qui se référer - tous ceux-là ont maintenant un père spirituel, parce qu'ils n'ont pas compris la même chose que ce que vous vouliez dire. »

Malgré la volonté affichée de trouver un langage commun, Martin Walser refuse de se laisser entraîner sur le terrain du malentendu. Les Allemands qui l'ont approuvé l'ont fort bien compris, dit-il : ils ne veulent pas oublier, mais se souvenir selon leur conscience et non selon les litiges officiellement débattus. La République de Berlin entre à reculons dans la « normalité ».

Daniel Vernet

DEPUIS la remise du prix de la Paix des libraires allemands à Martin Walser à l'occasion de la foire de Francfort, le débat a envahi les pages culturelles des journaux allemands : dans son discours d'acceptation, l'écrivain a-t-il voulu tirer un trait sinon sur le passé, en tout cas sur la mémoire ? A-t-il ouvert la voie à la « délivrance » de ce qu'on pourrait appeler le « complexe Auschwitz » qui non seulement poursuivrait les Allemands depuis plus de cinquante ans, mais serait imposé aux jeunes générations comme un moyen d'intimidation, voire de chantage ?

C'est ainsi qu'ont réagi quelques intellectuels, mal à l'aise face aux propos de Martin Walser refusant la routine des commémorations imposées, et surtout Ignaz Bubis, président du Conseil central des Juifs en Allemagne, qui a accusé Walser d'être « un incendiaire intellectuel ». La Frankfurter Allgemeine Zeitung a réussi à mettre face à face Martin Walser et Ignaz Bubis. Leur débat, annoncé en « une » occupée trois grandes pages du numéro du lundi 14 décembre qui montrent la nécessité et la difficulté du travail de mémoire, la vanité de vouloir y

DANS LA PRESSE

RFI Jacques Rozemblum

Bill Clinton n'est jamais aussi bon que dans l'adversité. Confronté à une véritable « infatigada » parlementaire, chez lui à Washington, il a provoqué un miracle à Gaza. Au cours d'une folle journée hier en terre palestinienne, pour la première fois, un président américain prononçait ces paroles : « Je sais que le peuple palestinien est à un carrefour. Derrière vous, une histoire de dépossession et de dispersion. Devant vous, la possibilité de construire un avenir sur votre propre terre. (...) Du courage (...) il en fallait pour prononcer ce discours incroyablement pro-palestinien, qui a dû faire

frémir Benjamin Nétanyahou, mais qui n'était, après tout, que le fruit de sa propre intransigeance.

LE FIGARO

Paul Gullbert Entre Le Pen et Mégrét, il n'y a qu'une différence de style, séparant le temps des ligues de celui des ordinateurs. Deux hommes, dont l'un joue l'impunité de la vie, l'autre la prise du pouvoir, sans autre forme d'arbitrage que le meurtre politique, qu'aucun des deux ne parvient à accomplir. Car c'est un des traits des mouvements totalitaires que chacun y est la nécessaire partie du tout. La plupart des militants révalent de demeurer « frontistes », en niant la guerre des chefs. Les voici obligés de devenir soit le-

penistes, soit mégrétistes, au prix d'une amputation quasi physique qui entraîne, désormais, leur faiblesse en partage. (...) Si l'effet Front national se fracture, sa cause demeure en l'état. On ne voit pas que la droite ou la gauche soient aujourd'hui en mesure de récupérer leurs brebis égarées. On retiendra seulement : pour la gauche, le commencement de la fin de ses manipulations. Et, pour la droite, l'urgence d'un projet rénovateur.

LIBÉRATION

Laurent Jaffrin Le vote FN, autant qu'un mal politique, est un symptôme social. Or, de ce point de vue, la guerre des chefs ne change évidemment rien. D'abord parce que les angoisses et les ran-

coeurs qui motivent les électeurs seront à l'œuvre après comme avant la crise. C'est la lutte contre les déchirures de la société qui peut seule faire reculer la protestation. Tâche de longue haleine. Ensuite parce que les tribulations guénolesques des élus et des apparatchiks n'ont pas forcément sur l'électeur l'effet pédagogique qu'on pourrait attendre. (...) Le feuilleton qu'on nous sert (...) reste cohérent avec la nature du Front. Il a même l'effet pervers de transformer en vedettes cathodiques des seconds couteaux jusque-là obscurs, changeant le FN en une troupe de comédiens emphatiques aux rôles bien répartis et plutôt familiers. Les responsables s'étripent. Mais l'électeur pourrait bien demeurer.

www.multimania.com/mat66

Un site d'information très documenté sur le nucléaire, créé par un jeune Français solitaire

QUE se passerait-il si un incident majeur se produisait dans la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, à 100 kilomètres de Paris ? Le site InfoNucléaire explique, cartes à l'appui, les conséquences d'une telle catastrophe, en envisageant uniquement les deux scénarios les plus probables, qui sont aussi les plus optimistes. Vent de sud-ouest : Fontainebleau est déclarée zone contaminée. Vent d'est : c'est Reims qui est touchée. Dans les deux cas, l'eau de la Seine est gravement polluée.



Cela a été le défilé. Je me suis mis à récupérer tout ce qui touchait de près ou de loin au nucléaire. En septembre, Mathias a décidé de placer sur Internet le fruit de dix années de recherche documentaire. Pour l'essentiel, il s'agit d'articles puisés dans des revues scientifiques au tirage confidentiel,

comme par exemple La Gazette du nucléaire du Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire : « Mon site est d'abord une réaction à la propagande du lobby nucléaire. » En même temps, Mathias souhaite se démarquer des sites ultra-militants qui « semblent dans l'antinucléaire

éclo à tout crin », et revendique une démarche citoyenne : « L'objectif est de diffuser des informations qui habituellement ne sortent pas des milieux avertis. » Mathias n'ajoute aucun commentaire personnel : « Ce n'est pas par manque de temps, c'est un choix. Je me contente de sélectionner les documents de référence puis de les classer par thème. »

Outre les comptes-rendus d'incidents survenus dans les centrales françaises, InfoNucléaire propose des informations précises sur les déchets nucléaires ou sur les effets cancérogènes de l'irradiation, ainsi qu'un reportage vidéo de la chaîne de télévision japonaise NHK consacré à Tchernobyl : « Actuellement, je planche sur les mines d'uranium dans le Limousin », explique Mathias, qui envisage à présent d'ouvrir un forum de discussion : « La suite logique d'un site qui cherche surtout à favoriser le débat. »

Christophe Labbé et Olivia Recasens

SUR LA TOILE

PROJET PÉDAGOGIQUE

Depuis le 1^{er} décembre, les vingt-quatre élèves d'une classe de quatrième du collège André-Brouillet de Couhé (Vienne) et leurs enseignants ont reçu gratuitement à leur domicile des ordinateurs connectés à Internet. Les bénéficiaires avaient reçu une formation préalable. A terme, une aide aux devoirs et la mise en ligne des cours fourniront un outil complémentaire aux élèves absents ou en difficulté. Le lancement de cette opération, qui doit durer deux ans, a coûté environ 500 000 francs. En outre, France Télécom leur fournit une heure de connexion par jour à tarif réduit. - (AFP)

ISLAM

Le Centre d'héritage scientifique de l'université du Caire a annoncé qu'il allait prochainement afficher sur Internet des lettres vidées par le prophète Mahomet et portant son sceau, obtenues auprès du musée Topkapı d'Istanbul. Il s'agit principalement de messages envoyés par Mahomet aux rois et aux princes des pays situés autour de la péninsule Arabique. Les textes seront convertis à l'islam. Les textes seront accompagnés de traductions en anglais. - (AFP)

Abonnez-vous au Monde. Jusqu'à 360F d'économie soit 7 semaines de lecture GRATUITE. Qui je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante: 3 MOIS - 562F, 6 MOIS - 1 086F, 1 AN - 1 980F. Offre valable jusqu'au 31/12/98.

Au théâtre hier soir : un four par Alain Rollat. PASSONS sur la publicité mensongère. L'affiche annonçait un duel « en duplex » entre César de Saint-Cloud et Brutus de Vitrolles. La suite de la farce se voulait donc spectaculaire. Au cours de la scène précédente, les partisans du second avaient accusé le premier de jouer les Nérons. Le traître Le Gallou l'ayant traité de « boulet », César de Saint-Cloud lui avait promis un « boulet de canon ».

سكرا من الاصل

FILMS DE LA SOIRÉE

- 19.20 Le Petit Dinosaur et la Vallée des Merveilles
20.40 Dumbo
20.50 La Folle des grandesurs

NOTRE CHOIX

20.35 Planète
La Vente du siècle
William Randolph Hearst fait partie de ces hommes qui ont sculpté la légende de l'Amérique.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1
18.25 Excluser.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.50 La Folle des grandesurs

ARTE

- 19.05 Archimède.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Reportage. Objectif élan!

GUIDE TÉLÉVISION

- MAGAZINES
18.30 50 ans d'histoire des droits de l'homme.
18.30 Nulle part ailleurs.
19.10 Le Rendez-vous.

MUSIQUE

- 20.59 Soirée Paul Badura-Skoda.
21.00 Franz Brüggen et Paul Badura-Skoda jouent Mozart et Telemann.

FILMS DU JOUR

- 13.45 Chantons sous la pluie
14.15 Berlin Express
15.35 Au-delà des lois

NOTRE CHOIX

19.20 Planète
Alfonso Cabeza de Vaca, marquis de Portago
Le « Clochard magnifique »

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1
13.55 Les Feux de l'amour.
14.45 TF1 jeunesse.
17.30 Les Vacances de l'amour.
18.30 Excluser.

LA CINQUIÈME/ARTE

- 13.40 Athar.
14.40 Modes de vie, modes d'emploi.
15.10 En juin, ça sera bien.

GUIDE TÉLÉVISION

- MAGAZINES
14.50 Les Dossiers de l'histoire.
15.10 En juin, ça sera bien.
16.00 Saga-Cités.

SPORTS EN DIRECT

- 13.00 Biathlon. Coupe du monde.
17.55 Football. D 2: Cannes - Lille.
20.00 Handball. Championnat d'Europe féminin.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et de la télévision...

Christine Rousseau
* Rediff. : jeudi, 20.35 ; vendredi, 0.30 ; samedi, 8.10 ; dimanche, 22.50.

Michel Rocard sera l'invité de Pierre-Luc Séguillon le mercredi 16 décembre 1998 à 08h50

Handwritten text in a box at the top of the page.

Conte cruel de Noël

par Pierre Georges

DANS LA CUISINE quotidienne d'un journal, et sans soulever outre mesure le tablier du chef pour ne pas outrager sa pudeur, il y a ce que nous appelons le « froid » et le « chaud ».

Ainsi en va-t-il, ce jour, de la page Goûts, et de la chronique de l'ami Quélin qui a, le vieux lascar, plus d'un tour dans sa besace.

C'est délicieusement assasin. Bien conforme à cette profession de foi, au détour d'un paragraphe : « L'excès à dates fixes a quelque chose de vampirique autant que de lassant ».

L'excès à dates fixes, parlons-en ! Le Times, récemment, racontait fort sérieusement et fort plaisamment - ce n'est pas contradictoire - l'histoire d'un grand ma-

lade, d'un cinglé d'envergure, d'un Anglais donc, qui n'a plus qu'un but, qu'une obsession, qu'un souci dans l'existence : fêter Noël tous les jours ! Et il l'a fait.

Les investigateurs du Times ont mené une enquête sérieuse, d'où il ressort que tout commença, en 1993, un jour d'été.

La vie d'Andrew Noël est devenue pathétique. Chaque jour, depuis des années, le même menu : apple pie, pudding, sandwiches à la dinde, verre de sherry, chocolats.

Les partisans de Bruno Mégret officialisent la création d'un Front national « bis »

M. Le Pen qualifie de « simple réunion privée » le conseil national extraordinaire réuni par les « mutins »

« MONARQUE absolu », « pas-séiste »... Bruno Mégret, l'ex-député général du Front national, qui s'était jusqu'à présent imposé une retenue face aux attaques de Jean-Marie Le Pen, se débride.

M. Mégret analyse la crise profonde que traverse le parti d'extrême droite comme « une crise de croissance ».

« familial un patrimoine qu'il croit personnel ». Son projet à lui est d'organiser le Front réel en laissant de côté le Front résiduel, car il veut « lancer l'offensive pour arriver au pouvoir ».

« LE VIEUX N'EST PAS MORT ! » Lors d'une conférence de presse à Paris, ils ont confirmé que s'était réuni, la veille, un « conseil national extraordinaire », qui avait décidé, à l'unanimité, de nommer M. Timmermans administrateur provisoire pour organiser un congrès en janvier, « assurer la

sauvegarde du patrimoine, assurer la gestion ordinaire et engager les actions judiciaires qui s'avèreraient nécessaires » (Le Monde du 15 décembre).

Les lepénistes n'ont pas perdu de temps pour répliquer. « Nous avons déjà procédé au changement de quatorze secrétaires fédéraux », nous a déclaré, lundi soir, Carl Lang, le nouveau délégué général.

D'autres têtes vont tomber. « Nous allons faire un état des lieux des fédérations et demander aux signataires de la pétition de se prononcer. J'envisage de changer ceux qui se sont clairement engagés dans la contestation. Les secrétaires fédéraux sont des préfets : ils doivent appliquer la ligne du mouvement », insiste-t-il.

M. Le Pen, visiblement « dopé » par la situation conflictuelle, a conclu sa conférence de presse en s'écriant : « Le vieux n'est pas mort ! »

Christiane Chombeau et Annick Cojean

Rhône-Alpes : l'UDF et le RPR s'emploient à contrer la réélection de Charles Millon

LE MAIRE de Lyon, Raymond Barre (app. UDF), et François Bayrou ont présidé, lundi 14 décembre, une réunion rassemblant les neuf conseillers régionaux UDF de Rhône-Alpes opposés à Charles Millon ainsi que les parlementaires UDF de la région.

Le choix de M^{me} Comparini est intervenu après un débat de plus de trois heures. Il a été facilité par le retrait, une heure avant la réunion, de Thierry Cornillet, président du Parti radical et premier vice-président de l'UDF, qui s'était déclaré candidat dès l'annonce de l'invalidation de M. Millon par le Conseil d'Etat, le 9 décembre.

Auparavant, Philippe Séguin et Nicolas Sarkozy avaient réuni, lundi après-midi à Paris, les conseillers régionaux RPR de Rhône-Alpes. Cinq membres du groupe « Oui à Rhône-Alpes », dont son président, Gérard Durcarre, qui soutenaient jusqu'à présent M. Millon, et un élu qui figurait parmi les non-inscrits, Pierre Gimel, sont tombés d'accord avec les huit membres du groupe RPR présidé par Philippe Langenieux-Villard pour « trouver ensemble une solution qui repousse à la fois le front républicain et l'alliance avec le Front national ».

« lâcher » M. Millon, selon un porte-parole du mouvement. Par ailleurs, en Bourgogne, le président du conseil régional, Jean-Pierre Soisson (ex-UDF), s'appretait à recourir, mardi 15 décembre, à la procédure dite du « 49-3 régional » permettant l'adoption sans vote d'un budget, sous réserve de l'adoption d'un contre-budget.

Enfin, concernant la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Conseil d'Etat devrait examiner à nouveau, en janvier, le recours contre les élections régionales dans le département des Bouches-du-Rhône, bien que l'affaire ait déjà été jugée par les 8^e et 9^e sous-sections du contentieux (Le Monde du 9 décembre).

Compte tenu des conséquences de l'annulation, qui ferait que l'actuel président du conseil régional, Michel Vauzelle, élu dans les Bouches-du-Rhône, ne pourrait pas être candidat à sa propre succession pour de simples raisons de calendrier, le président de la section du contentieux, Daniel Labetoulle, et ses trois adjoints ont décidé, jeudi 10 décembre, de porter l'affaire devant une formation de jugement supérieure, qui devrait être la section du contentieux, en procédant à un supplément d'information.

(avec nos correspondants)



Advertisement for Rwanda, featuring a large image and text including 'Rwanda', 'L'empire', 'Ete croquis', and 'Viol'.